

This publication
supersedes
Miscellaneous No. 17
(1960) Cmnd. 1211 and
Miscellaneous No. 13
(1964) Cmnd. 2356

NUCLEAR ENERGY



Treaty Series No. 69 (1968)

Convention
on Third Party Liability in the
Field of Nuclear Energy
signed at Paris on 29 July 1960
with
Additional Protocol
signed at Paris on 28 January 1964

[The United Kingdom instruments of ratification of the Convention and Additional Protocol were deposited on 23 February 1966. The Convention and Additional Protocol both entered into force on 1 April 1968.]

*Presented to Parliament by the Secretary of State for Foreign Affairs
by Command of Her Majesty
September 1968*

LONDON
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

12s. 6d. net

Cmnd. 3755

CONTENTS

Page

CONVENTION ON THIRD PARTY LIABILITY IN THE FIELD OF NUCLEAR ENERGY

French Text	...	...	...	...	...	...	...	...	3
English Text	...	...	...	...	...	...	...	...	14
German Text	...	...	...	...	...	...	...	...	25
Spanish Text	...	...	...	...	...	...	...	...	36
Italian Text	...	...	...	...	...	...	...	...	47
Dutch Text	...	...	...	...	...	...	...	...	58
Signatures	...	...	...	...	...	...	...	...	69
Annex I.—Reservations on signature	...	...	...	...	...	...	...	...	74
Annex II	...	...	...	...	...	...	...	...	75
Ratifications	...	...	...	...	...	...	...	...	85

ADDITIONAL PROTOCOL

French Text	...	...	...	...	...	...	...	...	86
English Text	...	...	...	...	...	...	...	...	97
German Text	...	...	...	...	...	...	...	...	107
Spanish Text	...	...	...	...	...	...	...	...	118
Italian Text	...	...	...	...	...	...	...	...	130
Dutch Text	...	...	...	...	...	...	...	...	141
Signatures	...	...	...	...	...	...	...	...	152
Ratifications	...	...	...	...	...	...	...	...	156

CONVENTION
SUR LA RESPONSABILITÉ CIVILE DANS LE DOMAINE
DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

LES GOUVERNEMENTS de la République Fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume de Belgique, du Royaume de Danemark, de l'Espagne, de la République Française, du Royaume de Grèce, de la République Italienne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume de Norvège, du Royaume des Pays-Bas, de la République Portugaise, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Royaume de Suède, de la Confédération Suisse et de la République Turque ;

CONSIDÉRANT que l'Agence Européenne pour l'Énergie Nucléaire, créée dans le cadre de l'Organisation Européenne de Coopération Économique (appelée ci-après l' " Organisation "), est chargée de promouvoir l'élaboration et l'harmonisation des législations intéressant l'énergie nucléaire dans les pays participants, en ce qui concerne notamment le régime de la responsabilité civile et de l'assurance des risques atomiques ;

DÉSIREUX d'assurer une réparation adéquate et équitable aux personnes victimes de dommages causés par des accidents nucléaires, tout en prenant les mesures nécessaires pour éviter d'entraver le développement de la production et des utilisations de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques ;

CONVAINCUS de la nécessité d'unifier les règles fondamentales applicables dans les différents pays à la responsabilité découlant de ces dommages, tout en laissant à ces pays la possibilité de prendre, sur le plan national, les mesures complémentaires qu'ils estimeraient nécessaires et éventuellement d'étendre les dispositions de la présente Convention aux dommages résultant d'autres accidents nucléaires que ceux qu'elle couvre ;

SONT CONVENUS de ce qui suit :

ARTICLE I

(a) Au sens de la présente Convention :

- (i) " Un accident nucléaire " signifie tout fait ou succession de faits de même origine ayant causé des dommages, dès lors que ce fait ou ces faits ou certains des dommages causés proviennent ou résultent des propriétés radioactives, ou à la fois des propriétés radioactives et des propriétés toxiques, explosives ou autres propriétés dangereuses des combustibles nucléaires ou produits ou déchets radioactifs.
- (ii) " Installation nucléaire " signifie les réacteurs à l'exception de ceux qui font partie d'un moyen de transport ; les usines de préparation ou de fabrication de substances nucléaires ; les usines de séparation des isotopes de combustibles nucléaires ; les usines de traitement de combustibles nucléaires irradiés ; les installations de stockage de substances nucléaires à l'exclusion du stockage de ces substances en cours de transport, ainsi que toute autre installation dans laquelle des combustibles nucléaires ou des produits ou des déchets radioactifs sont détenus et qui serait désignée par le Comité de Direction de l'Agence Européenne pour l'Énergie Nucléaire (appelé ci-après le " Comité de Direction ").

- (iii) " Combustibles nucléaires " signifie les matières fissiles comprenant l'uranium sous forme de métal, d'alliage ou de composé chimique (y compris l'uranium naturel), le plutonium sous forme de métal, d'alliage ou de composé chimique et toute autre matière fissile qui serait désignée par le Comité de Direction.
- (iv) " Produits ou déchets radioactifs " signifie les matières radioactives produites ou rendues radioactives par exposition aux radiations résultant des opérations de production ou d'utilisation de combustibles nucléaires, à l'exclusion d'une part, des combustibles nucléaires et, d'autre part, des radioisotopes qui, hors d'une installation nucléaire, sont utilisés ou destinés à être utilisés à des fins industrielles, commerciales, agricoles, médicales ou scientifiques.
- (v) " Substances nucléaires " signifie les combustibles nucléaires (à l'exclusion de l'uranium naturel et de l'uranium appauvri) et les produits ou déchets radioactifs.
- (vi) " Exploitant " d'une installation nucléaire signifie la personne désignée ou reconnue par l'autorité publique compétente comme l'exploitant de cette installation nucléaire.

(b) Le Comité de Direction pourra décider qu'une catégorie d'installations nucléaires, de combustibles nucléaires ou de substances nucléaires sera, en raison des risques réduits qu'elle comporte, exclue du champ d'application de la présente Convention.

ARTICLE 2

La présente Convention ne s'applique ni aux accidents nucléaires survenus sur le territoire d'États non-contractants, ni aux dommages subis sur ces territoires, sauf si la législation nationale en dispose autrement, sans préjudice toutefois des droits de recours prévus à l'Article 6 (d).

ARTICLE 3

L'exploitant d'une installation nucléaire est responsable conformément à la présente Convention :

- (a) de tout dommage aux personnes ; et
- (b) de tout dommage aux biens, à l'exclusion
 - (i) des biens qui sont détenus par lui, sous sa garde ou sous son contrôle au site de l'installation et en rapport avec l'exploitation de celle-ci, et
 - (ii) dans le cas prévu à l'Article 4, du moyen de transport sur lequel les substances nucléaires en cause se trouvent au moment de l'accident nucléaire,

s'il est établi que ce dommage (appelé ci-après le " dommage ") est causé par un accident nucléaire mettant en jeu soit des combustibles nucléaires, produits ou déchets radioactifs détenus dans cette installation, soit des substances nucléaires provenant de cette installation, sous réserve des dispositions de l'Article 4.

ARTICLE 4

Dans le cas de transport de substances nucléaires, y compris le stockage encours de transport, et sans préjudice de l'Article 2 :

- (a) L'exploitant d'une installation nucléaire est responsable de tout dommage, conformément à la présente Convention, s'il est établi qu'il est causé par un accident nucléaire survenu hors de cette installation et mettant en jeu des substances nucléaires transportées en provenance de cette installation, à condition que l'accident survienne
 - (i) avant que les substances nucléaires aient été prises en charge par un autre exploitant d'une installation nucléaire située sur le territoire d'une Partie Contractante ; ou
 - (ii) si le destinataire du transport est situé sur le territoire d'un État non-contractant, avant qu'elles aient été déchargées du moyen de transport par lequel elles sont parvenues sur le territoire de cet État.
- (b) L'exploitant visé au paragraphe (a) (i) du présent Article est, dès le moment de la prise en charge des substances nucléaires, l'exploitant responsable conformément à la présente Convention, de tout dommage causé par un accident nucléaire ultérieur mettant en jeu lesdites substances nucléaires.
- (c) Dans le cas où des substances nucléaires sont expédiées d'un lieu situé hors des territoires des Parties Contractantes à destination d'une installation nucléaire située sur ces territoires avec l'accord de l'exploitant de cette installation, celui-ci est responsable, conformément à la présente Convention, de tout dommage causé par un accident nucléaire survenu après que les substances nucléaires en cause ont été chargées sur le moyen de transport par lequel elles sont expédiées du territoire de l'État non-contractant.
- (d) L'exploitant responsable conformément à la présente Convention doit remettre au transporteur un certificat délivré par ou pour le compte de l'assureur ou de toute autre personne ayant accordé une garantie financière conformément à l'Article 10. Le certificat doit énoncer le nom et l'adresse de cet exploitant ainsi que le montant, le type et la durée de la garantie. Les faits énoncés dans le certificat ne peuvent être contestés par la personne par laquelle ou pour le compte de laquelle il a été délivré. Le certificat doit également désigner les substances nucléaires et l'itinéraire couverts par la garantie et comporter une déclaration de l'autorité publique compétente que la personne visée est un exploitant au sens de la présente Convention.
- (e) La législation d'une Partie Contractante peut prévoir qu'à des conditions qu'elle détermine, un transporteur peut être substitué, en ce qui concerne la responsabilité prévue par la présente Convention, à un exploitant d'une installation nucléaire située sur le territoire de ladite Partie Contractante, par décision de l'autorité publique compétente, à la demande du transporteur et avec l'accord de l'exploitant, si les conditions requises à l'Article 10 (a) sont remplies. Dans ce cas, le transporteur est considéré, aux fins de la présente Convention, pour les accidents nucléaires survenus en cours de transport de substances nucléaires, comme exploitant d'une installation nucléaire située sur le territoire de ladite Partie Contractante.

ARTICLE 5

(a) Si les combustibles nucléaires, produits ou déchets radioactifs mis en jeu dans un accident nucléaire ont été détenus successivement dans plusieurs installations nucléaires et sont détenus dans une installation nucléaire au moment où le dommage est causé, aucun exploitant d'une installation dans laquelle ils ont été détenus antérieurement n'est responsable du dommage. Si les combustibles nucléaires, produits ou déchets radioactifs mis en jeu dans un accident nucléaire ont été détenus dans plusieurs installations nucléaires et ne sont pas détenus dans une installation nucléaire au moment où le dommage est causé, aucune personne autre que l'exploitant de la dernière installation nucléaire dans laquelle ils ont été détenus avant que le dommage ait été causé ou que l'exploitant qui les a pris en charge ultérieurement, n'est responsable du dommage.

(b) Si le dommage implique la responsabilité de plusieurs exploitants conformément à la présente Convention, leur responsabilité est solidaire et cumulative ; toutefois, lorsqu'une telle responsabilité résulte du dommage causé par un accident nucléaire mettant en jeu des substances nucléaires en cours de transport, le montant total maximum de la responsabilité desdits exploitants est égal au montant le plus élevé fixé pour un des exploitants conformément à l'Article 7. En aucun cas, la responsabilité d'un exploitant résultant d'un accident nucléaire ne peut dépasser le montant fixé, en ce qui le concerne, à l'Article 7.

ARTICLE 6

(a) Le droit à réparation pour un dommage causé par un accident nucléaire ne peut être exercé que contre un exploitant responsable de ce dommage conformément à la présente Convention ; il peut également être exercé contre l'assureur ou contre toute autre personne ayant accordé une garantie financière à l'exploitant conformément à l'Article 10, si un droit d'action directe contre l'assureur ou toute personne ayant accordé une garantie financière est prévu par le droit national.

(b) Aucune autre personne n'est tenue de réparer un dommage causé par un accident nucléaire ; toutefois, cette disposition ne peut affecter l'application des accords internationaux dans le domaine des transports qui sont en vigueur ou ouverts à la signature, à la ratification ou à l'adhésion, à la date de la présente Convention.

(c) Toute personne qui est responsable d'un dommage causé par un accident nucléaire en vertu d'un accord international visé au paragraphe (b) du présent Article ou en vertu de la législation d'un État non-contractant a un droit de recours contre l'exploitant responsable de ce dommage conformément à la présente Convention dans la limite fixée conformément à l'Article 7.

(d) Dans le cas d'un accident nucléaire survenu sur le territoire d'un État non-contractant ou d'un dommage subi sur ce territoire, toute personne ayant son lieu principal d'exploitation sur le territoire d'une Partie Contractante, ou ses préposés, ont un droit de recours contre l'exploitant qui serait responsable en l'absence de l'Article 2, pour toute réparation à laquelle ils seraient tenus par suite de cet accident ou de ce dommage, dans la limite fixée conformément à l'Article 7.

(e) Le Conseil de l'Organisation peut décider que les transporteurs ayant leur lieu principal d'exploitation sur le territoire d'un État non-contractant peuvent bénéficier des dispositions du paragraphe (d) du présent Article. En prenant cette décision, le Conseil doit tenir compte des dispositions générales relatives à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire en vigueur dans cet État non-contractant ainsi que de la mesure dans laquelle les ressortissants d'une Partie Contractante, et les personnes ayant leur lieu principal d'exploitation sur le territoire d'une Partie Contractante, peuvent bénéficier de ces dispositions.

(f) L'exploitant n'a un droit de recours que

- (i) si le dommage résulte d'un acte ou d'une omission procédant de l'intention de causer un dommage, contre la personne physique auteur de l'acte ou de l'omission intentionnelle ;
- (ii) si et dans la mesure où le recours est prévu expressément par contrat ;
- (iii) si et dans la mesure où sa responsabilité se trouve engagée en vertu de l'Article 7 (e) par un accident nucléaire, au cours d'un transit effectué sans son consentement, pour un montant excédant celui qui est fixé en ce qui le concerne, conformément à l'Article 7 (b), contre le transporteur ayant effectué le transit, sauf si ce transit a pour objet de sauver ou de tenter de sauver des vies ou des biens ou est provoqué par des circonstances indépendantes de la volonté du transporteur.

(g) Pour autant que l'exploitant ait un droit de recours contre une personne en vertu du paragraphe (f) du présent Article, ladite personne ne peut avoir un droit de recours contre l'exploitant en vertu des paragraphes (c) et (d) du présent Article.

(h) Si la réparation du dommage met en jeu un régime national d'assurance médicale, de sécurité sociale ou de réparation des accidents du travail et maladies professionnelles, les droits des bénéficiaires de ce régime et les recours éventuels pouvant être exercés contre l'exploitant sont réglés par la loi de la Partie Contractante ayant établi ce régime.

ARTICLE 7

(a) Le total des indemnités payables pour un dommage causé par un accident nucléaire ne peut dépasser le montant maximum de la responsabilité, fixé conformément au présent Article.

(b) Le montant maximum de la responsabilité de l'exploitant pour les dommages causés par un accident nucléaire est fixé à 15.000.000 d'unités de compte de l'Accord Monétaire Européen, telles qu'elles sont définies à la date de la présente Convention (appelées ci-après "unités de compte"). Toutefois, un autre montant plus ou moins élevé peut être fixé par la législation d'une Partie Contractante, compte tenu de la possibilité pour l'exploitant d'obtenir l'assurance ou une autre garantie financière requise à l'Article 10, sans toutefois que le montant ainsi fixé puisse être inférieur à 5.000.000 d'unités de compte. Les montants prévus au présent paragraphe peuvent être convertis en monnaie nationale en chiffres ronds.

(c) L'exception résultant de l'alinéa (b) (ii) de l'Article 3 peut être écartée par la législation d'une Partie Contractante, à condition qu'en aucun cas l'inclusion des dommages au moyen de transport n'ait pour effet de réduire la

responsabilité de l'exploitant pour les autres dommages à un montant inférieur à 5.000.000 d'unités de compte.

(d) Le montant fixé en vertu du paragraphe (b) du présent Article pour la responsabilité des exploitants d'installations nucléaires situées sur le territoire d'une Partie Contractante ainsi que les dispositions de la législation d'une Partie Contractante prise en vertu du paragraphe (c) du présent Article, s'appliquent à la responsabilité desdits exploitants quel que soit le lieu de l'accident nucléaire.

(e) Une Partie Contractante peut subordonner le transit de substances nucléaires à travers son territoire, à la condition que le montant maximum de la responsabilité de l'exploitant étranger en cause soit augmenté, si elle estime que ledit montant ne couvre pas d'une manière adéquate les risques d'un accident nucléaire au cours de ce transit. Toutefois, le montant maximum ainsi augmenté ne peut excéder le montant maximum de la responsabilité des exploitants d'installations nucléaires situées sur le territoire de cette Partie Contractante.

(f) Les dispositions du paragraphe (e) du présent Article ne s'appliquent pas

- (i) au transport par mer lorsqu'il y a, en vertu du droit international, un droit de refuge dans les ports de ladite Partie Contractante, par suite d'un danger imminent, ou un droit de passage inoffensif à travers son territoire ;
- (ii) au transport par air lorsqu'il y a, en vertu d'un accord ou du droit international, un droit de survol du territoire ou d'atterrissage sur le territoire de ladite Partie Contractante.

(g) Les intérêts et dépens liquidés par le Tribunal saisi d'une action en réparation en vertu de la présente Convention ne sont pas considérés comme des indemnités au sens de la présente Convention et sont dus par l'exploitant en sus du montant des réparations qui peuvent être dues en vertu du présent Article.

ARTICLE 8

(a) Les actions en réparation, en vertu de la présente Convention, doivent être intentées sous peine de déchéance, dans le délai de dix ans à compter de l'accident nucléaire. Dans le cas de dommage causé par un accident nucléaire mettant en jeu des combustibles nucléaires, produits ou déchets radioactifs qui étaient au moment de l'accident volés, perdus ou abandonnés et n'avaient pas été récupérés, le délai de déchéance de dix ans part du moment du vol, de la perte ou de l'abandon. Toutefois, la législation nationale peut fixer un délai de déchéance ou de prescription de deux ans au moins, soit à compter du moment où le lésé a eu connaissance du dommage et de l'exploitant responsable, soit à compter du moment où il a dû raisonnablement en avoir connaissance, sans que le délai de dix ans puisse être dépassé, si ce n'est conformément au paragraphe (c) du présent Article.

(b) Dans les cas prévus à l'Article 13 (d) (i) (2) ou (ii), il n'y a pas d'échéance de l'action en réparation si, dans le délai prévu au paragraphe (a) du présent Article,

- (i) une action a été intentée, avant que le Tribunal visé à l'Article 17 n'ait pris une décision, devant l'un des tribunaux entre lesquels ledit Tribunal

peut choisir ; si le Tribunal désigne comme tribunal compétent, un autre tribunal que celui devant lequel l'action a déjà été intentée, il peut fixer un délai dans lequel l'action doit être intentée devant le tribunal compétent ainsi désigné ;

(ii) une demande a été introduite auprès d'une Partie Contractante en vue de la désignation du tribunal compétent par le Tribunal conformément à l'Article 13 (d) (i) (2) ou (ii), à condition qu'une action soit intentée après cette désignation dans le délai qui serait fixé par ledit Tribunal.

(c) La législation nationale peut fixer un délai de déchéance supérieur à dix ans, si elle prévoit des mesures pour couvrir la responsabilité de l'exploitant à l'égard des actions en réparation introduites après l'expiration du délai de dix ans.

(d) Sauf disposition contraire du droit national, une personne ayant subi un dommage causé par un accident nucléaire qui a intenté une action en réparation dans le délai prévu au présent Article peut présenter une demande complémentaire en cas d'aggravation du dommage après l'expiration de ce délai, tant qu'un jugement définitif n'est pas intervenue.

ARTICLE 9

Sauf disposition contraire de la législation nationale, l'exploitant n'est pas responsable des dommages causés par un accident nucléaire si cet accident est dû à des actes d'un conflit armé, d'une invasion, d'une guerre civile, d'une insurrection ou à des cataclysmes naturels de caractère exceptionnel.

ARTICLE 10

(a) Tout exploitant devra être tenu, pour faire face à la responsabilité prévue par la présente Convention, d'avoir et de maintenir, à concurrence du montant fixé conformément à l'Article 7, une assurance ou une autre garantie financière correspondant au type et aux conditions déterminés par l'autorité publique compétente.

(b) L'assureur ou toute autre personne ayant accordé une garantie financière ne peut suspendre l'assurance ou la garantie financière prévue au paragraphe (a) du présent Article, ou y mettre fin sans un préavis de deux mois au moins donné par écrit à l'autorité publique compétente, ou, dans la mesure où ladite assurance ou autre garantie financière concerne un transport de substances nucléaires, pendant la durée de ce transport.

(c) Les sommes provenant de l'assurance, de la réassurance ou d'une autre garantie financière ne peuvent servir qu'à la réparation des dommages causés par un accident nucléaire.

ARTICLE 11

La nature, la forme et l'étendue de la réparation, ainsi que la répartition équitable des indemnités sont régies, dans les limites prévues par la présente Convention, par le droit national.

ARTICLE 12

Les indemnités payables conformément à la présente Convention, les primes d'assurance et de réassurance ainsi que les sommes provenant de l'assurance, de la réassurance ou d'une autre garantie financière en vertu de l'Article 10 et les intérêts et dépens visés à l'Article 7 (g), sont librement transférables entre les zones monétaires des Parties Contractantes.

ARTICLE 13

(a) Les tribunaux compétents en vertu de la législation d'une Partie Contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire dont l'exploitant est responsable, sont seuls compétents pour statuer sur les actions introduites en vertu des Articles 3, 6 (a), 6 (c) et 6 (d).

(b) Dans le cas d'un accident nucléaire survenu en cours de transport, les tribunaux compétents en vertu de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle se trouvaient lors de l'accident les substances nucléaires mises en jeu, sont seuls compétents, sous réserve des dispositions du paragraphe (c) du présent Article.

(c) Si un accident est survenu hors des territoires des Parties Contractantes en cours de transport ou si le lieu où se trouvaient, lors de l'accident, les substances nucléaires mises en jeu, ne peut être déterminé, ou si les substances nucléaires mises en jeu se trouvaient, lors de l'accident, sur un territoire relevant de plus d'une Partie Contractante, les tribunaux compétents en vertu de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire dont l'exploitant est responsable sont seuls compétents.

(d) Si, en vertu des paragraphes (a) ou (c) du présent Article, les tribunaux de plusieurs Parties Contractantes sont compétents, la compétence est attribuée,

(i) dans le cas d'un accident nucléaire survenant au cours d'un transport de substances nucléaires,

(1) aux tribunaux compétents, en vertu de la législation locale, au lieu du territoire de la Partie Contractante où est immatriculé le moyen de transport sur lequel les substances nucléaires en cause se trouvaient au moment de l'accident nucléaire à condition que ces tribunaux soient compétents en vertu du paragraphe (c) du présent Article ; ou

(2) à défaut d'un tel tribunal, à celui qui est désigné à la demande d'une Partie Contractante intéressée, par le Tribunal visé à l'Article 17, parmi les tribunaux compétents en vertu du paragraphe (c) du présent Article, comme étant le plus directement lié à l'affaire ;

(ii) dans tout autre cas, aux tribunaux compétents en vertu de la législation de la Partie Contractante désignée par ledit Tribunal, à la demande d'une Partie Contractante intéressée, comme étant le plus directement liés à l'affaire.

(e) Lorsque les jugements prononcés contradictoirement ou par défaut par le tribunal compétent en vertu des dispositions du présent Article sont exécutoires d'après les lois appliquées par ce tribunal, ils deviennent exécutoires sur le territoire de toute autre Partie Contractante dès l'accomplissement des

formalités prescrites par la Partie Contractante intéressée. Aucun nouvel examen du fond de l'affaire n'est admis. Cette disposition ne s'applique pas aux jugements qui ne sont exécutoires que provisoirement.

(f) Si une action en réparation est intentée contre une Partie Contractante en tant qu'exploitant responsable en vertu de la présente Convention, ladite Partie Contractante ne peut invoquer son immunité de juridiction devant le tribunal compétent en vertu du présent Article.

ARTICLE 14

(a) La présente Convention doit être appliquée sans aucune discrimination fondée sur la nationalité, le domicile ou la résidence.

(b) Le "droit national" et la "législation nationale" signifient le droit ou la législation nationale du tribunal compétent en vertu de la présente Convention pour statuer sur les actions résultant d'un accident nucléaire ; le droit ou la législation nationale est applicable pour toutes les questions de fond et de procédure qui ne sont pas réglées spécialement par la présente Convention.

(c) Le droit et la législation nationale doivent être appliqués sans aucune discrimination fondée sur la nationalité, le domicile ou la résidence.

ARTICLE 15

(a) Il appartient à chaque Partie Contractante de prendre les mesures qu'elle estime nécessaires en vue d'accroître l'importance de la réparation prévue par la présente Convention.

(b) Pour la part des dommages dont la réparation proviendrait d'une intervention financière mettant en jeu des fonds publics et qui excéderait le montant minimum de 5.000.000 d'unités de compte prévu à l'Article 7, l'application de ces mesures, quelle que soit leur forme, pourrait être soumise à des conditions particulières dérogeant aux dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 16

Les dispositions prises par le Comité de Direction en vertu de l'Article 1 (a) (ii), 1 (a) (iii) et 1 (b), sont adoptés par accord mutuel des membres représentant les Parties Contractantes.

ARTICLE 17

Tout différend entre deux ou plusieurs Parties Contractantes relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention sera examiné par le Comité de Direction et à défaut de solution amiable soumis, à la demande d'une Partie Contractante intéressée, au Tribunal créé par la Convention en date du 20 décembre 1957 sur l'Établissement d'un Contrôle de Sécurité dans le Domaine de l'Énergie Nucléaire.

ARTICLE 18

(a) Des réserves portant sur une ou plusieurs dispositions de la présente Convention peuvent être formulées à tout moment avant la ratification ou l'adhésion à la présente Convention, ou avant la notification faite en vertu de

l'Article 23 en ce qui concerne le ou les territoires visés par cette notification ; ces réserves ne sont recevables que si leurs termes ont été expressément acceptés par les Signataires.

(b) Toutefois, l'acceptation d'un Signataire n'est pas requise, si celui-ci n'a pas lui-même ratifié la Convention dans un délai de douze mois à partir de la date où la notification de la réserve lui a été communiquée par le Secrétaire général de l'Organisation, conformément à l'Article 24.

(c) Toute réserve acceptée conformément au présent Article peut être retirée à tout moment par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation.

ARTICLE 19

(a) La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

(b) La présente Convention entrera en vigueur dès que cinq au moins des Signataires auront déposé leur instrument de ratification. Pour tout Signataire qui la ratifiera ultérieurement, la présente Convention entrera en vigueur dès qu'il aura déposé son instrument de ratification.

ARTICLE 20

Les modifications à la présente Convention seront adoptées par accord mutuel de toutes les Parties Contractantes. Elles entreront en vigueur lorsqu'elles auront été ratifiées ou confirmées par les deux tiers des Parties Contractantes. Pour toutes Parties Contractantes qui les ratifieront ou confirmeront ultérieurement, les modifications entreront en vigueur à la date de cette ratification ou confirmation.

ARTICLE 21

(a) Tout Gouvernement d'un pays membre ou associé de l'Organisation, non Signataire de la présente Convention, pourra y adhérer par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation.

(b) Tout Gouvernement d'un autre pays non Signataire de la présente Convention pourra y adhérer par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation et avec l'accord unanime des Parties Contractantes. L'adhésion prendra effet à la date de cet accord.

ARTICLE 22

(a) La présente Convention est conclue pour une durée de dix ans à compter de la date de son entrée en vigueur. Toute Partie Contractante pourra mettre fin en ce qui la concerne à l'application de la présente Convention au terme de ce délai en donnant un préavis d'un an à cet effet au Secrétaire général de l'Organisation.

(b) La présente Convention restera par la suite en vigueur pour une période de cinq ans, vis-à-vis des Parties Contractantes qui n'auront pas mis fin à son application conformément au paragraphe (a) du présent Article et ultérieurement,

par périodes successives de cinq ans, vis-à-vis des Parties Contractantes qui n'y auront pas mis fin au terme de l'une de ces périodes, en donnant un préavis d'un an à cet effet au Secrétaire général de l'Organisation.

(c) Une conférence sera convoquée par le Secrétaire général de l'Organisation pour examiner la révision de la présente Convention, au terme de la période de cinq ans qui suivra la date de son entrée en vigueur ou, à tout autre moment, à la demande d'une Partie Contractante, dans un délai de six mois à compter de cette demande.

ARTICLE 23

(a) La présente Convention s'applique aux territoires métropolitains des Parties Contractantes.

(b) Tout Signataire ou Partie Contractante peut, au moment de la signature ou de la ratification de la présente Convention ou de son adhésion à la présente Convention, ou ultérieurement à tout moment, indiquer par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation que la présente Convention s'applique à ceux de ses territoires, y compris les territoires pour lesquels la Partie Contractante est responsable dans les relations internationales, auxquels elle n'est pas applicable en vertu du paragraphe (a) du présent Article et qui sont désignés dans la notification. Une telle notification peut, en ce qui concerne tout territoire qui y est désigné, être retirée en donnant un préavis d'un an à cet effet au Secrétaire général de l'Organisation.

(c) Les territoires d'une Partie Contractante, y compris ceux pour lesquels elle est responsable dans les relations internationales, auxquels la présente Convention ne s'applique pas, sont considérés aux fins de ladite Convention comme territoires d'un État non-contractant.

ARTICLE 24

Le Secrétaire général de l'Organisation donnera communication à tous les Signataires et Gouvernements ayant adhéré à la Convention de la réception des instruments de ratification, d'adhésion et de retrait, ainsi que des notification faites en vertu de l'Article 23 et des décisions prises par le Comité de Direction en vertu de l'Article 1 (a) (ii), 1 (a) (iii) et 1 (b). Il leur notifiera également la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention, le texte des modifications adoptées et la date de l'entrée en vigueur desdites modifications, ainsi que les réserves faites conformément à l'Article 18.

**CONVENTION
ON THIRD PARTY LIABILITY IN THE FIELD
OF NUCLEAR ENERGY⁽¹⁾**

THE GOVERNMENTS of the Federal Republic of Germany, the Republic of Austria, the Kingdom of Belgium, the Kingdom of Denmark, Spain, the French Republic, the Kingdom of Greece, the Italian Republic, the Grand Duchy of Luxembourg, the Kingdom of Norway, the Kingdom of the Netherlands, the Portuguese Republic, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Kingdom of Sweden, the Swiss Confederation and the Turkish Republic;

CONSIDERING that the European Nuclear Energy Agency, established within the framework of the Organisation for European Economic Co-operation (hereinafter referred to as the "Organisation"), is charged with encouraging the elaboration and harmonization of legislation relating to nuclear energy in participating countries, in particular with regard to third party liability and insurance against atomic risks;

DESIROUS of ensuring adequate and equitable compensation for persons who suffer damage caused by nuclear incidents whilst taking the necessary steps to ensure that the development of the production and uses of nuclear energy for peaceful purposes is not thereby hindered;

CONVINCED of the need for unifying the basic rules applying in the various countries to the liability incurred for such damage, whilst leaving these countries free to take, on a national basis, any additional measures which they deem appropriate, including the application of the provisions of this Convention to damage caused by nuclear incidents not covered therein;

HAVE AGREED as follows:

ARTICLE 1

(a) For the purposes of this Convention:

- (i) "A nuclear incident" means any occurrence or succession of occurrences having the same origin which causes damage, provided that such occurrence or succession of occurrences, or any of the damage caused, arises out of or results from the radioactive properties, or a combination of radioactive properties with toxic, explosive, or other hazardous properties of nuclear fuel or radioactive products or waste or with any of them.
- (ii) "Nuclear installation" means reactors, other than those comprised in any means of transport; factories for the manufacture or processing of nuclear substances; factories for the separation of isotopes of nuclear fuel; factories for the reprocessing of irradiated nuclear fuel; facilities for the storage of nuclear substances other than storage incidental to the carriage of such substances; and such other installations in which there are nuclear fuel or radioactive products or waste as the Steering Committee of the European Nuclear Energy Agency (hereinafter referred to as the "Steering Committee") shall from time to time determine.

⁽¹⁾ A consolidated text of the Convention as amended by the Additional Protocol was published as "Miscellaneous No. 22 (1964)", Cmnd. 2514.

- (iii) "Nuclear fuel" means fissionable material in the form of uranium metal, alloy, or chemical compound (including natural uranium), plutonium metal, alloy, or chemical compound, and such other fissionable material as the Steering Committee shall from time to time determine.
- (iv) "Radioactive products or waste" means any radioactive material produced in or made radioactive by exposure to the radiation incidental to the process of producing or utilizing nuclear fuel, but does not include (1) nuclear fuel, or (2) radioisotopes outside a nuclear installation which are used or intended to be used for any industrial, commercial, agricultural, medical or scientific purpose.
- (v) "Nuclear substances" means nuclear fuel (other than natural uranium and other than depleted uranium) and radioactive products or waste.
- (vi) "Operator" in relation to a nuclear installation means the person designated or recognised by the competent public authority as the operator of that installation.

(b) The Steering Committee may, if in its view the small extent of the risks involved so warrants, exclude any nuclear installation, nuclear fuel, or nuclear substances from the application of this Convention.

ARTICLE 2

This Convention does not apply to nuclear incidents occurring in the territory of non-Contracting States or to damage suffered in such territory, unless national legislation otherwise provides and except in regard to rights of recourse referred to in Article 6 (d).

ARTICLE 3

The operator of a nuclear installation shall be liable, in accordance with this Convention, for:

- (a) damage to or loss of life of any person; and
- (b) damage to or loss of any property other than
 - (i) property held by the operator or in his custody or under his control in connection with, and at the site of, such installation, and
 - (ii) in the cases within Article 4, the means of transport upon which the nuclear substances involved were at the time of the nuclear incident,

upon proof that such damage or loss (hereinafter referred to as "damage") was caused by a nuclear incident involving either nuclear fuel or radioactive products or waste in, or nuclear substances coming from such installation, except as otherwise provided for in Article 4.

ARTICLE 4

In the case of carriage of nuclear substances, including storage incidental thereto, without prejudice to Article 2:

- (a) The operator of a nuclear installation shall be liable, in accordance with this Convention, for damage upon proof that it was caused by

a nuclear incident outside that installation and involving nuclear substances in the course of carriage therefrom, only if the incident occurs

- (i) before the nuclear substances involved have been taken in charge by another operator of a nuclear installation situated in the territory of a Contracting Party; or
 - (ii) before the nuclear substances involved have been unloaded from the means of transport by which they have arrived in the territory of a non-Contracting State, if they are consigned to a person within the territory of that State.
- (b) The operator referred to in paragraph (a) (i) of this Article shall, from his taking charge of the nuclear substances, be the operator liable in accordance with this Convention for damage caused by a nuclear incident occurring thereafter and involving the nuclear substances.
- (c) Where nuclear substances are sent from outside the territory of the Contracting Parties to a nuclear installation situated in such territory, with the approval of the operator of that installation, he shall be liable, in accordance with this Convention, for damage caused by a nuclear incident occurring after the nuclear substances involved have been loaded on the means of transport by which they are to be carried from the territory of the non-Contracting State.
- (d) The operator liable in accordance with this Convention shall provide the carrier with a certificate issued by or on behalf of the insurer or other financial guarantor furnishing the security required pursuant to Article 10. The certificate shall state the name and address of that operator and the amount, type and duration of the security, and these statements may not be disputed by the person by whom or on whose behalf the certificate was issued. The certificate shall also indicate the nuclear substances and the carriage in respect of which the security applies and shall include a statement by the competent public authority that the person named is an operator within the meaning of this Convention.
- (e) A Contracting Party may provide by legislation that, under such terms as may be contained therein and upon fulfilment of the requirements of Article 10 (a), a carrier may, at his request and with the consent of an operator of a nuclear installation situated in its territory, by decision of the competent public authority, be liable in accordance with this Convention in place of that operator. In such case for all the purposes of this Convention the carrier shall be considered, in respect of nuclear incidents occurring in the course of carriage of nuclear substances, as an operator of a nuclear installation on the territory of the Contracting Party whose legislation so provides.

ARTICLE 5

(a) If the nuclear fuel or radioactive products or waste involved in a nuclear incident have been in more than one nuclear installation and are in a nuclear installation at the time damage is caused, no operator of any nuclear installation in which they have previously been shall be liable for the damage.

If the nuclear fuel or radioactive products or waste involved in a nuclear incident have been in more than one nuclear installation and are not in a nuclear installation at the time damage is caused, no person other than the operator of the last nuclear installation in which they were before the damage was caused or an operator who has subsequently taken them in charge shall be liable for the damage.

(b) If damage gives rise to liability of more than one operator in accordance with this Convention, the liability of those operators shall be joint and several: provided that where such liability arises as a result of damage caused by a nuclear incident involving nuclear substances in the course of carriage, the maximum total amount for which such operators shall be liable shall be the highest amount established with respect to any of them pursuant to Article 7 and provided that in no case shall any one operator be required, in respect of a nuclear incident, to pay more than the amount established with respect to him pursuant to Article 7.

ARTICLE 6

(a) The right to compensation for damage caused by a nuclear incident may be exercised only against an operator liable for the damage in accordance with this Convention, or, if a direct right of action against the insurer or other financial guarantor furnishing the security required pursuant to Article 10 is given by national law, against the insurer or other financial guarantor.

(b) No other person shall be liable for damage caused by a nuclear incident, but this provision shall not affect the application of any international agreement in the field of transport in force or open for signature, ratification or accession at the date of this Convention.

(c) Any person who is liable for damage caused by a nuclear incident under any international agreement referred to in paragraph (b) of this Article or under any legislation of a non-Contracting State shall have a right of recourse, within the limitation of the amount of liability established pursuant to Article 7, against the operator liable for that damage in accordance with this Convention.

(d) Where a nuclear incident occurs in the territory of a non-Contracting State or damage is suffered in such territory, any person who has his principal place of business in the territory of a Contracting Party or who is the servant of such a person shall have a right of recourse for any sums which he is liable to pay in respect of such incident or damage, within the limitation of liability established pursuant to Article 7, against the operator, who, but for the provisions of Article 2, would have been liable.

(e) The Council of the Organisation may decide that carriers whose principal place of business is in the territory of a non-Contracting State should benefit from the provisions of paragraph (d) of this Article. In taking its decision, the Council shall give due consideration to the general provisions on third party liability in the field of nuclear energy in such non-Contracting State and the extent to which these provisions are available to the benefit of nationals of, and persons whose principal place of business is in the territory of, the Contracting Parties.

- (f) The operator shall have a right of recourse only
- (i) if the damage caused by a nuclear incident results from an act or omission done with intent to cause damage against the individual acting or omitting to act with such intent;
 - (ii) if and to the extent that it is so provided expressly by contract;
 - (iii) if and to the extent that he is liable pursuant to Article 7 (e) for an amount over and above that established with respect to him pursuant to Article 7 (b), in respect of a nuclear incident occurring in the course of transit of nuclear substances carried out without his consent, against the carrier of the nuclear substances, except where such transit is for the purpose of saving or attempting to save life or property or is caused by circumstances beyond the control of such carrier.

(g) If the operator has a right of recourse to any extent pursuant to paragraph (f) of this Article against any person, that person shall not, to that extent, have a right of recourse against the operator under paragraphs (c) and (d) of this Article.

(h) Where provisions of national health insurance, social security, workmen's compensation or occupational disease compensation systems include compensation for damage caused by a nuclear incident, rights of beneficiaries of such systems and rights of recourse by virtue of such systems shall be determined by the law of the Contracting Party having established such systems.

ARTICLE 7

(a) The aggregate of compensation required to be paid in respect of damage caused by a nuclear incident shall not exceed the maximum liability established in accordance with this Article.

(b) The maximum liability of the operator in respect of damage caused by a nuclear incident shall be 15,000,000 European Monetary Agreement units of account as defined at the date of this Convention (hereinafter referred to as "units of account"): provided that any Contracting Party, taking into account the possibilities for the operator of obtaining the insurance or other financial security required pursuant to Article 10, may establish by legislation a greater or less amount, but in no event less than 5,000,000 units of account. The sums mentioned above may be converted into national currency in round figures.

(c) Any Contracting Party may by legislation provide that the exception in Article 3 (b) (ii) shall not apply: provided that, in no case, shall the inclusion of damage to the means of transport result in reducing the liability of the operator in respect of other damage to an amount less than 5,000,000 units of account.

(d) The amount of the liability of operators of nuclear installations in the territory of a Contracting Party established in accordance with paragraph (b) of this Article as well as the provisions of any legislation of a Contracting Party pursuant to paragraph (c) of this Article shall apply to the liability of such operators wherever the nuclear incident occurs.

(e) A Contracting Party may subject the transit of nuclear substances through its territory to the condition that the maximum amount of liability of the foreign operator concerned be increased, if it considers that such amount does not adequately cover the risks of a nuclear incident in the course of the transit: provided that the maximum amount thus increased shall not exceed the maximum amount of liability of operators of nuclear installations situated in its territory.

(f) The provisions of paragraph (e) of this Article shall not apply

- (i) to carriage by sea where, under international law, there is a right of entry in cases of urgent distress into the ports of such Contracting Party or a right of innocent passage through its territory; or
- (ii) to carriage by air where, by agreement or under international law, there is a right to fly over or land on the territory of such Contracting Party.

(g) Any interest and costs awarded by a court in actions for compensation under this Convention shall not be considered to be compensation for the purpose of this Convention and shall be payable by the operator in addition to any sum for which he is liable in accordance with this Article.

ARTICLE 8

(a) The right of compensation under this Convention shall be extinguished if an action is not brought within ten years from the date of the nuclear incident. In the case of damage caused by a nuclear incident involving nuclear fuel or radioactive products or waste which, at the time of the incident have been stolen, lost, or abandoned and have not yet been recovered, the period for the extinction of the right shall be ten years from the date of the theft, loss, or abandonment. National legislation may, however, establish a period of not less than two years for the extinction of the right or as a period of limitation either from the date at which the person suffering damage has knowledge or from the date at which he ought reasonably to have known of both the damage and the operator liable: provided that the period of ten years shall not be exceeded except in accordance with paragraph (c) of this Article.

(b) Where the provisions of Article 13 (d) (i) (2) or (ii) are applicable, the right of compensation shall not, however, be extinguished if, within the time provided for in paragraph (a) of this Article

- (i) prior to the determination by the Tribunal referred to in Article 17, an action has been brought before any of the courts from which the Tribunal can choose; if the Tribunal determines that the competent court is a court other than that before which such action has already been brought, it may fix a date by which such action has to be brought before the competent court so determined; or
- (ii) a request has been made to a Contracting Party to initiate a determination by the Tribunal of the competent court pursuant to Article 13 (d) (i) (2) or (ii) and an action is brought subsequent to such determination within such time as may be fixed by the Tribunal.

(c) National legislation may establish a period longer than ten years if measures have been taken to cover the liability of the operator in respect

of any actions for compensation begun after the expiry of the period of ten years.

(d) Unless national law provides to the contrary, any person suffering damage caused by a nuclear incident who has brought an action for compensation within the period provided for in this Article may amend his claim in respect of any aggravation of the damage after the expiry of such period provided that final judgment has not been entered by the competent court.

ARTICLE 9

Except in so far as national legislation may provide to the contrary, the operator shall not be liable for damage caused by a nuclear incident due to an act of armed conflict, invasion, civil war, insurrection, or a grave natural disaster of an exceptional character.

ARTICLE 10

(a) To cover the liability under this Convention, the operator shall be required to have and maintain insurance or other financial security of the amount established pursuant to Article 7 and of such type and terms as the competent public authority shall specify.

(b) No insurer or other financial guarantor shall suspend or cancel the insurance or other financial security provided for in paragraph (a) of this Article without giving notice in writing of at least two months to the competent public authority or in so far as such insurance or other financial security relates to the carriage of nuclear substances, during the period of the carriage in question.

(c) The sums provided as insurance, reinsurance, or other financial security may be drawn upon only for compensation for damage caused by a nuclear incident.

ARTICLE 11

The nature, form and extent of the compensation, within the limits of this Convention, as well as the equitable distribution thereof, shall be governed by national law.

ARTICLE 12

Compensation payable under this Convention, insurance and reinsurance premiums, sums provided as insurance, reinsurance, or other financial security required pursuant to Article 10, and interest and costs referred to in Article 7 (g), shall be freely transferable between the monetary areas of the Contracting Parties.

ARTICLE 13

(a) Jurisdiction over actions under Article 3, 6 (a), 6 (c) and 6 (d) shall lie only with the courts competent in accordance with the legislation of the Contracting Party in whose territory the nuclear installation of the operator liable is situated.

(b) In the case of a nuclear incident occurring in the course of carriage, jurisdiction shall, except as otherwise provided in paragraph (c) of this Article, lie only with the courts competent in accordance with the legislation of the Contracting Party in whose territory the nuclear substances involved were at the time of the nuclear incident.

(c) If a nuclear incident occurs outside the territory of the Contracting Parties in the course of carriage, or if the place where the nuclear substances involved were at the time of the nuclear incident cannot be determined, or if the nuclear substances involved were in territory under the jurisdiction of more than one Contracting Party at the time of the nuclear incident, jurisdiction shall lie only with the courts competent in accordance with the legislation of the Contracting Party in whose territory the nuclear installation of the operator liable is situated.

(d) Where jurisdiction would lie with the courts of more than one Contracting Party by virtue of paragraphs (a) or (c) of this Article, jurisdiction shall lie

(i) in the case of a nuclear incident occurring in the course of carriage of nuclear substances,

(1) with the courts competent in accordance with the legislation of the Contracting Party at the place in its territory where the means of transport upon which the nuclear substances involved were at the time of the nuclear incident is registered, provided that they are competent under paragraph (c) of this Article; or

(2) if there is no such court, with that one of the courts which is competent under paragraph (c) of this Article, determined, at the request of a Contracting Party concerned, by the Tribunal referred to in Article 17 as being the most closely related to the case in question;

(ii) in any other case, with the courts competent in accordance with the legislation of the Contracting Party determined, at the request of a Contracting Party concerned, by the said Tribunal as being the most closely related to the case in question.

(e) Judgments entered by the competent court under this Article after trial, or by default, shall, when they have become enforceable under the law applied by that court, become enforceable in the territory of any of the other Contracting Parties as soon as the formalities required by the Contracting Party concerned have been complied with. The merits of the case shall not be the subject of further proceedings. The foregoing provisions shall not apply to interim judgments.

(f) If an action is brought against a Contracting Party as an operator liable under this Convention, such Contracting Party may not invoke any jurisdictional immunities before the court competent in accordance with this Article.

ARTICLE 14

(a) This Convention shall be applied without any discrimination based upon nationality, domicile, or residence.

(b) "National law" and "national legislation" mean the national law or the national legislation of the court having jurisdiction under this

Convention over claims arising out of a nuclear incident, and that law or legislation shall apply to all matters both substantive and procedural not specifically governed by this Convention.

(c) That law and legislation shall be applied without any discrimination based upon nationality, domicile, or residence.

ARTICLE 15

(a) Any Contracting Party may take such measures as it deems necessary to provide for an increase in the amount of compensation specified in this Convention.

(b) In so far as compensation for damage involves public funds and is in excess of the 5,000,000 units of account referred to in Article 7, any such measure in whatever form may be applied under conditions which may derogate from the provisions of this Convention.

ARTICLE 16

Decisions taken by the Steering Committee under Article 1 (a) (ii), 1 (a) (iii) and 1 (b) shall be adopted by mutual agreement of the members representing the Contracting Parties.

ARTICLE 17

Any dispute arising between two or more Contracting Parties concerning the interpretation or application of this Convention shall be examined by the Steering Committee and in the absence of friendly settlement shall, upon the request of a Contracting Party concerned, be submitted to the Tribunal established by Convention of 20th December, 1957, on the Establishment of a Security Control in the Field of Nuclear Energy.

ARTICLE 18

(a) Reservations to one or more of the provisions of this Convention may be made at any time prior to ratification of or accession to this Convention or prior to the time of notification under Article 23 in respect of any territory or territories mentioned in the notification, and shall be admissible only if the terms of these reservations have been expressly accepted by the Signatories.

(b) Such acceptance shall not be required from a Signatory which has not itself ratified this Convention within a period of twelve months after the date of notification to it of such reservation by the Secretary-General of the Organisation in accordance with Article 24.

(c) Any reservation admitted in accordance with this Article may be withdrawn at any time by notification addressed to the Secretary-General of the Organisation.

ARTICLE 19

(a) This Convention shall be ratified. Instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the Organisation.

(b) This Convention shall come into force upon the deposit of instruments of ratification by not less than five of the Signatories.⁽¹⁾ For each Signatory ratifying thereafter, this Convention shall come into force upon the deposit of its instrument of ratification.

ARTICLE 20

Amendments to this Convention shall be adopted by mutual agreement of all the Contracting Parties. They shall come into force when ratified or confirmed by two-thirds of the Contracting Parties. For each Contracting Party ratifying or confirming thereafter, they shall come into force at the date of such ratification or confirmation.

ARTICLE 21

(a) The Government of any Member or Associate country of the Organisation which is not a Signatory to this Convention may accede thereto by notification addressed to the Secretary-General of the Organisation.

(b) The Government of any other country which is not a Signatory to this convention may accede thereto by notification addressed to the Secretary-General of the Organisation and with the unanimous assent of the Contracting Parties. Such accession shall take effect from the date of such assent.

ARTICLE 22

(a) This Convention shall remain in effect for a period of ten years as from the date of its coming into force. Any Contracting Party may, by giving twelve months' notice to the Secretary-General of the Organisation, terminate the application of this Convention to itself at the end of the period of ten years.

(b) This Convention shall, after the period of ten years, remain in force for a period of five years for such Contracting Parties as have not terminated its application in accordance with paragraph (a) of this Article, and thereafter for successive periods of five years for such Contracting Parties as have not terminated its application at the end of one of such periods of five years by giving twelve months' notice to that effect to the Secretary-General of the Organisation.

(c) A conference shall be convened by the Secretary-General of the Organisation in order to consider revisions to this Convention after a period of five years as from the date of its coming into force or, at any other time, at the request of a Contracting Party, within six months from the date of such request.

ARTICLE 23

(a) This Convention shall apply to the metropolitan territories of the Contracting Parties.

(b) Any Signatory or Contracting Party may, at the time of signature or ratification of or accession to this Convention or at any later time notify the Secretary-General of the Organisation that this Convention shall apply to

⁽¹⁾ The Convention as amended by the Additional Protocol entered into force on 1 April, 1968.

those of its territories, including the territories for whose international relations it is responsible, to which this Convention is not applicable in accordance with paragraph (a) of this Article and which are mentioned in the notification. Any such notification may in respect of any territory or territories mentioned therein be withdrawn by giving twelve months' notice to that effect to the Secretary-General of the Organisation.

(c) Any territories of a Contracting Party, including the territories for whose international relations it is responsible, to which this Convention does not apply shall be regarded for the purposes of this Convention as being a territory of a non-Contracting State.

ARTICLE 24

The Secretary-General of the Organisation shall give notice to all Signatories and acceding Governments of the receipt of any instrument of ratification, accession, withdrawal, notification under Article 23, and decisions of the Steering Committee under Article 1 (a) (ii), 1 (a) (iii) and 1 (b). He shall also notify them of the date on which this Convention comes into force, the text of any amendments thereto and of the date on which such amendment comes into force, and any reservation made in accordance with Article 18.

ÜBEREINKOMMEN ÜBER DIE HAFTUNG GEGENÜBER DRITTEN AUF DEM GEBIET DER KERNENERGIE

DIE REGIERUNGEN der Bundesrepublik Deutschland, der Republik Österreich, des Königreichs Belgien, des Königreichs Dänemark, Spaniens, der Französischen Republik, des Königreichs Griechenland, der Italienischen Republik, des Grossherzogtums Luxemburg, des Königreichs Norwegen, des Königreichs der Niederlande, der Portugiesischen Republik, des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Nordirland, des Königreichs Schweden, der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Türkischen Republik ;

IN DER ERWÄGUNG, dass die Europäische Kernenergie-Agentur, die im Rahmen der Organisation für Europäische Wirtschaftliche Zusammenarbeit (im folgenden "Organisation" genannt) errichtet worden ist, damit betraut ist, die Ausarbeitung und gegenseitige Abstimmung von Rechtsvorschriften in den Teilnehmerstaaten auf dem Gebiet der Kernenergie, insbesondere im Hinblick auf die Haftpflicht und die Versicherung gegen nukleare Risiken, zu fördern ;

IN DEM WUNSCH, den Personen, die durch ein nukleares Ereignis Schaden erleiden, eine angemessene und gerechte Entschädigung zu gewährleisten und gleichzeitig die notwendigen Massnahmen zu treffen, um sicherzustellen, dass dadurch die Entwicklung der Erzeugung und Verwendung der Kernenergie für friedliche Zwecke nicht behindert wird ;

IN DER ÜBERZEUGUNG, dass es notwendig ist, die in den verschiedenen Staaten geltenden Grundsätze für die Haftung für solche Schäden zu vereinheitlichen, gleichzeitig aber diesen Staaten die Möglichkeit zu belassen, auf nationaler Ebene die von ihnen für angemessen erachteten zusätzlichen Massnahmen zu ergreifen und die Bestimmungen dieses Übereinkommens auch auf Schäden anzuwenden, die durch nukleare Ereignisse verursacht worden sind und von diesem Übereinkommen nicht erfasst werden ;

SIND wie folgt ÜBEREINGEKOMMEN :

ARTIKEL 1

(a) Im Sinne dieses Übereinkommens bedeuten :

- (i) " nukleares Ereignis " jedes einen Schaden verursachende Ereignis oder jede Reihe solcher aufeinanderfolgender Ereignisse desselben Ursprungs, sofern das Ereignis oder die Reihe von Ereignissen oder der Schaden von den radioaktiven Eigenschaften oder einer Verbindung der radioaktiven Eigenschaften mit giftigen, explosiven oder sonstigen gefährlichen Eigenschaften von Kernbrennstoffen oder radioaktiven Erzeugnissen oder Abfällen herrührt oder sich daraus ergibt ;
- (ii) " Kernanlage " Reaktoren, ausgenommen solche, die Teil eines Beförderungsmittels sind ; Fabriken für die Erzeugung oder Bearbeitung von Kernmaterialien ; Fabriken zur Trennung der Isotope von Kernbrennstoffen ; Fabriken für die Aufarbeitung bestrahlter Kernbrennstoffe ; Einrichtungen für die Lagerung von Kernmaterialien, ausgenommen die Lagerung solcher Materialien während der Beförderung ; sowie sonstige Anlagen, in denen sich Kernbrennstoffe oder radioaktive Erzeugnisse oder Abfälle befinden und die vom Direktionsausschuss der Europäischen Kernenergie-Agentur (im folgenden " Direktionsausschuss " genannt) jeweils bestimmt werden ;

- (iii) "Kernbrennstoffe" spaltbare Materialien in Form von Uran als Metall, Legierung oder chemischer Verbindung (einschliesslich natürlichen Urans), Plutonium als Metall, Legierung oder chemischer Verbindung sowie sonstiges vom Direktionsausschuss jeweils bestimmtes spaltbares Material ;
- (iv) "radioaktive Erzeugnisse oder Abfälle" radioaktive Materialien, die dadurch hergestellt oder radioaktiv gemacht werden, dass sie einer der mit dem Vorgang der Herstellung oder Verwendung von Kernbrennstoffen verbundenen Bestrahlung ausgesetzt werden, ausgenommen (1) Kernbrennstoffe und (2) Radioisotope ausserhalb einer Kernanlage, die für industrielle, kommerzielle, landwirtschaftliche, medizinische oder wissenschaftliche Zwecke verwendet werden oder verwendet werden sollen ;
- (v) "Kernmaterialien" Kernbrennstoffe (ausgenommen natürliches und abgereichertes Uran) sowie radioaktive Erzeugnisse und Abfälle ;
- (vi) "Inhaber einer Kernanlage" derjenige, der von der zuständigen Behörde als Inhaber einer solchen bezeichnet oder angesehen wird.

(b) Der Direktionsausschuss kann Kernanlagen, Kernbrennstoffe und Kernmaterialien von der Anwendung dieses Übereinkommens ausschliessen, wenn er dies wegen des geringen Ausmasses der damit verbundenen Gefahren für gerechtfertigt erachtet.

ARTIKEL 2

Vorbehaltlich der in Artikel 6 (d) vorgesehenen Rückgriffsrechte ist dieses Übereinkommen auf nukleare Ereignisse, die im Hoheitsgebiet eines Nichtvertragstaates eintreten, oder auf einen dort entstehenden Schaden nicht anzuwenden, sofern nicht durch die innerstaatliche Gesetzgebung etwas anderes bestimmt wird.

ARTIKEL 3

Der Inhaber einer Kernanlage haftet gemäss diesem Übereinkommen für :

- (a) Schaden an Leben oder Gesundheit von Menschen und
- (b) Schaden an oder Verlust von Vermögenswerten, ausgenommen
 - (i) Vermögenswerte, die der Inhaber im Zusammenhang mit einer solchen Anlage und auf deren Gelände in Besitz oder in Verwahrung oder unter seiner Aufsicht hat, sowie
 - (ii) in den Fällen des Artikels 4 Beförderungsmittel, auf denen sich die betreffenden Kernmaterialien zur Zeit des nuklearen Ereignisses befunden haben,

wenn bewiesen wird, dass dieser Schaden oder Verlust (im folgenden "Schaden" genannt) durch ein nukleares Ereignis verursacht worden ist, das entweder auf Kernbrennstoffe oder auf radioaktive Erzeugnisse oder Abfälle, die sich in der Kernanlage befinden, oder auf Kernmaterialien zurückzuführen ist, die aus der Kernanlage stammen, soweit Artikel 4 nichts anderes bestimmt.

Für den Fall der Beförderung von Kernmaterialien einschliesslich der damit im Zusammenhang stehenden Lagerung gilt, unbeschadet des Artikels 2, folgendes :

- (a) Der Inhaber einer Kernanlage haftet gemäss diesem Übereinkommen für einen Schaden, wenn bewiesen wird, dass dieser durch ein nukleares Ereignis verursacht worden ist, das ausserhalb dieser Anlage eingetreten und auf Kernmaterialien zurückzuführen ist, die von dieser Anlage aus befördert worden sind ; dies gilt jedoch nur, wenn das Ereignis eintritt,
- (i) bevor die betreffenden Kernmaterialien von dem Inhaber einer anderen im Hoheitsgebiet einer Vertragspartei gelegenen Anlage übernommen worden sind, oder
- (ii) bevor die betreffenden Kernmaterialien von dem Beförderungsmittel, mit dem sie im Hoheitsgebiet eines Nichtvertragsstaates angekommen sind, ausgeladen worden sind, sofern die Sendung für einen Empfänger innerhalb des Hoheitsgebiets dieses Staates bestimmt ist.
- (b) Der in Absatz (a) (i) genannte Inhaber haftet gemäss diesem Übereinkommen von der Übernahme der Kernmaterialien an für einen Schaden, der nach diesem Zeitpunkt durch ein nukleares Ereignis im Zusammenhang mit diesen Kernmaterialien verursacht wird.
- (c) Werden Kernmaterialien von einem Ort ausserhalb des Hoheitsgebiets der Vertragsparteien zu einer in deren Hoheitsgebiet gelegenen Kernanlage mit Zustimmung des Inhabers dieser Anlage gesandt, so haftet dieser gemäss diesem Übereinkommen für einen Schaden, der durch ein nukleares Ereignis verursacht worden ist, das nach dem Zeitpunkt eingetreten ist, zu dem die betreffenden Kernmaterialien auf das Beförderungsmittel verladen worden sind, mit dem sie aus dem Hoheitsgebiet des Nichtvertragsstaates befördert werden sollen.
- (d) Der gemäss diesem Übereinkommen haftende Inhaber einer Kernanlage hat den Beförderer mit einer Bescheinigung zu versehen, die vom Versicherer oder von demjenigen, der eine gemäss Artikel 10 erforderliche sonstige finanzielle Sicherheit erbringt, oder für ihn ausgestellt ist. Die Bescheinigung muss Namen und Anschrift dieses Inhabers sowie den Betrag, die Art und die Dauer der Sicherheit enthalten. Diese Angaben können von demjenigen, von dem oder für den die Bescheinigung ausgestellt worden ist, nicht bestritten werden. In der Bescheinigung sind überdies die Kernmaterialien und der Beförderungsweg zu bezeichnen, auf die sich die Sicherheit bezieht ; sie muss ferner eine Erklärung der zuständigen Behörde enthalten, dass der bezeichnete Inhaber einer Kernanlage ein solcher im Sinne dieses Übereinkommens ist.
- (e) In der Gesetzgebung einer Vertragspartei kann vorgesehen werden, dass nach den darin festgesetzten Bedingungen ein Beförderer anstelle des Inhabers einer im Hoheitsgebiet dieser Vertragspartei gelegenen Kernanlage auf Grund einer Entscheidung der zuständigen Behörde gemäss diesem Übereinkommen haftet. Eine solche Entscheidung ergeht auf Antrag des Beförderers mit Zustimmung des betreffenden Inhabers einer Kernanlage unter der Voraussetzung, dass die Erfordernisse des Artikels

10 (a) erfüllt sind. In diesem Falle gilt im Sinne dieses Übereinkommens der Beförderer hinsichtlich nuklearer Ereignisse, die im Verlauf der Beförderung von Kernmaterialien eintreten, als Inhaber einer im Hoheitsgebiet der betreffenden Vertragspartei gelegenen Kernanlage.

ARTIKEL 5

(a) Haben sich die mit einem nuklearen Ereignis im Zusammenhang stehenden Kernbrennstoffe oder radioaktiven Erzeugnisse oder Abfälle nacheinander in mehr als einer Kernanlage befunden und befinden sie sich zur Zeit der Schadensverursachung in einer Kernanlage, so haftet der Inhaber einer Kernanlage, in der sie sich früher befunden haben, nicht für diesen Schaden. Haben sich mit einem nuklearen Ereignis im Zusammenhang stehende Kernbrennstoffe oder radioaktive Erzeugnisse oder Abfälle in mehr als einer Kernanlage befunden und befinden sie sich zur Zeit der Schadensverursachung nicht in einer Kernanlage, so haftet für den Schaden lediglich der Inhaber derjenigen Kernanlage, in der sie sich zuletzt befunden haben, bevor der Schaden verursacht wurde, oder ein Inhaber, der sie in der Folgezeit übernommen hat.

(b) Haften gemäss diesem Übereinkommen mehrere Inhaber von Kernanlagen für einen Schaden, so können sie gemeinsam und einzeln nebeneinander für den gesamten Schaden in Anspruch genommen werden. Ergibt sich jedoch die Haftung als Folge eines Schadens, der durch ein nukleares Ereignis im Verlauf einer Beförderung von Kernmaterialien verursacht worden ist, so bemisst sich der Gesamtbetrag, bis zu dem die Inhaber haften, nach dem höchsten Betrag, der gemäss Artikel 7 für einen von ihnen festgesetzt ist. Keinesfalls ist ein einzelner Inhaber verpflichtet, in bezug auf ein nukleares Ereignis Leistungen zu erbringen, die über den für ihn gemäss Artikel 7 festgesetzten Betrag hinausgehen.

ARTIKEL 6

(a) Ein Anspruch auf Ersatz für einen durch ein nukleares Ereignis verursachten Schaden kann nur gegen den Inhaber einer Kernanlage geltend gemacht werden, der gemäss diesem Übereinkommen haftet. Besteht gemäss innerstaatlichem Recht ein unmittelbarer Anspruch gegen den Versicherer oder gegen denjenigen, der eine nach Artikel 10 erforderliche sonstige finanzielle Sicherheit erbracht hat, so kann der Anspruch auch gegen ihn geltend gemacht werden.

(b) Niemand sonst haftet für einen durch ein nukleares Ereignis verursachten Schaden. Durch diese Bestimmung wird die Anwendung internationaler Übereinkommen auf dem Gebiet der Beförderung nicht berührt, die am Tage dieses Übereinkommens in Kraft sind oder für die Unterzeichnung, die Ratifizierung oder den Beitritt offenstehen.

(c) Wer für einen durch ein nukleares Ereignis verursachten Schaden gemäss einem internationalen Übereinkommen im Sinne des Absatzes (b) oder der Gesetzgebung eines Nichtvertragsstaates haftet, hat gegen den für diesen Schaden gemäss diesem Übereinkommen haftenden Inhaber einer Kernanlage innerhalb der gemäss Artikel 7 festgesetzten Haftungsgrenze ein Rückgriffsrecht.

(d) Tritt ein nukleares Ereignis im Hoheitsgebiet eines Nichtvertragsstaates ein oder entsteht in einem solchen Gebiet ein Schaden, so haben alle, die ihre geschäftliche Hauptniederlassung im Hoheitsgebiet einer Vertragspartei haben,

oder deren Bedienstete und sonstige Gehilfen ein Rückgriffsrecht wegen Schadensersatzleistungen, für deren Erbringung sie im Hinblick auf ein derartiges Ereignis oder einen derartigen Schaden haftbar sind, und zwar innerhalb der gemäss Artikel 7 festgesetzten Haftungsgrenze gegen den Inhaber einer Kernanlage, der bei Fehlen des Artikels 2 haftbar wäre.

(e) Der Rat der Organisation kann entscheiden, dass Beförderern, die ihre geschäftliche Hauptniederlassung im Hoheitsgebiet eines Nichtvertragsstaates haben, die Bestimmungen des Absatzes (d) zugutekommen sollen. Bei seiner Entscheidung hat der Rat die allgemeinen Bestimmungen für die Haftung gegenüber Dritten auf dem Gebiet der Kernenergie in dem betreffenden Nichtvertragsstaat sowie das Ausmass zu berücksichtigen, in dem diese Bestimmungen den Staatsangehörigen der Vertragsparteien und denjenigen zugutekommen, die ihre geschäftliche Hauptniederlassung im Hoheitsgebiet der Vertragsparteien haben.

(f) Der Inhaber einer Kernanlage hat ein Rückgriffsrecht nur,

- (i) wenn der Schaden die Folge einer in Schädigungsabsicht begangenen Handlung oder Unterlassung ist, und zwar gegen die natürliche Person, die diese Handlung oder Unterlassung in dieser Absicht begangen hat ;
- (ii) wenn und soweit dies ausdrücklich durch Vertrag vorgesehen ist ;
- (iii) wenn und soweit er gemäss Artikel 7 (e) für einen höheren als den für ihn gemäss Artikel 7 (b) festgesetzten Betrag für ein nukleares Ereignis haftet, das bei einer ohne seine Zustimmung vorgenommenen Durchführung von Kernmaterialien eintritt, und zwar gegen den Beförderer der Kernmaterialien ; dies gilt nicht, wenn die Durchführung die Rettung oder den Versuch der Rettung von Leben oder Vermögenswerten bezweckt oder durch Umstände verursacht wird, auf die der Beförderer keinen Einfluss hat.

(g) Soweit der Inhaber einer Kernanlage ein Rückgriffsrecht gemäss Absatz (f) gegen einen anderen hat, steht diesem kein Rückgriffsrecht gemäss den Absätzen (c) und (d) gegen den Inhaber zu.

(h) Soweit die Bestimmungen der innerstaatlichen Sozialversicherung, insbesondere der Kranken-, der Arbeitsunfall- oder der Berufskrankheiten-Versicherung, eine Entschädigung für einen durch ein nukleares Ereignis verursachten Schaden vorsehen, bestimmen sich die Rechte der Leistungsempfänger und die Rückgriffsrechte gegen den Inhaber einer Kernanlage nach dem Rechte der Vertragspartei, die diese Einrichtungen geschaffen hat.

ARTIKEL 7

(a) Die gesamte Entschädigung, die für einen durch ein nukleares Ereignis verursachten Schaden zu leisten ist, darf den gemäss diesem Artikel festgesetzten Haftungshöchstbetrag nicht übersteigen.

(b) Der Höchstbetrag der Haftung des Inhabers einer Kernanlage für einen durch ein nukleares Ereignis verursachten Schaden beträgt 15.000.000 Rechnungseinheiten des Europäischen Währungsabkommens, wie sie am Tage dieses Übereinkommens festgesetzt sind (im folgenden "Rechnungseinheiten" genannt). Jede Vertragspartei kann jedoch unter Berücksichtigung der Möglichkeiten, die dem Inhaber einer Kernanlage zur Erlangung der gemäss Artikel 10 erforderlichen Versicherung oder sonstigen finanziellen Sicherheit zur Verfügung

stehen, durch ihre Gesetzgebung einen höheren oder niedrigeren Betrag, jedoch auf keinen Fall weniger als 5.000.000 Rechnungseinheiten festsetzen. Die genannten Beträge können in runden Zahlen in die nationalen Währungen umgerechnet werden.

(c) Jede Vertragspartei kann durch ihre Gesetzgebung vorsehen, dass die Ausnahme gemäss Artikel 3 (b) (ii) nicht anzuwenden ist ; jedoch darf die Einbeziehung des Schadens an den Beförderungsmitteln auf keinen Fall die Haftung des Inhabers einer Kernanlage für andere Schäden auf einen unter 5.000.000 Rechnungseinheiten liegenden Betrag vermindern.

(d) Der gemäss Absatz (b) für Inhaber von Kernanlagen im Hoheitsgebiet einer Vertragspartei festgesetzte Haftungsbetrag sowie die Bestimmungen der Gesetzgebung einer Vertragspartei gemäss Absatz (c) gelten für die Haftung dieser Inhaber, wo immer das nukleare Ereignis eintritt.

(e) Eine Vertragspartei kann die Durchfuhr von Kernmaterialien durch ihr Hoheitsgebiet davon abhängig machen, dass der Haftungshöchstbetrag des betreffenden ausländischen Inhabers einer Kernanlage hinaufgesetzt wird, wenn sie findet, dass dieser Betrag nicht in ausreichender Weise die Risiken eines nuklearen Ereignisses im Verlauf dieser Durchfuhr deckt ; jedoch darf der so hinaufgesetzte Höchstbetrag den Haftungshöchstbetrag der Inhaber der in ihrem Hoheitsgebiet gelegenen Kernanlagen nicht übersteigen.

(f) Die Bestimmungen des Absatzes (e) gelten nicht

(i) für die Beförderung auf dem Seeweg, wenn auf Grund des Völkerrechts ein Recht, in die Häfen der betreffenden Vertragspartei in dringenden Notfällen einzulaufen, oder ein Recht zur friedlichen Durchfuhr durch ihr Hoheitsgebiet besteht ;

(ii) für die Beförderung auf dem Luftweg, wenn auf Grund von Staatsverträgen oder des Völkerrechts ein Recht besteht, das Hoheitsgebiet der betreffenden Vertragspartei zu überfliegen oder darauf zu landen.

(g) Zinsen und Kosten, die von einem Gericht in einem Schadensersatzprozess gemäss diesem Übereinkommen zugesprochen werden, gelten nicht als Schadensersatz im Sinne dieses Übereinkommens und sind vom Inhaber einer Kernanlage zusätzlich zu dem Betrag zu zahlen, für den er gemäss diesem Artikel haftet.

ARTIKEL 8

(a) Der Anspruch auf Entschädigung gemäss diesem Übereinkommen erlischt, wenn eine Klage nicht binnen zehn Jahren nach dem nuklearen Ereignis erhoben wird. Ist ein Schaden durch ein nukleares Ereignis im Zusammenhang mit Kernbrennstoffen oder radioaktiven Erzeugnissen oder Abfällen verursacht worden, die zur Zeit des Ereignisses gestohlen oder verloren waren oder deren Besitz aufgegeben worden ist und die nicht wieder erlangt worden sind, so beträgt die Frist für das Erlöschen des Anspruchs zehn Jahre vom Zeitpunkt des Diebstahls, Verlustes oder der Besitzaufgabe an gerechnet. Durch die innerstaatliche Gesetzgebung kann jedoch für das Erlöschen des Anspruchs oder für die Verjährung eine Frist von nicht weniger als zwei Jahren von dem Zeitpunkt an festgesetzt werden, zu dem der Geschädigte von dem Schaden und dem haftenden Inhaber Kenntnis hat oder hätte Kenntnis haben müssen ; jedoch darf die zehnjährige Frist ausser im Falle des Absatzes (c) nicht überschritten werden.

(b) In den Fällen des Artikels 13 (d) (i) (2) oder (ii) erlischt der Anspruch auf Entschädigung nicht, wenn binnen der in Absatz (a) vorgesehenen Frist

(i) vor der Entscheidung des in Artikel 17 genannten Gerichtshofs eine Klage bei einem der Gerichte, unter denen der Gerichtshof wählen kann, erhoben worden ist ; entscheidet der Gerichtshof, dass ein anderes Gericht als dasjenige, bei dem diese Klage bereits erhoben worden ist, zuständig ist, so kann er einen Zeitpunkt bestimmen, bis zu dem diese Klage bei dem für zuständig erklärten Gericht zu erheben ist ;

(ii) bei einer Vertragspartei der Antrag gestellt worden ist, die Bestimmung des zuständigen Gerichts durch den Gerichtshof gemäss Artikel 13 (d) (i) oder (ii) einzuleiten und nach dieser Bestimmung binnen einer vom Gerichtshof festgesetzten Frist eine Klage erhoben wird.

(c) Durch die innerstaatliche Gesetzgebung kann eine Frist von mehr als zehn Jahren festgesetzt werden, wenn Massnahmen für die Deckung der Haftung des Inhabers einer Kernanlage für Schadensersatzklagen, die nach Ablauf der zehnjährigen Frist erhoben werden, getroffen sind.

(d) Soweit nicht durch innerstaatliches Recht Gegenteiliges bestimmt wird, kann derjenige, der einen durch ein nukleares Ereignis verursachten Schaden erleidet und eine Schadensersatzklage binnen der in diesem Artikel vorgesehenen Frist erhoben hat, zusätzliche Ansprüche wegen einer etwaigen Vergrösserung des Schadens nach Ablauf dieser Frist geltend machen, solange von dem zuständigen Gericht noch kein endgültiges Urteil ergangen ist.

ARTIKEL 9

Soweit nicht durch die innerstaatliche Gesetzgebung Gegenteiliges bestimmt wird, haftet der Inhaber einer Kernanlage nicht für einen Schaden, der durch ein nukleares Ereignis verursacht worden ist, das auf eine Massnahme eines bewaffneten Konfliktes, einer Invasion, eines Bürgerkrieges oder eines Aufstandes, oder auf eine schwere Naturkatastrophe aussergewöhnlicher Art zurückzuführen ist.

ARTIKEL 10

(a) Zur Deckung der in diesem Übereinkommen vorgesehenen Haftung ist der Inhaber einer Kernanlage gehalten, eine Versicherung oder eine sonstige finanzielle Sicherheit in der gemäss Artikel 7 festgesetzten Höhe einzugehen und aufrechtzuerhalten ; ihre Art und Bedingungen werden von der zuständigen Behörde bestimmt.

(b) Kein Versicherer und kein anderer, der eine finanzielle Sicherheit erbringt, darf die in Absatz (a) vorgesehene Versicherung oder sonstige finanzielle Sicherheit aussetzen oder beenden, ohne dies der zuständigen Behörde mindestens zwei Monate vorher schriftlich anzuzeigen. Soweit sich diese Versicherung oder sonstige finanzielle Sicherheit auf die Beförderung von Kernmaterialien bezieht, ist ihre Aussetzung oder Beendigung für die Dauer der Beförderung ausgeschlossen.

(c) Die aus Versicherung, Rückversicherung oder sonstiger finanzieller Sicherheit herrührenden Beträge dürfen nur für den Ersatz eines Schadens herangezogen werden, der durch ein nukleares Ereignis verursacht worden ist.

ARTIKEL 11

Art, Form und Umfang des Schadensersatzes sowie dessen gerechte Verteilung bestimmen sich innerhalb der Grenzen dieses Übereinkommens nach dem innerstaatlichen Rechte.

ARTIKEL 12

Der gemäss diesem Übereinkommen zu leistende Schadensersatz, die Versicherungs- und Rückversicherungsprämien sowie die gemäss Artikel 10 aus Versicherung, Rückversicherung oder sonstiger finanzieller Sicherheit herrührenden Beträge, und die in Artikel 7 (g) angeführten Zinsen und Kosten sind zwischen den Währungsgebieten der Vertragsparteien frei transfrierbar.

ARTIKEL 13

(a) Die Gerichtsbarkeit für Klagen gemäss den Artikeln 3, 6 (a), 6 (c) und 6 (d) steht nur den Gerichten zu, die gemäss der Gesetzgebung derjenigen Vertragspartei zuständig sind, in deren Hoheitsgebiet die Kernanlage des haftenden Inhabers gelegen ist.

(b) Bei einem nuklearen Ereignis, das im Verlauf einer Beförderung eintritt, steht, soweit Absatz (c) nichts anderes bestimmt, die Gerichtsbarkeit nur den Gerichten zu, die gemäss der Gesetzgebung der Vertragspartei zuständig sind, in deren Hoheitsgebiet sich die betreffenden Kernmaterialien zur Zeit des nuklearen Ereignisses befunden haben.

(c) Tritt ein nukleares Ereignis ausserhalb des Hoheitsgebietes der Vertragsparteien im Verlauf einer Beförderung ein oder kann der Ort, an dem sich die betreffenden Kernmaterialien zur Zeit des nuklearen Ereignisses befunden haben, nicht festgestellt werden oder haben sich die betreffenden Kernmaterialien zur Zeit des nuklearen Ereignisses in einem Hoheitsgebiet befunden, das der Gerichtsbarkeit mehr als einer Vertragspartei untersteht, dann steht die Gerichtsbarkeit nur den Gerichten zu, die gemäss der Gesetzgebung derjenigen Vertragspartei zuständig sind, in deren Hoheitsgebiet die Kernanlage des haftenden Inhabers gelegen ist.

(d) Ergibt sich aus den Absätzen (a) oder (c) die Zuständigkeit der Gerichte von mehr als einer Vertragspartei, so sind zuständig :

(i) bei einem nuklearen Ereignis, das im Verlauf einer Beförderung von Kernmaterialien eintritt,

(1) die Gerichte, die gemäss der Gesetzgebung einer Vertragspartei für den in ihrem Hoheitsgebiet gelegenen Ort zuständig sind, an dem die Beförderungsmittel registriert sind, auf denen sich die betreffenden Kernmaterialien zur Zeit des nuklearen Ereignisses befunden haben, sofern diese Gerichte gemäss Absatz (c) zuständig sind ;

(2) falls solche Gerichte nicht bestehen, dasjenige der gemäss Absatz (c) zuständigen Gerichte, das auf Antrag einer betroffenen Vertragspartei von dem in Artikel 17 genannten Gerichtshof im Hinblick darauf bestimmt wird, dass es zu dem Falle die nächste Beziehung hat ;

(ii) in allen anderen Fällen die gemäss der Gesetzgebung der Vertragspartei zuständigen Gerichte, die auf Antrag einer betroffenen Vertragspartei von dem genannten Gerichtshof im Hinblick darauf bestimmt werden, dass sie zu dem Falle die nächste Beziehung haben.

(e) Die von dem gemäss diesem Artikel zuständigen Gericht nach einer Verhandlung oder im Säumnisverfahren gefällten Urteile sind, wenn sie nach dem von diesem Gericht angewandten Rechte vollstreckbar geworden sind, im Hoheitsgebiet jeder anderen Vertragspartei vollstreckbar, sobald die von der betreffenden Vertragspartei vorgeschriebenen Formlichkeiten erfüllt worden sind. Eine sachliche Nachprüfung ist nicht zulässig. Diese Bestimmungen sind auf vorläufig vollstreckbare Urteile nicht anzuwenden.

(f) Wird eine Klage gegen eine Vertragspartei als den gemäss diesem Übereinkommen haftenden Inhaber einer Kernanlage erhoben, so kann sich diese Vertragspartei vor dem gemäss diesem Artikel zuständigen Gericht auf Immunität von der Gerichtsbarkeit nicht berufen.

ARTIKEL 14

(a) Dieses Übereinkommen ist ohne Rücksicht auf die Staatsangehörigkeit, den Wohnsitz oder den Aufenthalt anzuwenden.

(b) Die Ausdrücke "innerstaatliches Recht" und "innerstaatliche Gesetzgebung" bedeuten das innerstaatliche Recht oder die innerstaatliche Gesetzgebung des Gerichts, das gemäss diesem Übereinkommen für die Entscheidung über Ansprüche zuständig ist, die sich aus einem nuklearen Ereignis ergeben. Sie sind auf alle materiell- und verfahrensrechtlichen Fragen anzuwenden, die durch das vorliegende Übereinkommen nicht besonders geregelt sind.

(c) Das innerstaatliche Recht und die innerstaatliche Gesetzgebung sind ohne Rücksicht auf die Staatsangehörigkeit, den Wohnsitz oder den Aufenthalt anzuwenden.

ARTIKEL 15

(a) Jede Vertragspartei kann die von ihr für notwendig erachteten Massnahmen treffen, um den in diesem Übereinkommen vorgesehenen Entschädigungsbetrag zu erhöhen.

(b) Soweit die Zahlung von Schadensersatz aus öffentlichen Mitteln vorgesehen ist und den Betrag von 5.000.000 der in Artikel 7 bezeichneten Rechnungseinheiten übersteigt, können diese Massnahmen, unabhängig von ihrer Form, unter Bedingungen angewandt werden, die von den Vorschriften dieses Übereinkommens abweichen.

ARTIKEL 16

Entscheidungen des Direktionsausschusses gemäss Artikel 1 (a) (ii), 1 (a) (iii) und 1 (b) werden von den die Vertragsparteien vertretenden Mitgliedern im gegenseitigen Einvernehmen getroffen.

ARTIKEL 17

Streitigkeiten, die sich zwischen zwei oder mehr Vertragsparteien über die Auslegung oder Anwendung dieses Übereinkommens ergeben, sind vom Direktionsausschuss zu prüfen. Falls eine gütliche Einigung nicht zustandekommt, sind sie auf Antrag einer der beteiligten Vertragsparteien dem Gerichtshof vorzulegen, der durch das Übereinkommen vom 20. Dezember 1957 zur Einrichtung einer Sicherheitskontrolle auf dem Gebiet der Kernenergie errichtet worden ist.

ARTIKEL 18

(a) Vorbehalte zu einer oder mehreren Bestimmungen dieses Übereinkommens können jederzeit vor der Ratifizierung des Übereinkommens, vor dem Beitritt zu ihm oder vor der Notifizierung gemäss Artikel 23 hinsichtlich des oder der darin genannten Hoheitsgebiete gemacht werden. Vorbehalte sind nur zulässig, wenn die Unterzeichnerstaaten ihnen ausdrücklich zugestimmt haben.

(b) Die Zustimmung eines Unterzeichnerstaates ist nicht erforderlich, wenn er dieses Übereinkommen nicht selbst binnen zwölf Monaten, nachdem ihm der Vorbehalt durch den Generalsekretär der Organisation gemäss Artikel 24 mitgeteilt worden ist, ratifiziert hat.

(c) Jeder gemäss diesem Artikel zugelassene Vorbehalt kann jederzeit durch Notifizierung an den Generalsekretär der Organisation zurückgezogen werden.

ARTIKEL 19

(a) Dieses Übereinkommen bedarf der Ratifizierung. Die Ratifikationsurkunden werden beim Generalsekretär der Organisation hinterlegt.

(b) Dieses Übereinkommen tritt mit Hinterlegung der Ratifikationsurkunden durch mindestens fünf Unterzeichnerstaaten in Kraft. Für jeden später ratifizierenden Unterzeichnerstaat tritt es mit Hinterlegung seiner Ratifikationsurkunde in Kraft.

ARTIKEL 20

Änderungen dieses Übereinkommens werden im gegenseitigen Einvernehmen aller Vertragsparteien angenommen. Sie treten in Kraft, wenn sie von zwei Dritteln der Vertragsparteien ratifiziert oder bestätigt sind. Für jede später ratifizierende oder bestätigende Vertragspartei treten sie mit der Ratifizierung oder Bestätigung in Kraft.

ARTIKEL 21

(a) Die Regierung eines Mitglied— oder assoziierten Staates der Organisation, der nicht Unterzeichnerstaat dieses Übereinkommens ist, kann ihm durch eine an den Generalsekretär der Organisation zu richtende Notifikation beitreten.

(b) Die Regierung eines anderen Staates, der nicht Unterzeichnerstaat dieses Übereinkommens ist, kann ihm durch eine an den Generalsekretär der Organisation zu richtende Notifikation und mit Zustimmung sämtlicher Vertragsparteien beitreten. Der Beitritt wird mit der Erteilung der Zustimmung wirksam.

ARTIKEL 22

(a) Dieses Übereinkommen wird für die Dauer von zehn Jahren, gerechnet von seinem Inkrafttreten an, geschlossen. Jede Vertragspartei kann es, soweit es sie betrifft, auf das Ende dieses Zeitraums unter Einhaltung einer Frist von zwölf Monaten durch ein an den Generalsekretär der Organisation zu richtendes Schreiben kündigen.

(b) Dieses Übereinkommen bleibt nach Ablauf von zehn Jahren für die Dauer von weiteren fünf Jahren für diejenigen Vertragsparteien in Kraft, die nicht gemäss Absatz (a) gekündigt haben. Danach bleibt es für jeweils weitere fünf Jahre für diejenigen Vertragsparteien in Kraft, die es nicht auf das Ende eines solchen Zeitraumes von fünf Jahren unter Einhaltung einer Frist von zwölf Monaten durch ein an den Generalsekretär der Organisation zu richtendes Schreiben gekündigt haben.

(c) Der Generalsekretär der Organisation hat fünf Jahre nach Inkrafttreten dieses Übereinkommens oder binnen sechs Monaten, nachdem eine Vertragspartei dies beantragt hat, eine Konferenz zur Beratung über eine Revision dieses Übereinkommens einzuberufen.

ARTIKEL 23

(a) Dieses Übereinkommen gilt im Mutterland der Vertragsparteien.

(b) Jeder Unterzeichnerstaat oder jede Vertragspartei kann anlässlich der Unterzeichnung, der Ratifizierung oder des Beitritts zu diesem Übereinkommen oder zu jedem späteren Zeitpunkt dem Generalsekretär der Organisation notifizieren, dass dieses Übereinkommen auch in den nicht unter Absatz (a) fallenden Gebieten der Vertragsparteien gilt, die in der Notifikation angeführt werden. Dies gilt auch für Gebiete, für deren internationale Beziehungen der Unterzeichnerstaat oder die Vertragspartei verantwortlich ist. Jede derartige Notifikation kann bezüglich der darin angeführten Gebiete unter Einhaltung einer Frist von zwölf Monaten durch ein an den Generalsekretär der Organisation zu richtendes Schreiben zurückgezogen werden.

(c) Die Gebiete einer Vertragspartei, für die dieses Übereinkommen nicht gilt, einschliesslich solcher, für deren internationale Beziehungen sie verantwortlich ist, gelten im Sinne dieses Übereinkommens als Hoheitsgebiet eines Nichtvertragsstaates.

ARTIKEL 24

Der Generalsekretär der Organisation zeigt allen Unterzeichner- und beitretenden Staaten den Eingang jeder Ratifikations- und Beitrittsurkunde, jeder Kündigung, jeder Notifikation gemäss Artikel 23 und jeder Entscheidung des Direktionsausschusses gemäss Artikel 1 (a) (ii), 1 (a) (iii) und 1 (b) an. Er notifiziert ihnen auch den Zeitpunkt, in dem dieses Übereinkommen in Kraft tritt, den Wortlaut aller Änderungen und den Zeitpunkt, in dem sie in Kraft treten, sowie jeden gemäss Artikel 18 gemachten Vorbehalt.

CONVENIO ACERCA DE LA RESPONSABILIDAD CIVIL EN MATERIA DE ENERGIA NUCLEAR

LOS GOBIERNOS de la República Federal Alemana, de la República de Austria, del Reino de Bélgica, del Reino de Dinamarca, de España, de la República Francesa, del Reino de Grecia, de la República Italiana, del Gran Ducado de Luxemburgo, del Reino de Noruega, del Reino de los Países Bajos, de la República Portuguesa, del Reino Unido de Gran Bretaña y de Irlanda del Norte, del Reino de Suecia, de la Confederación Suiza y de la República Turca ;

CONSIDERANDO que el Organismo Europeo para la Energía Nuclear, creado dentro del ámbito de la Organización Europea de Cooperación Económica (llamada desde ahora la "Organización") tiene como cometido promover la elaboración y armonización de las legislaciones referentes a la energía nuclear en los países participantes, especialmente en lo que concierne al régimen de responsabilidad civil y del seguro de los riesgos atómicos ;

DESEOSOS de asegurar una reparación adecuada y equitativa a las personas víctimas de daños causados por accidentes nucleares, y adoptando las medidas necesarias para evitar el entorpecimiento del desarrollo de la producción y de las utilizaciones de la energía nuclear con fines pacíficos ;

CONVENCIDOS de la necesidad de unificar las reglas fundamentales aplicables en los diferentes países a la responsabilidad derivada de estos daños, y dejando en libertad a dichos países para que adopten, en el plano nacional, las medidas complementarias que estimen necesarias y eventualmente amplien la aplicación de las disposiciones del presente Convenio a los daños resultantes de otros accidentes nucleares distintos de los que cubre ;

ACUERDAN lo siguiente :

ARTÍCULO 1

(a) A los fines del presente Convenio :

- (i) "Accidente nuclear" significa cualquier hecho o sucesión de hechos del mismo origen, que hayan causado daños, cuando este hecho o hechos, o algunos de los daños causados, provengan o resulten de las propiedades radioactivas, o a la vez de las propiedades radioactivas y de las propiedades tóxicas, explosivas u otras peligrosas de los combustibles nucleares o productos o desechos radioactivos.
- (ii) "Instalación nuclear" significa los reactores con excepción de aquéllos que formen parte de un medio de transporte ; las fábricas de preparación o de fabricación de sustancias nucleares ; las fábricas de separación de isótopos de combustibles nucleares ; las fábricas de tratamiento de combustibles nucleares irradiados ; las instalaciones de almacenamiento de sustancias nucleares, con exclusión del almacenamiento de estas sustancias con ocasión de su transporte, así como cualquier otra instalación en la cual haya combustibles nucleares o productos o desechos radioactivos y que designe el Comité de Dirección del Organismo Europeo para la Energía Nuclear (llamado desde ahora el "Comité de Dirección").

- (iii) "Combustibles Nucleares" significa las materias fisibles comprendiendo el uranio bajo la forma de metal, de aleación o de compuesto químico (comprendido el uranio natural), el plutonio bajo la forma de metal, de aleación o de compuesto químico y cualquier otra materia fisible que designe el Comité de Dirección.
- (iv) "Productos o desechos radioactivos" significa las materias radioactivas producidas o convertidas en radioactivas por exposición a las radiaciones resultantes de operaciones de producción o de utilización de combustibles nucleares, con exclusión por una parte, de los combustibles nucleares y, por otra parte, de los radioisótopos que, fuera de una instalación nuclear, se utilicen o destinen a ser utilizados con fines industriales, comerciales, agrícolas, médicos o científicos.
- (v) "Substancias nucleares" significa los combustibles nucleares (con exclusión del uranio natural y del uranio empobrecido) y los productos o desechos radioactivos.
- (vi) "Explotador" de una instalación nuclear significa la persona designada o reconocida por la autoridad pública competente como el explotador de dicha instalación nuclear.

(b) El Comité de Dirección podrá decidir que una categoría de instalaciones nucleares, de combustibles nucleares, o de substancias nucleares, quede excluida del ámbito de aplicación del presente Convenio por razón de los riesgos reducidos que implique.

ARTÍCULO 2

El presente Convenio no se aplicará ni a los accidentes nucleares ocurridos en el territorio de Estados no contratantes, ni a los daños sufridos en dichos territorios, salvo en el caso de que la legislación nacional disponga al respecto otra cosa, sin perjuicio, no obstante de los derechos de recurso previstos en el Artículo 6 (d).

ARTÍCULO 3

El explotador de una instalación nuclear será responsable conforme al presente Convenio :

- (a) de cualquier daño a las personas ; y
- (b) de cualquier daño a los bienes, con exclusión :
 - (i) de los bienes que tenga en su poder o bajo su custodia o intervención en el lugar de la instalación y en relación con la explotación de la misma ; y
 - (ii) en el caso previsto en el Artículo 4, del medio de transporte en el cual las substancias nucleares de que se trate se encuentren en el momento del accidente nuclear,

si queda establecido que dicho daño (llamado desde ahora el "daño") ha sido causado por un accidente nuclear en que intervengan, bien combustibles nucleares, productos o desechos radioactivos de la instalación, bien substancias nucleares procedentes de dicha instalación, salvo lo que se disponga en el Artículo 4.

ARTÍCULO 4

En el caso de transporte de sustancias nucleares, comprendido el almacenamiento en el transporte, y sin perjuicio del Artículo 2 :

- (a) El explotador de una instalación nuclear es responsable de cualquier daño de conformidad con el Convenio, si queda establecido que lo causó un accidente nuclear ocurrido fuera de dicha instalación en el cual intervinieron sustancias nucleares transportadas procedentes de la misma, a condición de que el accidente ocurra :
 - (i) antes de que las sustancias nucleares hayan sido tomadas a su cargo por otro explotador de una instalación nuclear situada en el territorio de una Parte Contratante ; o
 - (ii) si el destinatario del transporte está situado en el territorio de un Estado no contratante, antes de que las indicadas sustancias nucleares hayan sido descargadas del medio de transporte mediante el cual han llegado al territorio de dicho Estado.
- (b) El explotador a que se refiere el párrafo (a) (i) del presente Artículo será, desde el momento de tomar a su cargo las sustancias nucleares, el explotador responsable, conforme al presente Convenio, de cualquier daño causado por un accidente nuclear ulterior en que intervengan las indicadas sustancias nucleares.
- (c) En el caso de que las sustancias nucleares se expidan desde un lugar situado fuera de los territorios de las Partes Contratantes con destino a una instalación nuclear situada en dichos territorios, de acuerdo con el explotador de la indicada instalación, éste será responsable conforme al presente Convenio de cualquier daño causado por un accidente nuclear ocurrido después de que las sustancias nucleares de que se trate hayan sido cargadas en el medio de transporte, mediante el cual se expidan desde el territorio del Estado no contratante.
- (d) El explotador responsable conforme al presente Convenio deberá entregar al transportista un certificado extendido por o por cuenta del asegurador o de cualquier otra persona que haya concedido una garantía financiera conforme al Artículo 10. En el certificado se hará constar el nombre y la dirección de dicho explotador, así como el importe, el tipo y la duración de la garantía. Los hechos que consten en el certificado no podrán ser impugnados por la persona por la cual o por cuenta de la cual haya sido extendido. El certificado deberá designar asimismo las sustancias nucleares y el itinerario cubiertos por la garantía y contener una declaración de la autoridad pública competente de que la persona a que se refiere es un explotador en el sentido del presente Convenio.
- (e) La legislación de una Parte Contratante, podrá prever que, en las condiciones que ella determine, un transportista pueda sustituir en lo que, concierne a la responsabilidad prevista en el presente Convenio, a un explotador de una instalación nuclear situada en el territorio de dicha Parte Contratante, por decisión de la autoridad pública competente, a petición del transportista y con la conformidad del explotador, si se cumplen las condiciones señaladas en el Artículo 10 (a). En este caso,

se considerará al transportista a los fines del presente Convenio y para los accidentes nucleares ocurridos durante el transporte de substancias nucleares, como el explotador de una instalación nuclear situada en el territorio de dicha Parte Contratante.

ARTÍCULO 5

(a) Si los combustibles nucleares, productos o desechos radioactivos que intervengan en un accidente nuclear han estado sucesivamente en más de una instalación nuclear y se encuentran en una instalación nuclear en el momento en que se causó el daño, ninguno de los explotadores de las instalaciones en las cuales estuvieron anteriormente es responsable de dicho daño. Si los combustibles nucleares, productos o desechos radioactivos que intervengan en un accidente nuclear han estado en varias instalaciones nucleares y no se encuentran en una instalación nuclear en el momento en que se causó el daño, ninguna persona que no sea el explotador de la última instalación nuclear en la que hayan estado antes de que se causara el daño o el explotador que las tomó a su cargo ulteriormente, será responsable del daño.

(b) Si el daño implica la responsabilidad de varios explotadores conforme al presente Convenio, su responsabilidad es solidaria y acumulativa ; en todo caso, cuando dicha responsabilidad se derive de un daño causado por un accidente nuclear en que intervengan substancias nucleares en curso de transporte, el importe total máximo de la responsabilidad de dichos explotadores será igual al importe más elevado establecido para uno de los explotadores conforme al Artículo 7. En ningún caso la responsabilidad de un explotador derivada de un accidente nuclear podrá exceder del importe establecido, en lo que le concierne, por el Artículo 7.

ARTÍCULO 6

(a) El derecho a la reparación de un daño causado por un accidente nuclear únicamente podrá ejercitarse contra un explotador responsable del mismo conforme al presente Convenio ; podrá ejercitarse igualmente contra el asegurador o contra cualquier otra persona que haya concedido una garantía financiera al explotador, conforme al Artículo 10, si estuviere previsto por la ley nacional vigente el derecho de acción directa contra el asegurador o contra cualquier otra persona que haya concedido una garantía financiera.

(b) Ninguna otra persona está obligada a reparar un daño causado por un accidente nuclear ; no obstante, esta disposición no podrá afectar a la aplicación de acuerdos internacionales en materia de transportes que estén en vigor, o abiertos a la firma, la ratificación o la adhesión, en la fecha del Convenio.

(c) Cualquier persona que sea responsable de un daño causado por un accidente nuclear en virtud de un acuerdo internacional previsto en el párrafo (b) del presente Artículo o en virtud de la legislación de un Estado no contratante, tendrá un derecho de recurso contra el explotador responsable de ese daño conforme al presente Convenio, dentro de los límites establecidos en el Artículo 7.

(d) En el caso de un accidente nuclear ocurrido en el territorio de un Estado no contratante o de un daño sufrido en ese territorio, cualquier persona que tenga su lugar principal de explotación en el territorio de una Parte Contratante, o sus subordinados, tendrán un derecho de recurso contra el explotador

que sería responsable en ausencia del Artículo 2, por cualquier reparación a la que estén obligados como consecuencia de dicho accidente o de dicho daño, dentro del límite fijado en el Artículo 7.

(e) El Consejo de la Organización podrá decidir que los transportistas que tengan su lugar principal de explotación en el territorio de un Estado no contratante, puedan beneficiarse de lo dispuesto en el párrafo (d) del presente Artículo. Al tomar esta decisión el Consejo deberá tener en cuenta las disposiciones generales relativas a la responsabilidad civil en materia de energía nuclear en vigor en dicho Estado no contratante, así como en qué medida los súbditos de una Parte Contratante, y las personas que tengan su lugar de explotación en el territorio de una Parte Contratante, pueden beneficiarse de esas disposiciones.

(f) El explotador sólo tendrá derecho de recurso :

- (i) si el daño resulta de un acto u omisión con la intención de causar un daño contra la persona física autora del acto u omisión intencional ;
- (ii) si el recurso está expresamente previsto mediante contrato y en la medida determinada en el mismo ;
- (iii) si incurre en responsabilidad y en la medida en que incurra en virtud del Artículo 7 (e), cuando ocurra un accidente nuclear en tránsito efectuado sin su consentimiento, por el importe que exceda del que le esté fijado en lo que concierna, conforme al Artículo 7 (b) contra el transportista que haya efectuado el tránsito, salvo en el caso de que dicho tránsito tenga por objeto salvar o intentar salvar vidas o bienes, o esté provocado por circunstancias independientes de la voluntad del transportista.

(g) Si el explotador tiene un derecho de recurso contra una persona en virtud del párrafo (f) del presente Artículo, dicha persona no tendrá derecho de recurso contra el explotador en virtud de los párrafos (c) y (d) del presente Artículo.

(h) Si la reparación del daño hace intervenir un régimen nacional de seguro médico, de seguridad social o de accidentes del trabajo y enfermedades profesionales, los derechos de los beneficiarios de dicho régimen y los recursos eventuales que puedan ejercerse contra el explotador, estarán regulados por la ley de la Parte Contratante que haya establecido dicho régimen.

ARTÍCULO 7

(a) El total de las indemnizaciones que se hayan de pagar con motivo del daño causado por un accidente nuclear no sobrepasará el importe máximo de la responsabilidad establecido conforme al presente Artículo.

(b) El importe máximo de la responsabilidad del explotador, por los daños causados por un accidente nuclear, queda fijado en 15.000.000 de unidades de cuenta del Acuerdo Monetario Europeo, en la forma que estén definidas en la fecha del presente Convenio (denominadas desde ahora "unidades de cuenta"). No obstante, la legislación de una Parte Contratante podrá establecer otra cuantía más o menos elevada, habida cuenta de la posibilidad para el explotador de obtener el seguro, u otra garantía financiera requerida en el Artículo 10 ;

sin embargo, el importe así establecido no podrá ser inferior a 5.000.000 de unidades de cuenta. Los importes previstos en el presente párrafo podrán redondearse al expresarse en monedas nacionales.

(c) La legislación de una Parte Contratante podrá prescindir de la excepción prevista en el apartado (b) (ii) del Artículo 3, con la condición de que en ningún caso la inclusión de los daños sufridos por el medio de transporte tendrá como efecto reducir la responsabilidad del explotador por los otros daños a un importe inferior a 5.000.000 de unidades de cuenta.

(d) El importe establecido en virtud del párrafo (b) del presente Artículo para la responsabilidad de los explotadores de instalaciones nucleares situadas en el territorio de una Parte Contratante, así como las disposiciones de la legislación de una Parte Contratante considerada con arreglo al párrafo (c) del presente Artículo, se aplicarán a la responsabilidad de dichos explotadores, sea cual fuere el lugar del accidente nuclear.

(e) Una Parte Contratante podrá someter el tránsito de sustancias nucleares a través de su territorio, a la condición de que se aumente el importe máximo de la responsabilidad del explotador extranjero de que se trate, si dicha Parte Contratante estima que el referido importe no cubre en forma adecuada los riesgos de un accidente nuclear durante el tránsito. En todo caso el importe máximo así aumentado no podrá exceder del importe máximo de la responsabilidad de los explotadores de instalaciones nucleares situadas en el territorio de la susodicha Parte Contratante.

(f) Las disposiciones del párrafo (e) del presente Artículo no se aplicarán :

- (i) al transporte por mar cuando, en virtud del derecho internacional, haya derecho de refugio en los puertos de la Parte Contratante mencionada, como consecuencia de peligro inminente, o un derecho de paso inofensivo a través de su territorio ;
- (ii) al transporte aéreo cuando, en virtud de un acuerdo o del derecho internacional, haya derecho a volar sobre el territorio o aterrizar en el territorio de la Parte Contratante de que se trate.

(g) Los intereses y gastos liquidados por el tribunal ante el cual se entable una acción de indemnización en virtud del presente Convenio no se considerarán como indemnizaciones en el sentido del presente Convenio y se deberán por el explotador además del importe de las indemnizaciones que puedan deberse en virtud del presente Artículo.

ARTÍCULO 8

(a) Las acciones para la obtención de indemnizaciones en virtud del presente Convenio deberán entablarse, bajo pena de caducidad, dentro del plazo de diez años a contar de la fecha del accidente nuclear. En el caso de daño causado por un accidente nuclear en que intervengan combustibles nucleares, productos o desechos radioactivos, robados, perdidos o abandonados en el momento del accidente y que no hubiesen sido recuperados, el plazo de caducidad de diez años se inicia desde el momento del robo, la pérdida o el abandono. No obstante, la legislación nacional podrá fijar un plazo de caducidad o de prescripción de dos años como mínimo, bien a contar del momento en que la

víctima haya tenido conocimiento del daño y del explotador responsable del mismo, bien a contar del momento en que razonablemente haya debido tener conocimiento de ello, sin que el plazo de diez años pueda sobrepasarse si no es de conformidad con el párrafo (c) del presente Artículo.

(b) En los casos previstos en el Artículo 13 (d) (i) (2) o (ii), no habrá caducidad de la acción para indemnización si, dentro del plazo previsto en el párrafo (a) del presente Artículo :

(i) se ha entablado una acción, antes de que el Tribunal a que se refiere el Artículo 17 haya tomado una decisión ante uno de los tribunales entre los cuales puede elegir dicho Tribunal, si dicho Tribunal designa como competente un tribunal distinto de aquel ante el cual la acción se haya entablado, podrá establecer un plazo dentro del cual la acción deberá entablarse ante el tribunal designado como competente ;

(ii) se ha presentado una demanda a una Parte Contratante con el fin de que se designe el tribunal competente por el Tribunal conforme al Artículo 13 (d) (i) (2) o (ii), con la condición de que se entable una acción después de la referida designación, en el plazo que establezca dicho Tribunal.

(c) La legislación nacional podrá establecer un plazo de caducidad superior a diez años, si en ella se prevén las medidas para cubrir la responsabilidad del explotador en lo que respecta a las acciones para indemnización presentadas después de la expiración del plazo de diez años.

(d) Salvo disposición en contrario del derecho nacional, la persona que haya sufrido un daño causado por un accidente nuclear y que haya entablado una acción para indemnización en el plazo previsto en el presente artículo, podrá presentar una demanda complementaria en caso de agravación del daño, después de la expiración de dicho plazo, en tanto no se haya dictado sentencia definitiva.

ARTÍCULO 9

Salvo disposición en contrario de la legislación nacional, el explotador no será responsable de los daños causados por un accidente nuclear, si este accidente se debe a hechos de conflicto armado, invasión, guerra civil, insurrección, o a cataclismos naturales de carácter excepcional.

ARTÍCULO 10

(a) Todo explotador quedará obligado, para hacer frente a la responsabilidad prevista en este Convenio, a tener y mantener, hasta el importe de la cuantía fijada con arreglo al Artículo 7, un seguro u otra garantía financiera correspondiente al tipo y a las condiciones determinadas por la autoridad pública competente.

(b) El asegurador o cualquier otra persona que haya prestado la garantía financiera, no podrá suspender el seguro o la garantía financiera prevista en el párrafo (a) del presente Artículo, o poner fin a los mismos sin un preaviso de dos meses de antelación por lo menos, dado por escrito a la autoridad pública competente, o, en la medida en que dicho seguro o garantía financiera se refieran al transporte de substancias nucleares, mientras dure dicho transporte.

(c) Las sumas que provengan del seguro, del reaseguro o de otra garantía financiera no podrán servir más que para la indemnización de los daños causados por un accidente nuclear.

ARTÍCULO 11

La naturaleza, la forma y extensión de la indemnización así como el reparto equitativo de la misma, se regirán por el derecho nacional, dentro de los límites previstos por el presente Convenio.

ARTÍCULO 12

Las indemnizaciones que se paguen conforme al presente Convenio, las primas de seguro y de reaseguro, así como las sumas que provengan del seguro, del reaseguro o de otra garantía financiera, en virtud del Artículo 10, y los intereses y gastos previstos en el Artículo 7 (g), serán transferibles libremente entre las zonas monetarias de las Partes Contratantes.

ARTÍCULO 13

(a) Los tribunales competentes, en virtud de la legislación de la Parte Contratante en cuyo territorio esté situada la instalación nuclear de la que el explotador es responsable, son los únicos competentes para resolver acerca de las acciones entabladas en virtud de los Artículos 3, 6 (a), 6 (c) y 6 (d).

(b) En el caso de un accidente nuclear ocurrido durante el transporte, los tribunales competentes en virtud de la legislación de la Parte Contratante en cuyo territorio se encontraren en el momento del accidente las substancias nucleares implicadas, serán los únicos competentes, salvo las disposiciones establecidas en el párrafo (c) del presente Artículo.

(c) Si un accidente ocurriere, durante el transporte, fuera de los territorios de las Partes Contratantes o si el lugar en que se encuentren en el momento del accidente las substancias nucleares implicadas no puede determinarse, o si las substancias nucleares implicadas se encontraren, cuando ocurra el accidente, en un territorio dependiente de más de una Parte Contratante, los tribunales competentes con arreglo a la legislación de la Parte Contratante en cuyo territorio esté situada la instalación nuclear, cuyo explotador es responsable, serán los únicos competentes.

(d) Si, de acuerdo con los párrafos (a) o (c) del presente Artículo, son competentes los tribunales de varias Partes Contratantes, la competencia se atribuirá,

(i) En el caso de un accidente nuclear ocurrido durante un transporte de substancias nucleares,

(1) a los tribunales competentes, en virtud de la legislación local, en el lugar del territorio de la Parte Contratante donde esté matriculado el medio de transporte en el cual se encontraban las substancias nucleares de que se trata en el momento del accidente, con la condición de que dichos tribunales sean competentes con arreglo al párrafo (c) del presente Artículo ; o

(2) en defecto de tal tribunal, a aquel que, a petición de una Parte Contratante interesada, designe el Tribunal previsto en el Artículo 17, de entre los tribunales competentes con arreglo al párrafo (c) del presente Artículo, como el más directamente relacionado con el asunto ;

(ii) en cualquier otro caso, a los tribunales competentes con arreglo a la legislación de la Parte Contratante designada por dicho Tribunal, a petición de una Parte Contratante interesada, como los más directamente relacionados con el asunto.

(e) Cuando las sentencias pronunciadas previa actuación de las partes o en rebeldía por el tribunal competente en virtud de las disposiciones del presente Artículo sean firmes con arreglo a las leyes aplicadas por dicho tribunal, también serán firmes en el territorio de cualquier otra Parte Contratante, una vez cumplidas las formalidades prescritas por la Parte Contratante interesada. No se admitirá nuevo exámen del fondo del asunto. Esta disposición no se aplicará a las sentencias que sean firmes provisionalmente.

(f) Si se entable una acción para indemnización contra una Parte Contratante, en tanto que explotador responsable con arreglo al presente Convenio, dicha Parte Contratante no podrá alegar inmunidad de jurisdicción ante el tribunal competente con arreglo al presente Artículo.

ARTÍCULO 14

(a) El presente Convenio deberá aplicarse sin discriminación alguna basada en la nacionalidad, el domicilio o la residencia.

(b) El “derecho nacional” y la “legislación nacional” significan el derecho o la legislación nacional del tribunal competente en virtud del presente Convenio para resolver acerca de las acciones derivadas de un accidente nuclear; el derecho o la legislación nacional es aplicable en todas las cuestiones de fondo y de procedimiento que no estén reguladas especialmente por el presente Convenio.

(c) El derecho y la legislación nacional deberán aplicarse sin discriminación alguna basada en la nacionalidad, el domicilio o la residencia.

ARTÍCULO 15

(a) Corresponderá a cada Parte Contratante adoptar las medidas que estime necesarias para incrementar el importe de la indemnización prevista en el presente Convenio.

(b) La aplicación de dichas medidas, cualquiera que fuere su forma, podrá someterse a condiciones particulares que deroguen disposiciones del presente Convenio, en lo referente a la parte de los daños cuya indemnización provenga de una intervención financiera que implique fondos públicos y que exceda del importe mínimo de 5.000.000 de unidades de cuenta previsto en el Artículo 7.

ARTÍCULO 16

Las disposiciones que dicte el Comité de Dirección con arreglo a lo dispuesto en el Artículo 1 (a) (ii), 1 (a) (iii) y 1 (b), se adoptarán por mutuo acuerdo de los miembros representantes de las Partes Contratantes.

ARTÍCULO 17

Cualquier diferencia entre dos o varias Partes Contratantes relativa a la interpretación o a la aplicación del presente Convenio será examinada por el Comité de Dirección y, en defecto de solución amistosa, sometida, a demanda de una Parte Contratante interesada, al Tribunal creado por el Convenio acerca del Establecimiento de un Control de Seguridad en Materia de Energía Nuclear, de fecha 20 de diciembre de 1957.

ARTÍCULO 18

(a) Podrán formularse reservas acerca de una o varias disposiciones del presente Convenio en cualquier momento antes de la ratificación o adhesión al presente Convenio, o antes de la notificación cursada con arreglo al Artículo 23 en lo que respecta al o a los territorios aludidos en dicha notificación ; estas reservas se admitirán sólo en el caso de que sus términos hayan sido expresamente aceptados por los Signatarios.

(b) Sin embargo, no será precisa la aceptación del Signatario que no haya ratificado el Convenio en un plazo de doce meses a contar de la fecha en que le fuere comunicada la notificación de la reserva por el Secretario General de la Organización, de acuerdo con el Artículo 24.

(c) Cualquier reserva aceptada conforme al presente Artículo podrá ser retirada en cualquier momento mediante notificación dirigida al Secretario General de la Organización.

ARTÍCULO 19

(a) El presente Convenio será objeto de ratificación. Los instrumentos de ratificación serán depositados en poder del Secretario General de la Organización.

(b) El presente Convenio entrará en vigor cuando cinco Signatarios, como mínimo, hayan depositado sus instrumentos de ratificación. Para todo Signatario que lo ratifique ulteriormente el presente Convenio entrará en vigor desde el momento en que haya depositado su instrumento de ratificación.

ARTÍCULO 20

Las modificaciones del presente Convenio se adoptarán por mutuo acuerdo de todas las Partes Contratantes. Estas modificaciones así adoptadas entrarán en vigor cuando hayan sido ratificadas o confirmadas por los dos tercios de las Partes Contratantes. Para las Partes Contratantes que las ratifiquen o confirmen ulteriormente, las modificaciones entrarán en vigor en la fecha de dicha ratificación o confirmación.

ARTÍCULO 21

(a) Cualquier Gobierno de un país miembro o asociado de la Organización, no Signatario del presente Convenio, podrá adherirse al mismo mediante notificación dirigida al Secretario General de la Organización.

(b) Cualquier Gobierno de otro país, no Signatario del presente Convenio, podrá adherirse al mismo mediante notificación dirigida al Secretario General de la Organización, con el acuerdo unánime de las Partes Contratantes. La adhesión surtirá efectos en la fecha de este acuerdo.

ARTÍCULO 22

(a) El presente Convenio se establece por un período de diez años a contar de la fecha de su entrada en vigor. Cualquier Parte Contratante podrá poner fin, en lo que le concierne a la aplicación del presente Convenio, al término de ese plazo, notificándolo en tal sentido, con un año de antelación, al Secretario General de la Organización.

(b) El presente Convenio, continuará posteriormente, en vigor, por un periodo de cinco años, entre las Partes Contratantes que no hayan puesto fin a su aplicación conforme a lo dispuesto en el párrafo (a) del presente Artículo, y ulteriormente, por periodos sucesivos de cinco años, entre las Partes Contratantes que no hayan puesto fin al mismo al término de uno de esos periodos notificándolo en tal sentido, con un año de antelación, al Secretario General de la Organización.

(c) El Secretario General de la Organización convocará una conferencia para examinar la revisión del presente Convenio, al término del periodo de cinco años, a contar desde su entrada en vigor o, en cualquier otro momento, a petición de una Parte Contratante, en el plazo de seis meses a contar de dicha petición.

ARTÍCULO 23

(a) El presente Convenio se aplicará a los territorios metropolitanos de las Partes Contratantes.

(b) Cualquier Signatario o Parte Contratante, en el momento de la firma o de la ratificación del presente Convenio o de su adhesión al mismo o ulteriormente en cualquier momento, podrá indicar, mediante notificación dirigida al Secretario General de la Organización, que el Convenio se aplicará a aquellos territorios, comprendidos los territorios a cuyo respecto sea responsable la Parte Contratante en las relaciones internacionales, a los cuales no sea aplicable con arreglo al párrafo (a) del presente Artículo, y que se designen en la notificación. Tal notificación en lo que concierne a cualquier territorio en ella designado, podrá ser retirada, notificándolo en tal sentido, con un año de antelación, al Secretario General de la Organización.

(c) Los territorios de una Parte Contratante, comprendidos aquellos a cuyo respecto sea responsable en las relaciones internacionales, a los cuales no se aplique el presente Convenio, se considerarán como territorios de un Estado no contratante, a los fines del presente Convenio.

ARTÍCULO 24

El Secretario General de la Organización comunicará a todos los Signatarios y Gobiernos que se hayan adherido al Convenio, la recepción de los instrumentos de ratificación, de adhesión y de retirada, así como de las notificaciones cursadas con arreglo al Artículo 23, y de las decisiones tomadas por el Comité de Dirección con arreglo al Artículo 1 (a) (ii), 1 (a) (iii) y 1 (b). Les notificará igualmente la fecha de la entrada en vigor del presente Convenio, el texto de las modificaciones adoptadas y la fecha de su entrada en vigor, así como las reservas formuladas con arreglo al Artículo 18.

**CONVENZIONE
SULLA RESPONSABILITÀ CIVILE NEL CAMPO
DELL'ENERGIA NUCLEARE**

I GOVERNI della Repubblica Federale di Germania, della Repubblica d'Austria, del Regno del Belgio, del Regno di Danimarca, della Spagna, della Repubblica Francese, del Regno di Grecia, della Repubblica Italiana, del Granducato del Lussemburgo, del Regno di Norvegia, del Regno dei Paesi Bassi, della Repubblica Portoghese, del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord, del Regno di Svezia, della Confederazione Svizzera e della Repubblica Turca :

CONSIDERANDO che l'Agenzia Europea per l'Energia Nucleare, creata nel quadro della Organizzazione Europea per la Cooperazione Economica (denominato qui appresso l' " Organizzazione "), ha il compito di promuovere nei paesi partecipantila elaborazione e la armonizzazione di legislazioni riguardanti l'energia nucleare, particolarmente per quanto riguarda la responsabilità civile e l'assicurazione sui rischi atomici ;

DESIDEROSI di assicurare un risarcimento adeguato ed equo alle persone che rimangono vittime di danni causati da infortuni nucleari, pur prendendo le misure necessarie ad assicurare che non venga ostacolato lo sviluppo della produzione e dell'impiego dell'energia nucleare a scopi pacifici ;

CONVINTI della necessità di unificare le norme fondamentali applicabili nei vari paesi alla responsabilità derivante da tali infortuni, pur lasciando a questi paesi la responsabilità di prendere, sul piano nazionale, le misure complementari che ritengono necessarie, ed eventualmente di estendere le disposizioni della presente Convenzione ai danni risultanti da infortuni nucleari non coperti dalla Convenzione stessa :

HANNO CONVENUTO quanto segue :

ARTICOLO 1

(a) Ai fini della presente Convenzione :

- (i) Un " infortunio nucleare " significa qualsiasi fatto o successione di fatti aventi la stessa origine che abbia causato danni, purchè questi fatti o successione di fatti o qualsiasi danno così causato provengano o risultino dalle proprietà radioattive, o dalla unione delle proprietà radioattive con proprietà tossiche o esplosive, o altre proprietà pericolose, di combustibili nucleari o di prodotti o rifiuti radioattivi.
- (ii) " Impianti nucleari " significa i reattori, eccetto quelli che fan parte di un mezzo di trasporto ; gli stabilimenti per la fabbricazione o la lavorazione di sostanze nucleari ; gli stabilimenti per la separazione degli isotopi di combustibili nucleari ; gli stabilimenti per la rigenerazione di combustibili nucleari irradiati ; gli impianti per l'immagazzinaggio di sostanze nucleari, eccettuata la messa a magazzino nel corso del trasporto di tali sostanze ; e tutti quegli altri impianti nei quali si tengono combustibili nucleari o prodotti, o rifiuti radioattivi e che potranno essere di volta in volta designati come tali dal Comitato di Direzione della Agenzia Europea per l'Energia Nucleare (denominato qui appresso " Comitato di Direzione ").

- (iii) "Combustibili nucleari" significa le materie fissili, inclusi l'uranio in forma di metallo, di lega o di composto chimico (compreso l'uranio naturale), il plutonio in forma di metallo, di lega o di composto chimico, ed ogni altra materia fissile che sarà di volta in volta designata come tale dal Comitato di Direzione.
- (iv) "Prodotti o rifiuti radioattivi" significa le materie radioattive prodotte o rese radioattive mediante esposizione alle radiazioni inerenti alle operazioni di produzione e di impiego di combustibili nucleari; questo termine non include: (1) i combustibili nucleari; (2) i radioisotopi che, fuori di un impianto nucleare siano utilizzati, o destinati ad essere utilizzati, per scopi industriali, commerciali, agricoli, medici e scientifici.
- (v) "Sostanze nucleari" significa i combustibili nucleari (esclusi l'uranio naturale e l'uranio impoverito) e i prodotti e i rifiuti radioattivi.
- (vi) "Operatore" di un impianto nucleare significa la persona designata o riconosciuta dalle autorità pubbliche competenti come l'operatore di tale impianto nucleare.

(b) Il Comitato di Direzione potrà escludere qualsiasi impianto nucleare, combustibile nucleare sostanza nucleare dal campo di applicazione della presente Convenzione quando, a parere del Comitato di Direzione, la piccola entità del rischio ad essi inerente giustifichi tale esclusione.

ARTICOLO 2

La presente Convenzione non si applica nè agli infortuni nucleari verificatisi sul territorio di Stati noncontraenti, nè ai danni subiti su tali territori, a meno che la relativa legislazione nazionale non disponga altrimenti, senza pregiudizio tuttavia dei diritti di ricorso previsti all'Articolo 6 (d).

ARTICOLO 3

L'operatore di un impianto nucleare sarà responsabile, a norma della presente Convenzione:

- (a) di ogni danno alle persone o della morte di queste; e
- (b) di ogni danno ai beni o perdita degli stessi, eccettuati:
 - (i) i beni tenuti dall'operatore, o in sua custodia, o sotto il suo controllo nell'impianto stesso e per ragioni inerenti al funzionamento di questo; e
 - (ii) nel caso previsto all'Articolo 4, i mezzi di trasporto sui quali le sostanze nucleari in causa si trovavano al momento dell'infortunio nucleare,

qualora sia provato che tali danni o morti o perdite (che nel seguito saranno designati col termine "danni") siano stati causati da un infortunio nucleare nel quale erano coinvolti combustibili nucleari, o prodotti, o rifiuti radioattivi, o sostanze nucleari provenienti da detto impianto, salve restando le disposizioni dell'Articolo 4.

Nel caso di trasporto di sostanze nucleari, ivi compresa la messa in magazzino nel corso del trasporto, e senza pregiudizio dell'Articolo 2 :

- (a) L'operatore di un impianto nucleare sarà responsabile, in conformità della presente Convenzione, per qualsiasi danno, se sarà provato che questo è stato causato da un infortunio nucleare occorso fuori di tale impianto e nel quale siano coinvolte sostanze nucleari in corso di trasporto da detto impianto, soltanto se l'infortunio avrà avuto luogo :
- (i) prima che le sostanze nucleari di cui trattasi siano state prese in consegna da un altro operatore di un impianto nucleare situato nel territorio di una delle Parti Contraenti ; e
 - (ii) prima che le sostanze nucleari di cui trattasi siano state scaricate dal mezzo di trasporto mediante il quale erano arrivate nel territorio di uno Stato non contraente, se il destinatario è situato nel territorio di quello Stato.
- (b) L'operatore di cui alla lettera (a) (i) del presente Articolo sarà considerato, dal momento in cui prende in consegna le sostanze nucleari, come l'operatore responsabile, a norma della presente Convenzione, per i danni causati dagli infortuni nucleari che si verificheranno dopo tale presa in consegna e nei quali siano coinvolte dette sostanze nucleari.
- (c) Nel caso in cui delle sostanze nucleari siano state spedite da un luogo situato fuori del territorio delle Parti Contraenti ad un impianto nucleare situato in detto territorio, con l'approvazione dell'operatore di detto impianto, questi sarà responsabile, in conformità della presente Convenzione, per i danni causati da un infortunio nucleare occorso dopo che le sostanze nucleari di cui trattasi sono state caricate sul mezzo di trasporto col quale esse debbono esser spedite dal territorio dello Stato non contraente.
- (d) L'operatore responsabile, a norma della presente Convenzione, consegnerà al vettore un certificato rilasciato da o per conto dell'assicuratore oppure da o per conto di un altro garante finanziario che fornisca la garanzia finanziaria prevista dall'Articolo 10. Detto certificato dovrà indicare il nome e l'indirizzo di tale operatore ed indicare anche l'ammontare, il genere e la durata della garanzia. Queste indicazioni non potranno esser contestate dalla persona dalla quale o per conto della quale il certificato è stato rilasciato. Il certificato indicherà pure le sostanze nucleari e l'itinerario coperti dalla garanzia, ed includerà una dichiarazione della autorità pubblica competente attestante che la persona nominata nel certificato è un operatore ai sensi della presente Convenzione.
- (e) Una Parte Contraente potrà disporre, mediante apposite leggi, che, alle condizioni che potranno essere da dette leggi stabilite e dopo aver ottemperato alle disposizioni dell'Articolo 10 (a), un vettore possa, a sua richiesta e col consenso dell'operatore di un impianto nucleare situato nel territorio di detta Parte Contraente, su decisione dell'autorità pubblica competente, rendersi responsabile, a norma della presente Convenzione, in vece di tale operatore. In tal caso, a tutti i fini della presente Convenzione, il vettore sarà considerato, rispetto agli infortuni nucleari

che avvengono nel corso del trasporto delle sostanze nucleari, come operatore di un impianto nucleare situato nel territorio della Parte Contraente che ha emanato le leggi sopra menzionate.

ARTICOLO 5

(a) Se il combustibile nucleare o i prodotti o i rifiuti radioattivi coinvolti in un infortunio nucleare sono stati tenuti in più di un impianto nucleare e si trovano in un impianto nucleare nel momento in cui viene causato il danno, nessuno degli operatori degli impianti nucleari nei quali essi sono stati tenuti precedentemente sarà responsabile dei danni. Se il combustibile nucleare o i prodotti o i rifiuti radioattivi coinvolti in un infortunio nucleare sono stati tenuti in più di un impianto nucleare, ma non si trovavano in un impianto nucleare al momento in cui è stato causato il danno, nessuna persona, eccetto l'operatore dell'ultimo impianto nucleare in cui essi furono tenuti, o un operatore che li abbia presi in consegna susseguentemente, sarà responsabile dei danni.

(b) Se, in conformità della presente Convenzione, il danno implica la responsabilità di più di un operatore, la responsabilità di costoro sarà in proprio e in solido ; peraltro, quando detta responsabilità risulti da danni causati da un infortunio nucleare in cui siano coinvolte sostanze nucleari in corso di trasporto, l'ammontare massimo del quale detti operatori saranno responsabili, sarà l'ammontare più alto stabilito rispetto ad uno di detti operatori, a norma dell'Articolo 7. In nessun caso, alcuna persona sarà richiesta, rispetto ad un infortunio nucleare, di pagare una somma maggiore di quella stabilita nei suoi riguardi a norma dell'Articolo 7.

ARTICOLO 6

(a) Il diritto al risarcimento dei danni causati da un infortunio nucleare può essere esercitato soltanto contro un operatore che sia responsabile a norma della presente Convenzione ; detto diritto potrà ugualmente essere esercitato contro l'assicuratore o contro qualsiasi altra persona che abbia dato una garanzia finanziaria all'operatore a norma dell'Articolo 10, quando la legge nazionale prevede il diritto di azione diretta contro l'assicuratore o contro chiunque abbia dato all'operatore una garanzia finanziaria a norma dell'Articolo 10.

(b) Nessun'altra persona sarà responsabile dei danni causati da un infortunio nucleare, salva restando l'applicazione di qualsiasi accordo internazionale nel campo dei trasporti, che sia in vigore, o aperto alla firma, alla ratifica o all'adesione alla data della presente Convenzione.

(c) Chiunque sia responsabile di danni causati da un infortunio nucleare in virtù di un accordo internazionale di cui al paragrafo (b) del presente Articolo, o in virtù della legislazione di uno Stato non-contraente, avrà diritto di rivalsa contro l'operatore responsabile di tali danni a norma della presente Convenzione, entro il limite stabilito dall'Articolo 7.

(d) Quando un infortunio nucleare ha luogo nel territorio di uno Stato non-contraente, o i danni sono stati sofferti in detto territorio, qualunque persona che abbia la sua sede principale di affari nel territorio di una Parte Contraente, o che sia impiegata da tale persona, avrà diritto di rivalsa per qualsiasi somma che sia tenuta a pagare rispetto a tale infortunio o a tali danni, entro il limite di responsabilità stabilito dall'Articolo 7, contro l'operatore che, in mancanza dell'Articolo 2, sarebbe stato responsabile.

(e) Il Consiglio della Organizzazione potrà decidere che i vettori che abbiano la loro sede d'affari principale nel territorio di uno Stato non-contraente possano beneficiare delle disposizioni del paragrafo (d) del presente Articolo. Nel prendere tale decisione il Consiglio prenderà in debita considerazione le disposizioni generali concernenti la responsabilità civile nel campo della energia nucleare in vigore in tale Stato non-contraente e la misura in cui i nazionali delle Parti Contraenti e coloro che hanno la loro principale sede d'affari nel territorio di queste ultime, possono beneficiare di tali disposizioni.

(f) L'operatore avrà diritto di rivalsa soltanto :

- (i) se il danno causato da un infortunio nucleare è dovuto ad un atto od omissione commessi con l'intenzione di causare un danno, contro la persona fisica che ha commesso tale atto od omissione intenzionalmente ;
- (ii) se e nella misura in cui la rivalsa è prevista da contratto ; e
- (iii) se, e nella misura in cui, a norma dell'Articolo 7 (e), egli è responsabile per un ammontare eccedente quello stabilito nei suoi riguardi a norma dell'Articolo 7 (b), rispetto ad un infortunio nucleare verificatosi nel corso del transito di sostanze nucleari avvenuto senza il suo consenso, contro il vettore che ha effettuato il trasporto delle sostanze nucleari, eccetto che nel caso in cui tale trasporto sia stato effettuato allo scopo di salvare o tentar di salvare vite umane o beni o sia stato causato da circostanze indipendenti dalla volontà di tale vettore.

(g) Se, in virtù del paragrafo (f) del presente Articolo l'operatore ha un diritto di rivalsa, in una determinata misura, contro qualsiasi persona, tale persona non avrà, fino a tale misura, diritto di rivalsa contro l'operatore a norma dei paragrafi (c) e (d) del presente Articolo.

(h) Quando le disposizioni riguardanti un sistema di assicurazioni nazionali contro le malattie, di sicurezza sociale, di indennità per gli infortuni sul lavoro, o per le malattie professionali prevedono anche indennità per danni causati da infortuni nucleari, i diritti dei beneficiari delle disposizioni suddette e le loro eventuali rivalse saranno determinati dalla legge della Parte Contraente che ha istituito tale sistema.

ARTICOLO 7

(a) Il totale delle indennità dovute per i danni causati da un infortunio nucleare non sarà superiore all'ammontare massimo della responsabilità stabilita dal presente Articolo.

(b) L'ammontare massimo della responsabilità dell'operatore per i danni causati da un infortunio nucleare sarà di 15.000.000 di unità di conto dell'Accordo Monetario Europeo come definite alla data della presente Convenzione (denominate qui appresso "unità di conto"). Peraltro, qualsiasi Parte Contraente, tenuto conto della possibilità dell'operatore di ottenere l'assicurazione o altra garanzia finanziaria richieste dall'Articolo 10, potrà stabilire per legge un ammontare superiore od inferiore, ma in nessun caso inferiore a 5.000.000 di unità di conto. La somma sopra menzionata potrà esser convertita in valuta nazionale in cifre tonde.

(c) Qualsiasi Parte Contraente potrà, con apposita legge, disporre che l'eccezione di cui all'Articolo 3 (b) (ii) non sarà applicabile, a condizione che in nessun caso l'inclusione dei danni arrecati al mezzo di trasporto potrà ridurre la responsabilità dell'operatore rispetto ad altri danni, ad una cifra inferiore a 5.000.000 di unità di conto.

(d) L'ammontare della responsabilità degli operatori di impianti nucleari siti nel territorio di una Parte Contraente stabilito dal paragrafo (b) del presente Articolo, come pure le disposizioni di legge emanate da una Parte Contraente a norma del paragrafo (c) del presente Articolo, saranno applicabili alla responsabilità di detto operatore, qualunque sia il luogo in cui si è verificato l'infortunio nucleare.

(e) Qualsiasi Parte Contraente potrà subordinare il transito di sostanze nucleari attraverso il proprio territorio alla condizione che l'ammontare massimo della responsabilità dell'operatore straniero in causa venga aumentato, se detta Parte Contraente ritiene che tale ammontare non copre adeguatamente i rischi di un infortunio nucleare durante il transito; tuttavia l'ammontare massimo così aumentato non potrà superare l'ammontare massimo della responsabilità degli operatori di impianti nucleari situati nel territorio della stessa Parte Contraente.

(f) Le disposizioni del paragrafo (e) del presente Articolo non saranno applicabili :

(i) al trasporto via mare quando esista, a norma del diritto internazionale, un diritto di rifugio nei porti di tale Parte Contraente o un diritto di transito pacifico attraverso il suo territorio ; e

(ii) al trasporto per via aerea quando esista, in virtù di un Accordo o a norma del diritto internazionale, un diritto di sorvolare il territorio di tale Parte Contraente e di atterrarvi.

(g) Gli interessi e le spese liquidati da un tribunale in una causa di risarcimento basata sulla presente Convenzione non saranno considerati come un risarcimento agli effetti della presente Convenzione e saranno pagati dall'operatore oltre l'ammontare del risarcimento che potrà essere da lui dovuto a norma del presente Articolo.

ARTICOLO 8

(a) Il diritto al risarcimento a norma della presente Convenzione sarà estinto se una causa non sarà intentata entro dieci anni dalla data dell'infortunio nucleare. Nel caso di danni causati da un infortunio nucleare in cui siano implicati combustibili nucleari o prodotti o rifiuti radioattivi che, al momento dell'infortunio erano stati rubati, perduti o abbandonati e non erano ancora stati recuperati, il periodo di estinzione del diritto sarà di dieci anni a partire dalla data del furto, della perdita o dell'abbandono. Tuttavia la legge nazionale può stabilire un periodo di non meno di due anni per l'estinzione del diritto, o come periodo di prescrizione a partire dalla data in cui la persona che ha sofferto il danno viene a conoscenza tanto del danno quanto dell'operatore responsabile, o dalla data in cui la persona stessa avrebbe ragionevolmente dovuto venirne a conoscenza ; peraltro il periodo di dieci anni non sarà sorpassato eccetto che nel caso contemplato dal paragrafo (c) del presente Articolo.

(b) Nei casi previsti dall'Articolo 13 (d) (i) (2) o (ii) il diritto alla indennità non sarà estinto se, entro il periodo previsto dal paragrafo (a) del presente Articolo,

(i) una causa è stata intentata nanti uno dei tribunali che possono esser designati dal Tribunale di cui all'Articolo 7 della presente Convenzione prima che detto Tribunale abbia annunciato la propria decisione in merito ; se questo Tribunale designerà come tribunale competente un tribunale diverso da quello davanti al quale la causa è già stata intentata, detto Tribunale potrà fissare il termine entro il quale tale causa dev'essere intentata davanti al tribunale competente così designato ; o

(ii) una richiesta è stata fatta ad una Parte Contraente di iniziare la procedura perchè il Tribunale di cui all'Articolo 17 designi il tribunale competente a norma dell'Articolo 13 (d) (i) (2) o (ii) ed una causa sia stata intentata dopo tale designazione entro i termini che saranno stabiliti dal Tribunale.

(c) La legge nazionale potrà stabilire un termine più lungo che non i dieci anni se saranno state prese le misure opportune per coprire la responsabilità dell'operatore rispetto a qualsiasi causa per risarcimento che venga iniziata dopo la scadenza del termine di dieci anni.

(d) Salvo disposizioni in contrario della legge nazionale, qualsiasi persona che abbia subito danni a causa di un infortunio nucleare e che abbia intentato una causa per risarcimento entro il termine previsto dal presente Articolo, potrà presentare una domanda supplementare rispetto a qualsiasi aggravamento del danno dopo tale termine, a condizione che una sentenza definitiva sia stata pronunciata dal tribunale competente.

ARTICOLO 9

Salve le disposizioni in contrario della legge nazionale, l'operatore non sarà responsabile dei danni causati da un infortunio nucleare dovuto ad atti di un conflitto armato, di invasione, di guerra civile, di insurrezione o a cataclismi naturali di natura eccezionale.

ARTICOLO 10

(a) Per far fronte alle responsabilità contemplate dalla presente Convenzione, si richiederà che l'operatore abbia e mantenga una assicurazione od altra garanzia finanziaria per l'ammontare stabilito a norma dell'Articolo 7, e del tipo ed alle condizioni che saranno specificati dalle autorità pubbliche competenti.

(b) L'assicuratore o qualsiasi altra persona che abbia accordato una garanzia finanziaria non potranno sospendere o terminare l'assicurazione o garanzia finanziaria previste dal paragrafo (a) del presente Articolo senza darne preavviso scritto di almeno due mesi alla autorità pubblica competente. Nel caso che l'assicurazione o altra garanzia riguardi il trasporto di sostanze nucleari, esse non potranno esser sospese o terminate durante il periodo del trasporto.

(c) Le somme provenienti dalla assicurazione, riassicurazione od altre garanzie finanziarie, non potranno essere impiegate che per le indennità da pagarsi per danni provocati da infortuni nucleari.

ARTICOLO 11

La natura, la forma e la misura delle indennità e la loro equa ripartizione saranno governate, entro i limiti previsti dalla presente Convenzione, dalla legge nazionale.

ARTICOLO 12

Le indennità pagabili a norma della presente Convenzione, i premi di assicurazione e riassicurazione, come pure le somme provenienti dalla assicurazione e riassicurazione o da altra garanzia finanziaria a norma dell'Articolo 10 e gli interessi e le spese di cui all'Articolo 7 (g) sono liberamente trasferibili fra le zone monetarie delle Parti Contraenti.

ARTICOLO 13

(a) I soli tribunali competenti a giudicare le cause di cui agli Articoli 3, 6 (a), 6 (c) e 6 (d) saranno i tribunali competenti secondo la legge della Parte Contraente nel cui territorio è situato l'impianto nucleare del quale è responsabile l'operatore.

(b) Nel caso di un infortunio nucleare avvenuto durante il trasporto, i tribunali competenti saranno soltanto, salve le disposizioni in contrario di cui al paragrafo (c) del presente articolo, i tribunali competenti secondo la legge della Parte Contraente nel cui territorio le sostanze nucleari implicate si trovavano al momento dell'infortunio nucleare.

(c) Quando un infortunio nucleare ha luogo fuori del territorio delle Parti Contraenti, durante il trasporto, o quando il luogo in cui si trovavano le sostanze nucleari implicate non può essere determinato, o quando al momento dell'infortunio, le sostanze nucleari si trovavano in territorio su cui aveva giurisdizione più di una Parte Contraente, i tribunali competenti secondo la legge della Parte Contraente sul cui territorio è situato l'impianto nucleare sono i soli competenti.

(d) Quando, a norma dei paragrafi (a) e (c) del presente Articolo, i tribunali di più di una Parte Contraente sono competenti, la competenza sarà assegnata :

(i) nel caso di un infortunio nucleare occorso durante il trasporto di materie nucleari :

(1) ai tribunali competenti secondo la legge della Parte Contraente in quella parte del suo territorio dove è immatricolato il mezzo di trasporto sul quale si trovavano le sostanze nucleari al momento dell'infortunio nucleare, a condizione che essi siano competenti a norma del paragrafo (c) del presente articolo, o

(2) in difetto di tribunali del genere, ad uno dei tribunali che sono competenti a norma del paragrafo (c) del presente Articolo, designato su richiesta della Parte Contraente interessata, dal Tribunale menzionato all'Articolo 17, come il più direttamente connesso alla causa di cui trattasi.

(ii) in tutti gli altri casi, ai tribunali competenti a norma della legge della Parte Contraente designati dal Tribunale sopra menzionato (a domanda della Parte Contraente interessata) come i più direttamente connessi alla causa di cui trattasi.

(e) Le sentenze pronunciate, dopo il giudizio o in contumacia, dal tribunale competente secondo le disposizioni del presente articolo, quando saranno divenute esecutorie secondo le leggi applicate da detto tribunale, diverranno esecutorie nel territorio di tutte le altre Parti Contraenti, non appena compiute le formalità prescritte dalla Parte Contraente interessata. Il merito della causa non sarà più oggetto di altri procedimenti. Queste disposizioni non si applicano alle sentenze interlocutorie.

(f) Quando una causa è intentata contro una Parte Contraente nella sua veste di operatore di un impianto nucleare, tale Parte Contraente non potrà invocare alcuna immunità giurisdizionale davanti al tribunale competente a norma del presente articolo.

ARTICOLO 14

(a) La presente Convenzione sarà applicata senza discriminazione alcuna fondata sulla nazionalità, sul domicilio o sulla residenza.

(b) “ Legge nazionale ” e “ Legislazione nazionale ” significa la legge o la legislazione nazionale del tribunale avente giurisdizione in virtù della presente Convenzione, sulle rivendicazioni insorgenti in seguito ad un infortunio nucleare, e detta legge o legislazione si applicheranno a tutte le questioni sia di merito che di procedura che non sono specificamente governate dalla presente Convenzione.

(c) Tale legge e legislazione saranno applicate senza alcuna discriminazione fondata sulla nazionalità, il domicilio o la residenza.

ARTICOLO 15

(a) Ogni Parte Contraente potrà prender le misure che riterrà necessarie per aumentare l'ammontare della indennità prevista dalla presente Convenzione.

(b) Per quelle parte della indennità che comporti l'impiego di fondi pubblici e sia in eccesso di 5.000.000 di unità di conto, di cui all'Articolo 7, l'applicazione di tali misure potrà esser soggetta a condizioni che potranno derogare dalle disposizioni della presente Convenzione.

ARTICOLO 16

Le decisioni prese dal Comitato di Direzione a norma dell'Articolo 1 (a) (ii), 1 (a) (iii) ed 1 (b) saranno approvate di comune accordo dai membri che rappresentano le Parti Contraenti.

ARTICOLO 17

Qualsiasi divergenza fra due o più Parti Contraenti circa la interpretazione o l'applicazione della presente Convenzione sarà esaminata dal Comitato di Direzione ed in mancanza di una soluzione amichevole sarà, dietro richiesta di una delle Parti Contraenti, deferita al Tribunale stabilito con la Convenzione del 20 dicembre 1957 sulla istituzione di un Controllo di Sicurezza nel Campo dell'Energia Nucleare.

ARTICOLO 18

(a) Riserve su una o più disposizioni della presente Convenzione potranno esser fatte in qualsiasi momento prima della ratifica o della adesione alla presente Convenzione, o prima della notifica, a norma dell'Articolo 23, riguardante il territorio o territori menzionati nella notifica stessa ; queste riserve saranno ammissibili soltanto se i loro termini saranno stati espressamente accettati dai firmatari.

(b) Non sarà tuttavia necessaria l'accettazione di quei firmatari che non avranno ratificato la presente Convenzione entro un periodo di dodici mesi dalla data in cui è stata loro data notifica di tale riserva dal Segretario Generale dell'Organizzazione, a norma dell'Articolo 24.

(c) Qualsiasi riserva ammessa a norma del presente Articolo potrà esser ritirata in qualsiasi momento mediante notifica indirizzata al Segretario Generale dell'Organizzazione.

ARTICOLO 19

(a) La presente Convenzione sarà ratificata. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione.

(b) La presente Convenzione entrerà in vigore non appena almeno cinque firmatari avranno depositato i rispettivi strumenti di ratifica. Per ogni firmatario che la ratificherà in seguito, la presente Convenzione entrerà in vigore al momento del deposito del rispettivo strumento di ratifica.

ARTICOLO 20

Le modifiche da apportarsi alla presente Convenzione saranno adottate col comune accordo di tutte le Parti Contraenti. Dette modifiche entreranno in vigore quando saranno state ratificate o confermate da due terzi della Parti Contraenti. Nei riguardi delle Parti Contraenti che le ratifichino o confermino più tardi, le modifiche stesse entreranno in vigore dalla data della relativa ratifica o conferma.

ARTICOLO 21

(a) Il Governo di qualsiasi Paese membro o associato della Organizzazione, che non sia firmatario della presente Convenzione potrà aderirvi mediante notifica indirizzata al Segretario Generale dell'Organizzazione.

(b) Il Governo di qualsiasi altro Paese non firmatario della presente Convenzione potrà aderirvi mediante notifica al Segretario Generale della Organizzazione, e con l'assenso unanime delle Parti Contraenti. Tale adesione avrà effetto dalla data di tale assenso.

ARTICOLO 22

(a) La presente Convenzione è stipulata per la durata di dieci anni, a partire dalla data della sua entrata in vigore. Ogni Parte Contraente potrà, dandone un preavviso di dodici mesi al Segretario Generale dell'Organizzazione, por termine, per quanto la riguarda, all'applicazione della presente Convenzione alla fine del periodo di dieci anni suddetto.

(b) La presente Convenzione resterà in vigore, alla fine del periodo di dieci anni, per un periodo di cinque anni per quelle Parti Contraenti che non hanno posto termine alla sua applicazione nei propri riguardi a norma del paragrafo (a) del presente Articolo, e dopo tale periodo di cinque anni, per periodi successivi di cinque anni per quelle Parti Contraenti che non avran posto termine alla applicazione della presente Convenzione nei loro riguardi alla fine di uno di tali periodi di cinque anni mediante preavviso di dodici mesi al Segretario Generale della Organizzazione.

(c) Il Segretario Generale della Organizzazione convocherà una conferenza per esaminare la opportunità di una revisione della presente Convenzione, dopo un periodo di cinque anni a partire dalla data della sua entrata in vigore, o in qualsiasi altro momento, dietro richiesta di una Parte Contraente, entro sei mesi dalla data di tale richiesta.

ARTICOLO 23

(a) La presente Convenzione si applicherà ai territori metropolitani delle Parti Contraenti.

(b) Ciascun Firmatario o Parte Contraente potrà, al momento della firma o ratifica o adesione alla presente Convenzione, o in qualsiasi altro momento dopo tale firma, ratifica o adesione, notificare al Segretario Generale dell'Organizzazione che la presente Convenzione sarà applicabile a quelli dei suoi territori, inclusi quei territori per i quali la Parte Contraente ha la responsabilità delle relazioni internazionali, ai quali la presente Convenzione non è applicabile in virtù del paragrafo (a) del presente Articolo e che sono indicati nella notifica. Tale notifica potrà, rispetto a qualsiasi territorio o territori in essa menzionati, essere ritirata, dandone un preavviso di dodici mesi al Segretario Generale dell'Organizzazione.

(c) I territori delle Parti Contraenti, inclusi quelli per i quali la Parte Contraente ha la responsabilità delle relazioni internazionali, ai quali non si applica la presente Convenzione, saranno considerati, ai fini della Convenzione stessa, come territori di uno Stato non-contraente.

ARTICOLO 24

Il Segretario Generale dell'Organizzazione darà comunicazione a tutti i firmatari ed ai Governi aderenti del ricevimento di tutti gli strumenti di ratifica, adesione, ritiro, notifica di cui all'Articolo 23 e delle decisioni del Comitato di Direzione di cui all'Articolo 1 (a) (ii), 1 (a) (iii) e 1 (b). Il Segretario Generale comunicherà pure agli stessi la data di entrata in vigore della presente Convenzione, il testo di ogni modifica adottata, e la data di entrata in vigore di tale modifica, come pure le riserve fatte a norma dell'Articolo 18.

VERDRAG
INZAKE WETTELIJKE AANSPRAKELIJKHEID OP HET GEBIED
VAN DE KERNENERGIE

DE REGERINGEN van de Bondsrepubliek Duitsland, de Republiek Oostenrijk, het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, Spanje, de Franse Republiek, het Koninkrijk Griekenland, de Italiaanse Republiek, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk Noorwegen, het Koninkrijk der Nederlanden, de Portugese Republiek, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, het Koninkrijk Zweden, de Zwitserse Bondsstaat en de Republiek Turkije.

OVERWEGENDE dat het binnen het kader van de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking (hierna te noemen de "Organisatie") opgerichte Europese Agentschap voor Kernenergie belast is met het bevorderen van de uitwerking en het onderling in overeenstemming brengen van wettelijke bepalingen op het gebied van de kernenergie in de deelnemende landen, in het bijzonder wat betreft de aansprakelijkheid jegens derden en de verzekering tegen atoomrisico's ;

VERLANGENDE zekerheid te geven dat personen die schade hebben geleden ten gevolge van kernongevallen, een passende en billijke schadevergoeding zullen ontvangen, zulks onder het treffen van de nodige maatregelen om te verzekeren dat de ontwikkeling van de produktie en van het gebruik van kernenergie voor vreedzame doeleinden daardoor niet wordt gehinderd ;

OVERTUIGD van de noodzaak om te komen tot gelijklopende algemene regelen welke in de verschillende landen van toepassing zullen zijn op de aansprakelijkheid voor die schade, waarbij het die landen zal blijven vrijstaan nationaal de aanvullende maatregelen te treffen, welke zij nodig achten en desgewenst de bepalingen van dit Verdrag van toepassing te doen zijn op schade veroorzaakt door niet onder dit Verdrag vallende kernongevallen ;

ZIJN overeengekomen als volgt :

ARTIKEL I

(a) Voor de toepassing van dit Verdrag wordt verstaan onder :

- (i) Een " kernongeval " : een schadebrengend feit of een opeenvolging van zulke feiten met dezelfde oorzaak, mits dat feit of die opeenvolging van feiten of de daardoor veroorzaakte schade voortkomt uit of het gevolg is van radioactieve eigenschappen of een combinatie van radioactieve eigenschappen met giftige, explosieve of andere gevaarlijke eigenschappen van splijtstoffen of radioactieve produkten of afvalstoffen ;
- (ii) " Kerninstallatie " : reactoren met uitzondering van die, welke deel uitmaken van een vervoermiddel ; fabrieken voor de vervaardiging of behandeling van splijtbare stoffen ; fabrieken voor de scheiding van isotopen van splijtstoffen ; fabrieken voor het opwerken van bestraalde splijtstoffen ; inrichtingen voor de opslag van splijtbare stoffen met uitzondering van de opslag welke verband houdt met het vervoer van die stoffen ; en andere door de Bestuurscommissie van het Europese Agentschap voor Kernenergie (hierna te noemen de " Bestuurscommissie ") aan te wijzen installaties waarin zich splijtstoffen of radioactieve produkten of afvalstoffen bevinden ;

- (iii) "Splijststoffen" : splijtbaar materiaal in de vorm van uraniummetaal en legeringen of chemische verbindingen daarvan (met inbegrip van natuurlijk uranium) en plutoniummetaal en legeringen of chemische verbindingen daarvan, zomede ander door de Bestuurscommissie aan te wijzen splijtbaar materiaal ;
 - (iv) "Radioactieve produkten of afvalstoffen" : alle radioactieve stoffen verkregen of radioactief geworden door blootstelling aan bestraling verband houdende met de produktie of het gebruik van splijststoffen, met uitzondering van splijststoffen en van radioactieve isotopen welke zich buiten een kerninstallatie bevinden en gebruikt worden of bestemd zijn om gebruikt te worden voor industriële, commerciële, landbouwkundige, medische of wetenschappelijke doeleinden ;
 - (v) "Splijtbare stoffen" : splijststoffen (met uitzondering van natuurlijk uranium en verarmd uranium) en radioactieve produkten of afvalstoffen ;
 - (vi) "Exploitant" : de persoon die door het bevoegde gezag is aangewezen of erkend als exploitant van een kerninstallatie.
- (b) De Bestuurscommissie kan, indien naar haar mening de geringe omvang van de betrokken risico's dit rechtvaardigt, kerninstallaties, splijststoffen of splijtbare stoffen van de toepassing van dit Verdrag uitsluiten.

ARTIKEL 2

Dit Verdrag is, tenzij de nationale wetgeving anders bepaalt, niet van toepassing op kernongevallen welke zich voordoen op het grondgebied van een niet-Verdragsluitende Staat noch op schade op zodanig grondgebied geleden, behoudens wat betreft het in Artikel 6 (d) bedoelde recht van verhaal.

ARTIKEL 3

De exploitant van een kerninstallatie is, overeenkomstig dit Verdrag, aansprakelijk voor :

- (a) elke schade toegebracht aan personen,
- (b) elke schade toegebracht aan goederen of vermogen, met uitzondering van
 - (i) goederen welke de exploitant in verband met een zodanige installatie op het terrein daarvan onder zijn berusting, onder zijn beheer of anderszins voorhanden heeft, en
 - (ii) in de gevallen bedoeld in Artikel 4, het vervoermiddel waarin de betrokken splijtbare stoffen zich op het tijdstip van het kernongeval bevonden,

indien bewezen wordt dat bovenbedoelde schade (hierna te noemen de "schade") is veroorzaakt door een kernongeval waarbij hetzij in de installatie aanwezige splijststoffen of radioactieve produkten of afvalstoffen, hetzij van die installatie afkomstige splijtbare stoffen betrokken waren, behoudens het bepaalde in Artikel 4.

ARTIKEL 4

Ten aanzien van vervoer van splijtbare stoffen, met inbegrip van de daarmee verband houdende opslag, geldt onverminderd het bepaalde in Artikel 2 het volgende :

- (a) De exploitant van een kerninstallatie is overeenkomstig dit Verdrag aansprakelijk voor de schade indien bewezen wordt dat deze is veroorzaakt door een kernongeval buiten die installatie waarbij splijtbare stoffen zijn betrokken welke vandaar werden vervoerd, doch alleen indien het ongeval zich voordoet
 - (i) voordat de betrokken splijtbare stoffen zijn overgenomen door een exploitant van een andere op het grondgebied van een Verdragsluitende Partij gelegen kerninstallatie of
 - (ii) voordat de betrokken splijtbare stoffen zijn uitgeladen uit het vervoermiddel waarmede zij op het grondgebied van een niet-Verdragsluitende Staat zijn aangekomen indien zij bestemd zijn voor een persoon op het grondgebied van die staat.
- (b) De in lid (a) (i) van dit Artikel bedoelde exploitant is vanaf het tijdstip waarop hij de splijtbare stoffen heeft overgenomen de exploitant die overeenkomstig dit Verdrag aansprakelijk is voor de schade veroorzaakt door een na dat tijdstip zich voordoend kernongeval, waarbij die splijtbare stoffen zijn betrokken.
- (c) Indien van buiten het grondgebied van de Verdragsluitende Partijen splijtbare stoffen worden gezonden naar een binnen dat grondgebied gelegen kerninstallatie, met goedkeuring van de exploitant van die installatie, is de exploitant overeenkomstig dit Verdrag aansprakelijk voor de schade veroorzaakt door een kernongeval dat zich voordoet nadat de betrokken splijtbare stoffen zijn geladen in het vervoermiddel waarmede zij buiten het grondgebied van de niet-Verdragsluitende Staat worden gebracht.
- (d) De overeenkomstig dit Verdrag aansprakelijke exploitant dient de vervoerder te voorzien van een certificaat, afgegeven door of namens de verzekeraar of andere persoon, die de volgens Artikel 10 vereiste financiële zekerheid heeft gesteld. Het certificaat dient de naam en het adres van die exploitant te vermelden, alsmede het bedrag, de aard en de duur van de zekerheid. Deze gegevens kunnen niet worden betwist door de persoon door of namens wie het certificaat is afgegeven. Het certificaat vermeldt tevens de splijtbare stoffen en de reis ten aanzien waarvan de zekerheid geldt, en bevat eveneens een verklaring van het bevoegde openbare gezag dat de daarin genoemde persoon exploitant is in de zin van dit Verdrag.
- (e) Een Verdragsluitende Partij kan bij de wet bepalen dat, onder de in die wet vervatte voorwaarden en indien is voldaan aan de vereisten van Artikel 10 (a), een vervoerder op zijn verzoek en met toestemming van de exploitant van een op het grondgebied van die Partij gelegen kerninstallatie, bij besluit van het bevoegde openbare gezag, in plaats van die exploitant aansprakelijk zal zijn overeenkomstig dit Verdrag. In dat geval zal de vervoerder voor de toepassing van dit Verdrag ten aanzien van kernongevallen welke zich tijdens het vervoer van splijtbare stoffen

voordoën in elk opzicht worden beschouwd als exploitant van een kerninstallatie op het grondgebied van de Verdragsluitende Partij wier wetgeving aldus bepaalt.

ARTIKEL 5

(a) Indien de splijtstoffen of radioactieve produkten of afvalstoffen welke bij een kernongeval zijn betrokken zich achtereenvolgens in meer dan een kerninstallatie hebben bevonden en zich op het tijdstip waarop de schade wordt veroorzaakt in een kerninstallatie bevinden, is geen der exploitanten van de kerninstallaties waarin zij zich voordien hebben bevonden aansprakelijk voor de schade. Indien de splijtstoffen of radioactieve produkten of afvalstoffen welke bij een kernongeval zijn betrokken zich in meer dan één kerninstallatie hebben bevonden en zich op het tijdstip waarop de schade wordt veroorzaakt niet in een kerninstallatie bevinden, is voor de schade uitsluitend aansprakelijk de exploitant van de laatste kerninstallatie waarin zij zich bevonden voordat de schade werd veroorzaakt of de exploitant die daarna de splijtstoffen of radioactieve produkten of afvalstoffen heeft overgenomen.

(b) Indien schade aanleiding geeft tot aansprakelijkheid van meer dan één exploitant overeenkomstig dit Verdrag, zijn die exploitanten hoofdelijk en ieder voor het geheel aansprakelijk, met dien verstande dat indien een zodanige aansprakelijkheid ontstaat tengevolge van schade veroorzaakt door een kernongeval tijdens het vervoer van splijtbare stoffen, als hoogste totale bedrag van de aansprakelijkheid van die exploitanten zal gelden het hoogste bedrag dat voor één van hen overeenkomstig Artikel 7 is vastgesteld. In geen geval zal een exploitant in verband met een kernongeval meer behoeven te betalen dan het overeenkomstig Artikel 7 voor hem vastgestelde bedrag.

ARTIKEL 6

(a) Het recht op vergoeding van schade ontstaan door een kernongeval kan slechts worden uitgeoefend tegen een exploitant die overeenkomstig dit Verdrag aansprakelijk is voor de schade, of, indien het volgens de nationale wet mogelijk is de verzekeraar of andere persoon die de volgens Artikel 10 vereiste financiële zekerheid heeft gesteld rechtstreeks aan te spreken, tegen de verzekeraar of die andere persoon.

(b) Voor schade veroorzaakt door een kernongeval is niemand anders aansprakelijk; deze bepaling laat echter onverlet de toepassing van internationale overeenkomsten op het gebied van het vervoer, die op de datum van dit Verdrag van kracht zijn of open staan ter ondertekening, bekrachtiging of toetreding.

(c) Een ieder die krachtens een der in lid (b) van dit Artikel bedoelde internationale overeenkomsten of krachtens de wetgeving van een niet-Verdragsluitende Staat aansprakelijk is voor schade veroorzaakt door een kernongeval heeft, binnen de overeenkomstig Artikel 7 vastgestelde grenzen, recht van verhaal op de exploitant die overeenkomstig dit Verdrag aansprakelijk is.

(d) Indien zich een kernongeval voordoet op het grondgebied van een niet-Verdragsluitende Staat of indien op een zodanig grondgebied schade wordt veroorzaakt, heeft iedere persoon wiens hoofdbedrijf is gelegen op het grondgebied van een Verdragsluitende Partij of die in dienst is van een zodanige

persoon, binnen de overeenkomstig Artikel 7 vastgestelde grenzen recht van verhaal voor elk bedrag voor de betaling waarvan hij in verband met een dergelijk ongeval of een dergelijke schade aansprakelijk is op de exploitant die zonder de bepaling van Artikel 2 aansprakelijk zou zijn geweest.

(e) De Raad van de Organisatie kan beslissen dat de bepalingen van lid (d) van dit Artikel mede kunnen strekken ten voordele van vervoerders wier hoofdbedrijf is gelegen op het grondgebied van een niet-Verdragsluitende Staat. Bij het nemen van deze beslissing houdt de Raad rekening met de algemene bepalingen ten aanzien van de wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie in die niet-Verdragsluitende Staat en met de mate waarin die bepalingen mede kunnen strekken ten voordele van de onderdanen van de Verdragsluitende Partijen en personen wier hoofdbedrijf is gelegen op het grondgebied der Verdragsluitende Partijen.

(f) De exploitant heeft slechts recht van verhaal :

- (i) indien de door een kernongeval veroorzaakte schade het gevolg is van een handelen of nalaten met het oogmerk schade te veroorzaken, op de natuurlijke persoon die met dat oogmerk heeft gehandeld of nagelaten heeft te handelen ;
- (ii) indien en voorzover zulks uitdrukkelijk bij overeenkomst is bepaald ;
- (iii) indien en voorzover hij overeenkomstig Artikel 7 (e) voor een hoger bedrag dan het overeenkomstig Artikel 7 (b) voor hem vastgestelde bedrag aansprakelijk is voor een kernongeval tijdens een zonder zijn toestemming plaatsvindende doorvoer van splijtbare stoffen, op de vervoerder van die splijtbare stoffen, tenzij die doorvoer geschiedt met het doel mensenlevens of goederen te redden of een poging daartoe te doen dan wel plaats heeft ten gevolge van omstandigheden buiten de wil van de vervoerder.

(g) Voor zover de exploitant overeenkomstig lid (f) van dit Artikel recht van verhaal heeft op een ander mist deze jegens de exploitant het verhaalsrecht bedoeld in lid (c) en lid (d) van dit Artikel.

(h) Indien bepalingen van regelingen betreffende algemene ziektekostenverzekering, sociale verzekering, arbeidsongevallenverzekering of beroepsziektenverzekering, voorzien in vergoeding van schade veroorzaakt door een kernongeval, worden de aanspraken van rechthebbenden ingevolge die regelingen, alsmede het verhaalsrecht krachtens die regelingen, vastgesteld bij de wet van de Verdragsluitende Partij die dergelijke regelingen heeft ingesteld.

ARTIKEL 7

(a) Het totaal der vergoedingen te betalen voor door een kernongeval veroorzaakte schade zal het overeenkomstig dit Artikel vastgestelde maximumbedrag der aansprakelijkheid niet overschrijden.

(b) Het maximumbedrag waarvoor de exploitant aansprakelijk is in verband met door een kernongeval veroorzaakte schade bedraagt 15.000.000 rekeneenheden van de Europese Monetaire Overeenkomst als vastgesteld op de datum van dit Verdrag (hierna te noemen " rekeneenheden "), met dien verstande, dat een Verdragsluitende Partij, met inachtneming van de mogelijkheden welke de exploitant heeft om de ingevolge Artikel 10 vereiste verzekering af te sluiten of

andere financiële zekerheid te verkrijgen, bij de wet een hoger of lager bedrag kan vaststellen, doch in geen geval een bedrag lager dan 5.000.000 rekeneenheden. De bovengenoemde bedragen mogen worden omgerekend in de nationale munteenheid in ronde bedragen.

(c) Iedere Verdragsluitende Partij kan bij de wet bepalen, dat de uitzondering van Artikel 3 (b) (ii) niet van toepassing is, op voorwaarde dat door het mede aansprakelijk stellen van de exploitant voor de schade aan het vervoermiddel diens aansprakelijkheid voor de andere schade in geen geval wordt teruggebracht tot een lager bedrag dan 5.000.000 rekeneenheden.

(d) Het overeenkomstig lid (b) van dit Artikel vastgestelde bedrag waarvoor exploitanten van kerninstallaties op het grondgebied van een Verdragsluitende Partij aansprakelijk zijn, alsmede de wettelijke bepalingen van een Verdragsluitende Partij als bedoeld in lid (c) van dit Artikel, zijn van toepassing op de aansprakelijkheid van genoemde exploitanten, ongeacht waar het kernongeval zich voordoet.

(e) Iedere Verdragsluitende Partij kan de doorvoer van splijtbare stoffen door haar grondgebied afhankelijk stellen van de voorwaarde dat het maximumbedrag waarvoor de betrokken buitenlandse exploitant aansprakelijk is, wordt verhoogd indien zij van mening is dat dit bedrag de risico's van een kernongeval tijdens de doorvoer niet voldoende dekt, met dien verstande dat het aldus verhoogde maximumbedrag niet meer zal bedragen dan het maximumbedrag waarvoor de exploitanten van op haar grondgebied gelegen kerninstallaties aansprakelijk zijn.

(f) De bepalingen van lid (e) van dit Artikel zijn niet van toepassing op :

(i) zeevervoer in de gevallen waarin het internationale recht voorziet in het recht de havens van een zodanige Verdragsluitende Partij bij dreigend gevaar binnen te varen, of in het recht van onschadelijke doorvaart door haar grondgebied, of

(ii) luchtvervoer in de gevallen waarin, krachtens een overeenkomst of krachtens het internationale recht, het recht bestaat over het grondgebied van een zodanige Verdragsluitende Partij te vliegen of er te landen.

(g) Alle kosten en interesten welke door de rechter naar aanleiding van een rechtsvordering tot schadevergoeding krachtens dit Verdrag worden toegewezen, worden niet beschouwd als schadevergoeding in de zin van dit Verdrag en zijn door de exploitant verschuldigd boven het bedrag waarvoor hij overeenkomstig dit Artikel aansprakelijk is.

ARTIKEL 8

(a) Het recht op schadevergoeding krachtens dit Verdrag vervalt indien niet binnen tien jaar na de datum van het kernongeval een rechtsvordering is ingesteld. Ingeval van schade veroorzaakt door een kernongeval, waarbij splijtstoffen of radioactieve produkten of afvalstoffen zijn betrokken, welke op het tijdstip van het ongeval gestolen, verloren of verlaten zijn, bedraagt de vervaltermijn van het recht op schadevergoeding tien jaar te rekenen van het tijdstip waarop die goederen gestolen, verloren of verlaten werden. Bij nationale wet kan echter een termijn van tenminste twee jaar worden vastgesteld als verval- of verjaringstermijn met ingang van de dag, waarop de persoon die schade heeft geleden kennis draagt of redelijkerwijze geacht kan worden kennis te dragen

van de schade en de aansprakelijke exploitant, met dien verstande dat de termijn van tien jaar niet zal worden overschreden behalve in de gevallen bedoeld in lid (c) van dit Artikel.

(b) In de gevallen waarin de bepalingen van Artikel 13 (d) (i) (2) of (ii) van toepassing zijn, vervalt het recht op schadevergoeding echter niet indien binnen de in lid (a) van dit Artikel gestelde termijn :

(i) vóór de aanwijzing door het Tribunaal, bedoeld in Artikel 17, een rechtsvordering is ingesteld bij een van de rechters, uit wie het Tribunaal een keuze kan doen ; indien het Tribunaal beslist dat de bevoegde rechter een andere is dan die waarbij een zodanige rechtsvordering reeds is ingesteld, kan het een termijn vaststellen, binnen welke de rechtsvordering bij de aldus aangewezen bevoegde rechter moet worden ingesteld, of

(ii) tot een Verdragsluitende Partij een verzoek is gericht de aanwijzing van een bevoegde rechter door het Tribunaal overeenkomstig Artikel 13 (d) (i) (2) of (ii) uit te lokken en na zodanige aanwijzing een rechtsvordering wordt ingesteld binnen de door het Tribunaal vast te stellen termijn.

(c) Bij nationale wet kan een termijn van meer dan tien jaar worden vastgesteld indien maatregelen zijn genomen ter dekking van de aansprakelijkheid van de exploitant ten aanzien van rechtsvorderingen tot schadevergoeding ingesteld na het verstrijken van de termijn van tien jaar.

(d) Tenzij de nationale wetgeving het tegendeel bepaalt, kan een persoon die schade heeft geleden tengevolge van een kernongeval en die binnen de bij dit artikel vastgestelde termijn een rechtsvordering tot schadevergoeding heeft ingesteld, zijn eis in verband met een toename van de schade na het verstrijken van die termijn wijzigen, mits de bevoegde rechter nog geen einduitspraak heeft gedaan.

ARTIKEL 9

Voor zover de nationale wetgeving niet het tegendeel heeft bepaald is de exploitant niet aansprakelijk voor schade, veroorzaakt door een kernongeval ten gevolge van handelingen verband houdende met een gewapend conflict, inval, burgeroorlog of opstand of ten gevolge van een ernstige natuurramp van uitzonderlijke aard.

ARTIKEL 10

(a) Ter dekking van de aansprakelijkheid krachtens dit Verdrag is de exploitant gehouden een verzekering of andere financiële zekerheid te hebben en in stand te houden ter grootte van het overeenkomstig Artikel 7 vastgestelde bedrag en van de aard en op de voorwaarden, als door het bevoegde openbare gezag worden vastgesteld.

(b) De verzekeraar of andere persoon die financiële zekerheid heeft gesteld, kan de in lid (a) van dit Artikel bedoelde verzekering of andere financiële zekerheid niet schorsen of beëindigen dan nadat hij daarvan tenminste twee maanden te voren schriftelijk mededeling heeft gedaan aan het bevoegde openbare gezag ; voor zover de verzekering of andere financiële zekerheid betrekking heeft op het vervoer van splijtbare stoffen, kan schorsing of beëindiging niet tijdens de duur van het betrokken vervoer geschieden.

(c) De bedragen welke ter beschikking staan ingevolge verzekering, herverzekering of andere financiële zekerheid mogen alleen worden aangewend voor vergoeding van schade veroorzaakt door een kernongeval.

ARTIKEL 11

Aard, vorm en omvang van de schadevergoeding, alsmede de billijke verdeling daarvan, worden binnen de grenzen van dit Verdrag geregeld bij nationale wetgeving.

ARTIKEL 12

Schadevergoeding betaalbaar krachtens dit Verdrag, versekerings en herverzekeringspremies, bedragen ter beschikking staande ingevolge verzekering, herverzekering of andere overeenkomstig Artikel 10 vereiste financiële zekerheid en kosten en interesten, als bedoeld in Artikel 7 (g) kunnen tussen de monetaire gebieden van de Verdragsluitende Partijen vrij worden overgemaakt.

ARTIKEL 13

(a) Rechtsvorderingen ingevolge de Artikelen 3, 6 (a), 6 (c) en 6 (d), kunnen uitsluitend worden ingesteld bij de rechters die ingevolge de wetgeving van de Verdragsluitende Partij, op wier grondgebied de kerninstallatie van de aansprakelijke exploitant is gelegen, bevoegd zijn.

(b) Indien zich een kernongeval voordoet tijdens het vervoer kunnen, onverminderd het bepaalde in lid (c) van dit Artikel, rechtsvorderingen uitsluitend worden ingesteld bij de rechters die bevoegd zijn ingevolge de wetgeving van de Verdragsluitende Partij op wier grondgebied de betrokken splijtbare stoffen zich ten tijde van het kernongeval bevonden.

(c) Indien zich tijdens het vervoer een kernongeval voordoet buiten het grondgebied van de Verdragsluitende Partijen, of indien de plaats waar de betrokken splijtbare stoffen zich ten tijde van het kernongeval bevonden, niet kan worden vastgesteld, of indien de betrokken splijtbare stoffen zich ten tijde van het kernongeval op grondgebied bevonden onder de rechtsmacht van meer dan één Verdragsluitende Partij, zijn uitsluitend bevoegd de rechters die ingevolge de wetgeving van de Verdragsluitende Partij, op wier grondgebied de kerninstallatie van de aansprakelijke exploitant is gelegen, bevoegd zijn.

(d) Indien rechters van meer dan één Verdragsluitende Partij bevoegd zouden zijn overeenkomstig lid (a) of lid (c) van dit Artikel, zijn bevoegd :

(i) ingeval zich een kernongeval voordoet tijdens het vervoer van splijtbare stoffen :

(1) de rechters die bevoegd zijn ingevolge de wetgeving van de Verdragsluitende Partij, op wier grondgebied het vervoermiddel waarin de splijtbare stoffen zich op het tijdstip van het kernongeval bevonden, is ingeschreven, mits zij bevoegd zijn overeenkomstig lid (c) van dit artikel, of

(2) indien er geen zodanige rechter is : diegene van de overeenkomstig lid (c) van dit Artikel bevoegde rechters die op verzoek van een betrokken Verdragsluitende Partij door het in Artikel 17 bedoelde Tribunaal wordt aangewezen als rechter die het nauwst bij de zaak is betrokken ;

(ii) in elk ander geval : de ingevolge de wetgeving van de Verdragsluitende Partij bevoegde rechters die op verzoek van de betrokken Verdragsluitende Partij door genoemd Tribunaal worden aangewezen als rechters die het nauwst bij de zaak zijn betrokken.

(e) Indien op tegenspraak gewezen vonnissen of verstekvonnissen van de overeenkomstig dit Artikel bevoegde rechter uitvoerbaar zijn geworden krachtens de door die rechter toegepaste wetten, worden zij uitvoerbaar op het grondgebied van elke andere Verdragsluitende Partij zodra de door de betrokken Verdragsluitende Partij vereiste formaliteiten zijn vervuld. De feiten van de zaak mogen niet opnieuw aan een onderzoek worden onderworpen. Het voorgaande is niet van toepassing op vonnissen die nog slechts uitvoerbaar zijn bij voorraad.

(f) Indien tegen een Verdragsluitende Partij in haar hoedanigheid van een krachtens dit Verdrag aansprakelijke exploitant een rechtsvordering is ingesteld, is het die Verdragsluitende Partij niet toegestaan voor de overeenkomstig dit Artikel bevoegde rechter een beroep te doen op onschendbaarheid ten aanzien van rechtsvervolgning.

ARTIKEL 14

(a) Dit Verdrag zal worden toegepast zonder onderscheid van nationaliteit en van woon- of verblijfplaats.

(b) "Nationale wet" en "nationale wetgeving" betekenen de nationale wet of de nationale wetgeving van de rechter die overeenkomstig dit Verdrag bevoegd is kennis te nemen van rechtsvorderingen tot schadevergoeding voortvloeiende uit een kernongeval ; die wet of wetgeving is van toepassing op alle materieelrechtelijke en procesrechtelijke aangelegenheden die niet uitdrukkelijk in dit Verdrag zijn geregeld.

(c) Die wet en wetgeving zullen worden toegepast zonder onderscheid van nationaliteit en van woon- of verblijfplaats.

ARTIKEL 15

(a) Iedere Verdragsluitende Partij kan die maatregelen treffen, welke zij nodig oordeelt voor een verhoging van het in dit Verdrag genoemde bedrag der schadevergoeding.

(b) Voor zover bij schadevergoeding openbare middelen betrokken zijn en deze schadevergoeding uitgaat boven de 5.000.000 rekeeneenheden, bedoeld in Artikel 7, kunnen aan de toepassing van die maatregelen, welke vorm zij ook mogen hebben, bijzondere voorwaarden worden verbonden, welke kunnen afwijken van de bepalingen van dit Verdrag.

ARTIKEL 16

Besluiten van de Bestuurscommissie krachtens Artikel 1 (a) (ii), 1 (a) (iii) en 1 (b) worden genomen in onderlinge overeenstemming tussen de leden die de Verdragsluitende Partijen vertegenwoordigen.

ARTIKEL 17

Ieder geschil tussen twee of meer Verdragsluitende Partijen over de uitlegging of toepassing van dit Verdrag wordt door de Bestuurscommissie onderzocht en, indien geen minnelijke schikking wordt bereikt, op verzoek van een der betrokken Verdragsluitende Partijen voorgelegd aan het Tribunaal ingesteld bij het Verdrag van 20 december 1957 inzake de instelling van een Veiligheidscontrole op het Gebied van de Kernenergie.

ARTIKEL 18

(a) Te allen tijde kunnen vóór de bekrachtiging van of de toetreding tot dit Verdrag of vóór de mededeling krachtens Artikel 23 met betrekking tot een of meer der in die mededeling genoemde gebieden, ten aanzien van een of meer bepalingen van dit Verdrag voorbehouden worden gemaakt; deze voorbehouden zijn slechts toelaatbaar indien de bepalingen daarvan uitdrukkelijk door de ondertekenende regeringen zijn aanvaard.

(b) Een zodanige aanvaarding is niet vereist van een ondertekenende regering, die zelf dit Verdrag niet heeft bekrachtigd binnen een termijn van twaalf maanden na de dag waarop haar door de Secretaris-Generaal van de Organisatie overeenkomstig Artikel 24 mededeling is gedaan van een zodanig voorbehoud.

(c) Elk overeenkomstig dit Artikel toegelaten voorbehoud kan te allen tijde door middel van een tot de Secretaris-Generaal van de Organisatie gerichte mededeling worden ingetrokken.

ARTIKEL 19

(a) Dit Verdrag zal worden bekrachtigd. De akten van bekrachtiging worden nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Organisatie.

(b) Dit Verdrag treedt in werking zodra tenminste vijf ondertekenende regeringen hun akte van bekrachtiging hebben nedergelegd. Voor iedere ondertekenende regering die het Verdrag daarna bekrachtigt treedt het in werking zodra haar akte van bekrachtiging is nedergelegd.

ARTIKEL 20

Dit Verdrag kan slechts worden gewijzigd met onderling goedvinden van alle Verdragsluitende Partijen. De wijzigingen worden van kracht zodra zij door twee derde van de Verdragsluitende Partijen zijn bekrachtigd of bevestigd. Voor iedere Verdragsluitende Partij die de wijzigingen daarna bekrachtigt of bevestigt, worden zij van kracht op de dag van bekrachtiging of bevestiging.

ARTIKEL 21

(a) De regering van ieder lid of geassocieerd land van de Organisatie die dit Verdrag niet heeft ondertekend, kan tot dit Verdrag toetreden door middel van een aan de Secretaris-Generaal van de Organisatie gerichte mededeling.

(b) De regering van ieder land die dit Verdrag niet heeft ondertekend kan tot dit Verdrag toetreden door middel van een aan de Secretaris-Generaal van de Organisatie gerichte mededeling en met eenstemmige goedkeuring van de Verdragsluitende Partijen. De toetreding wordt van kracht op de dag van die goedkeuring.

ARTIKEL 22

(a) Dit Verdrag blijft van kracht gedurende een periode van tien jaar te rekenen van de dag van zijn inwerkingtreding af. Iedere Verdragsluitende Partij kan, met inachtneming van een opzeggingstermijn van twaalf maanden, aan de Secretaris-Generaal van de Organisatie mededelen dat het Verdrag na afloop van die periode van tien jaar niet langer op haar van toepassing zal zijn.

(b) Dit Verdrag blijft na het verstrijken van de periode van tien jaar nog gedurende een periode van vijf jaar van kracht voor die Verdragsluitende Partijen die de toepassing van dit Verdrag niet hebben beëindigd overeenkomstig lid (a) van dit Artikel, en daarna gedurende opeenvolgende perioden van vijf jaar voor die Verdragsluitende Partijen die niet, met inachtneming van een opzeggingstermijn van twaalf maanden, aan de Secretaris-Generaal van de Organisatie hebben medegedeeld dat het Verdrag na het verstrijken van een van de perioden van vijf jaar niet langer op haar van toepassing zal zijn.

(c) De Secretaris-Generaal van de Organisatie zal, na een periode van vijf jaar te rekenen van de inwerkingtreding van het Verdrag af, of op verzoek van een Verdragsluitende Partij op enig ander tijdstip en wel binnen zes maanden na de dag waarop een zodanig verzoek is ingediend, een conferentie bijeenroepen ter bespreking van een herziening van dit Verdrag.

ARTIKEL 23

(a) Dit Verdrag is van toepassing op het grondgebied van het moederland van de Verdragsluitende Partijen.

(b) Iedere ondertekenende regering of Verdragsluitende Partij kan bij de ondertekening of bekrachtiging van of toetreding tot dit Verdrag of te eniger tijd daarna aan de Secretaris-Generaal van de Organisatie mededelen dat dit Verdrag van toepassing is op die van haar gebieden (daaronder begrepen de gebieden voor welke internationale betrekkingen zij verantwoordelijk is), waarop dit Verdrag overeenkomstig lid (a) van dit Artikel niet van toepassing is en welke in de mededeling worden genoemd. Een zodanige mededeling kan ten aanzien van elk daarin genoemd gebied worden ingetrokken door middel van een daartoe strekkende mededeling aan de Secretaris-Generaal van de Organisatie met inachtneming van een opzeggingstermijn van twaalf maanden.

(c) De gebieden van een Verdragsluitende Partij (met inbegrip van de gebieden voor welke internationale betrekkingen zij verantwoordelijk is) waarop dit Verdrag niet van toepassing is zullen voor de toepassing van dit Verdrag worden beschouwd als gebieden van een niet-Verdragsluitende Staat.

ARTIKEL 24

De Secretaris-Generaal van de Organisatie doet aan alle ondertekenende en toetredende regeringen mededeling van de ontvangst van iedere akte van bekrachtiging, toetreding en opzegging, van iedere mededeling overeenkomstig Artikel 23 en van ieder besluit van de Bestuurscommissie krachtens Artikel 1 (a) (ii), 1 (a) (iii) en 1 (b). Hij doet hun eveneens mededeling van het tijdstip waarop dit Verdrag in werking treedt, van de tekst van de wijzigingen van het Verdrag en van het tijdstip waarop deze wijzigingen van kracht worden, alsmede van de voorbehouden welke overeenkomstig Artikel 18 zijn gemaakt.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires soussignés, dûment habilités, ont apposé leurs signatures au bas de la présente Convention.

FAIT à Paris, le 29 juillet 1960, en français, en anglais, en allemand, en espagnol, en italien et en néerlandais, en un seul exemplaire qui restera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation Européenne de Coopération Économique qui en communiquera une copie certifiée conforme à tous les Signataires.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned Plenipotentiaries, duly empowered, have signed this Convention.

DONE in Paris, this twenty-ninth day of July, Nineteen Hundred and Sixty, in the English, French, German, Spanish, Italian and Dutch languages in a single copy which shall remain deposited with the Secretary-General of the Organisation for European Economic Co-operation by whom certified copies will be communicated to all Signatories.

ZU URKUND DESSEN haben die unterzeichneten hierzu gehörig befugten Bevollmächtigten dieses Übereinkommen mit ihren Unterschriften versehen.

GESCHEHEN ZU Paris am 29. Juli 1960 in englischer, französischer, deutscher, spanischer, italienischer und niederländischer Sprache, in einer Urschrift, die bei dem Generalsekretär der Organisation für Europäische Wirtschaftliche Zusammenarbeit hinterlegt wird ; dieser übermittelt jedem Unterzeichnerstaat eine beglaubigte Abschrift.

EN FE DE LO CUAL los Plenipotenciarios infrascritos, debidamente habilitados, estampan sus firmas al pie del Convenio.

HECHO en Paris, el 29 de julio de 1960, en francés, en inglés, en alemán, en español, en italiano y en neerlandés, en un solo ejemplar que quedará depositado en poder del Secretario General de la Organización Europea de Cooperación Económica, el cual remitirá una copia certificada conforme a todos los Signatarios.

IN FEDE DI CHE i Plenipotenziari sottoscritti, muniti dei dovuti poteri, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a Parigi, addì 29 luglio millenovecentosessanta, nelle lingue inglese, francese, tedesca, spagnola, italiana ed olandese, in un unico esemplare che resterà depositato presso il Segretario Generale dell'Organizzazione Europea per la Cooperazione Economica, che ne comunicherà una copia autentica a tutti i firmatari.

TEN BLIJKE WAARVAN de daartoe behoorlijk gemachtigde gevolmachtigden dit Verdrag hebben ondertekend.

GEDAAN te Parijs, heden, de negentwintigste juli negentien honderd zestig, in de Engelse, Franse, Duitse, Spaanse, Italiaanse en Nederlandse taal, in een enkel exemplaar dat zal blijven berusten bij de Secretaris-Generaal van de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking, die gewaarmerkte afschriften daarvan zal doen toekomen aan alle ondertekenende regeringen.

Pour la République Fédérale d'Allemagne :
For the Federal Republic of Germany :
Für die Bundesrepublik Deutschland :
Por la República Federal Alemana :
Per la Repubblica Federale di Germania :
Voor de Bondsrepubliek Duitsland :

KARL WERKMEISTER

Pour l'Autriche :
For Austria :
Für Österreich :
Por Austria :
Per l'Austria :
Voor Oostenrijk :

DR. CARL H. BOBLETER

Pour la Belgique :
For Belgium :
Für Belgien :
Por Bélgica :
Per il Belgio :
Voor België :

R. OCKRENT

Pour le Danemark :
For Denmark :
Für Dänemark :
Por Dinamarca :
Per la Danimarca :
Voor Denemarken :

E. N. BARTELS

Pour l'Espagne :
For Spain :
Für Spanien :
Por España :
Per la Spagna :
Voor Spanje :

JOSÉ NUÑEZ

Pour la France :
For France :
Für Frankreich :
Por Francia :
Per la Francia :
Voor Frankrijk :

FRANÇOIS VALÉRY

Pour la Grèce :
For Greece :
Für Griechenland :
Por Grecia :
Per la Grecia :
Voor Griekenland :

THÉODORE CHRISTIDIS

Pour l'Italie :
For Italy :
Für Italien :
Por Italia :
Per l'Italia :
Voor Italie :

G. COSMELLI

Pour le Luxembourg :
For Luxembourg :
Für Luxemburg :
Por Luxemburgo :
Per il Lussemburgo :
Voor Luxemburg :

PAUL REUTER

Pour la Norvège :
For Norway :
Für Norwegen :
Por Noruega :
Per la Norvegia :
Voor Noorwegen :

JENS BOYESEN

Pour les Pays-Bas :
For the Netherlands :
Für die Niederlande :
Por los Países Bajos :
Per i Paesi Bassi :
Voor Nederland :

J. STRENGERS

Pour le Portugal :
For Portugal :
Für Portugal :
Por Portugal :
Per il Portogallo :
Voor Portugal :

JOSÉ CALVET DE MAGALHÃES

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :
Für das Vereinigte Königreich von Grossbritannien und Nordirland :
Por el Reino Unido de Gran Bretaña y de Irlanda del Norte :
Per il Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord :
Voor het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland :

R. M. A. HANKEY

Pour la Suède :
For Sweden :
Für Schweden :
Por Suecia :
Per la Svezia :
Voor Zweden :

INGEMAR HÄGGLÖF

Pour la Suisse :
For Switzerland :
Für die Schweiz :
Por Suiza :
Per la Svizzera :
Voor Switserland :

AGOSTINO SOLDATI

Pour la Turquie :

For Turkey :

Für die Türkei :

Por Turquia :

Per la Turchia :

Voor Turkije :

M. TINEY

ANNEXE I

Les réserves suivantes ont été acceptées à la date de la signature de la présente Convention.

1. Article 6 (a)

Réserve du Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne, du Gouvernement de la République d'Autriche et du Gouvernement du Royaume de Grèce

Réserve du droit de laisser subsister, par une disposition de la législation nationale, la responsabilité d'une personne autre que l'exploitant, à condition que cette personne soit entièrement couverte, même en cas d'action mal fondée, par une assurance ou une autre garantie financière obtenue par l'exploitant.

2. Article 6 (b) et (c)

Réserve du Gouvernement de la République d'Autriche, du Gouvernement du Royaume de Grèce, du Gouvernement du Royaume de Norvège et du Gouvernement du Royaume de Suède

Réserve du droit de considérer leurs lois nationales comportant des dispositions équivalentes à celles des accords internationaux visés à l'Article 6 (b) comme des accords internationaux aux fins de l'Article 6 (b) et (c).

3. Article 7

Réserve du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Réserve du droit d'appliquer, en ce qui concerne les exploitants des installations nucléaires situées sur le territoire du Royaume-Uni autres que les Départements Gouvernementaux et l'Atomic Energy Authority, les paragraphes (a), (b) et (c) de l'Article 7

- (i) comme si les paragraphes (a) et (b) de l'Article 7 prévoyaient qu'un montant de 14.000.000 d'unités de compte doit être disponible pour l'indemnisation des dommages dont un exploitant est responsable aux termes de la Convention et qui seraient causés par des accidents nucléaires survenant au cours de la période pendant laquelle l'exploitant est tenu d'avoir et de maintenir une assurance ou autre garantie financière pour son installation conformément au droit du Royaume-Uni ;
- (ii) comme si le paragraphe (c) de l'Article 7 disposait qu'en ce qui concerne les dommages visés au paragraphe (i) ci-dessus, un montant de 5.000.000 d'unités de compte doit être disponible pour l'indemnisation des dommages autres que ceux causés au moyen de transport ; et
- (iii) comme si les paragraphes (a) et (b) de l'Article 7 prévoyaient que tout versement dépassant ledit montant de 14.000.000 d'unités de compte sera, sans préjudice de l'application de l'Article 15 (b), subordonné à l'adoption par le Parlement de dispositions permettant d'allouer des fonds supplémentaires.

4. Article 19

Réserve du Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne, du Gouvernement de la République d'Autriche, et du Gouvernement du Royaume de Grèce

Réserve du droit de considérer la ratification de la présente Convention comme entraînant l'obligation conformément au droit international de prendre dans l'ordre interne des dispositions relatives à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire conformes aux dispositions de la présente Convention.

ANNEXE II

Cette Convention ne peut être interprétée comme privant une Partie Contractante sur le territoire de laquelle des dommages auront été causés par un accident nucléaire survenu sur le territoire d'une autre Partie Contractante, des recours qui pourraient lui être ouverts en application du droit international.

ANNEX I

The following reservations were accepted at the time of signature of this Convention:

1. Article 6 (a)

Reservation by the Government of the Federal Republic of Germany, the Government of the Republic of Austria and the Government of the Kingdom of Greece

Reservation of the right to provide, by national law, that persons other than the operator may continue to be liable in addition to the operator on condition that these persons are fully covered in respect of their liability, including defence against unjustified actions, by insurance or other financial security obtained by the operator.

2. Article 6 (b) and (c)

Reservation by the Government of the Republic of Austria, the Government of the Kingdom of Greece, the Government of the Kingdom of Norway and the Government of the Kingdom of Sweden

Reservation of the right to consider their national legislation which includes provisions equivalent to those included in the international agreements referred to in Article 6 (b) as being international agreements within the meaning of Article 6 (b) and (c).

3. Article 7

Reservation by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Reservation of the right, in respect of operators of nuclear installations situated in the territory of the United Kingdom other than Government Departments and the Atomic Energy Authority, that Article 7 (a), (b) and (c) shall be applied

- (i) as if Article 7 (a) and (b) provided that, in respect of damage for which such an operator is liable under this Convention and which is caused by nuclear incidents occurring within the period for which the insurance or other financial security relating to his installation is required by the law of the United Kingdom to be maintained, an amount of 14,000,000 units of account shall be available for all compensation;
- (ii) as if the proviso to Article 7 (c) provided that in respect of such damage as is mentioned in paragraph (i) above 5,000,000 units of account shall be available for compensation in respect of damage other than damage to the means of transport; and
- (iii) as if Article 7 (a) and (b) provided that any payment in excess of the said amount of 14,000,000 units of account shall, without prejudice to the application of Article 15 (b), be conditional upon Parliamentary approval of the arrangements whereby further funds are to be provided.

4. Article 19

Reservation by the Government of the Federal Republic of Germany, the Government of the Republic of Austria and the Government of the Kingdom of Greece

Reservation of the right to consider ratification of this Convention as constituting an obligation under international law to enact national legislation on third party liability in the field of nuclear energy in accordance with the provisions of this Convention.

ANNEX II

This Convention shall not be interpreted as depriving a Contracting Party, on whose territory damage was caused by a nuclear incident occurring on the territory of another Contracting Party, of any recourse which might be available to it under international law.

ANHANG I

Anlässlich der Unterzeichnung dieses Übereinkommens wurde folgenden Vorbehalten zugestimmt :

1. Artikel 6 (a)

Vorbehalt der Regierung der Bundesrepublik Deutschland, der Regierung der Republik Österreich und der Regierung des Königreichs Griechenland

Vorbehalt des Rechts, im innerstaatlichen Rechte vorzusehen, dass die Haftung eines anderen als des Inhabers einer Kernanlage bestehen bleibt, wenn jener andere hinsichtlich seiner Haftung einschliesslich der Verteidigung gegen unbegründete Ansprüche durch eine vom Inhaber beschaffte Versicherung oder sonstige finanzielle Sicherheit voll gedeckt ist.

2. Artikel 6 (b) und (c)

Vorbehalt der Regierung der Republik Österreich, der Regierung des Königreichs Griechenland, der Regierung des Königreichs Norwegen und der Regierung des Königreichs Schweden

Vorbehalt des Rechts, ihre innerstaatliche Gesetzgebung, die den in Artikel 6 (b) angeführten internationalen Übereinkommen entsprechende Bestimmungen enthält, als internationale Übereinkommen im Sinne des Artikels 6 (b) und (c) anzusehen.

3. Artikel 7

Vorbehalt der Regierung des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Nordirland

Vorbehalt des Rechts, auf die Inhaber von Kernanlagen im Hoheitsgebiet des Vereinigten Königreichs mit Ausnahme von Regierungsstellen und der Atomenergie-Behörde Artikel 7 (a), (b) und (c) anzuwenden :

- (i) als ob Artikel 7 (a) und (b) vorsähe, dass für einen Schaden, für den ein solcher Inhaber gemäss diesem Übereinkommen haftet und der durch nukleare Ereignisse innerhalb des Zeitraums, für den nach dem Rechte des Vereinigten Königreichs eine Versicherung oder sonstige finanzielle Sicherheit für seine Anlage bestehen muss, verursacht wird, ein Betrag von 14.000.000 Rechnungseinheiten für die gesamte Entschädigung zur Verfügung stehen muss ;
- (ii) als ob Artikel 7 (c) vorsähe, dass für den im obigen Absatz (i) genannten Schaden 5.000.000 Rechnungseinheiten für die Entschädigung desjenigen Schadens, der nicht Beförderungsmittel betrifft, zur Verfügung stehen müssen ;
- (iii) als ob Artikel 7 (a) und (b) vorsähe, dass jede Leistung über den genannten Betrag von 14.000.000 Rechnungseinheiten hinaus unbeschadet der Anwendung des Artikels 15 (b) von der Zustimmung des Parlaments zu den Massnahmen, durch die weitere Mittel zur Verfügung gestellt werden sollen, abhängig ist.

4. Artikel 19

Vorbehalt der Regierung der Bundesrepublik Deutschland, der Regierung der Republik Österreich und der Regierung des Königreichs Griechenland

Vorbehalt des Rechts, die Ratifizierung dieses Übereinkommens als Übernahme der völkerrechtlichen Verpflichtung anzusehen, in der innerstaatlichen Gesetzgebung die Haftung gegenüber Dritten auf dem Gebiet der Kernenergie in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Übereinkommens zu regeln.

ANHANG II

Dieses Übereinkommen ist nicht so auszulegen, dass dadurch einer Vertragspartei Rückgriffsrechte entzogen würden, die ihr nach dem Völkerrecht wegen eines Schadens zustehen können, der in ihrem Hoheitsgebiet durch ein im Hoheitsgebiet einer anderen Vertragspartei eintretendes nukleares Ereignis verursacht worden ist.

ANEXO I

Se han aceptado las reservas siguientes en la fecha de la firma del presente Convenio.

1. Artículo 6 (a)

Reserva del Gobierno de la República Federal Alemana, del Gobierno de la República de Austria, y del Gobierno del Reino de Grecia

Reserva del derecho de dejar subsistir por una disposición de la legislación nacional, la responsabilidad de una persona distinta del explotador, a condición de que dicha persona esté enteramente garantizada, incluso en caso de acción injustificada, por un seguro u otra garantía financiera, obtenida por el explotador.

2. Artículo 6 (b) y (c)

Reserva del Gobierno de la República de Austria, del Gobierno del Reino de Grecia, del Gobierno del Reino de Noruega y del Gobierno del Reino de Suecia

Reserva del derecho de considerar sus leyes nacionales, que contengan disposiciones equivalentes a las de los acuerdos internacionales previstos en el Artículo 6 (b), como acuerdos internacionales a los fines del Artículo 6 (b) y (c).

3. Artículo 7

Reserva del Gobierno del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte

Reserva del derecho de aplicar, en lo que se refiere a los explotadores de instalaciones nucleares situadas en territorios del Reino Unido que no sean los Departamentos Gubernamentales y la Atomic Energy Authority, los párrafos (a), (b) y (c) del Artículo 7 :

- (i) como si los párrafos (a) y (b) del Artículo 7 previeran que un importe de 14.000.000 de unidades de cuenta deba estar disponible para la indemnización de los daños de que un explotador sea responsable con arreglo a los términos del Convenio y que fueran causados por accidentes nucleares ocurridos en el período durante el cual el explotador está obligado a tener y mantener un seguro u otra garantía financiera por su instalación conforme al derecho del Reino Unido ;
- (ii) como si el párrafo (c) del Artículo 7 dispusiera, en lo que concierne a los daños previstos en el párrafo (i) anterior, que un importe de 5.000.000 de unidades de cuenta deba estar disponible para la indemnización de daños distintos de los causados a los medios de transporte ; y
- (iii) como si los párrafos (a) y (b) del Artículo 7 previeran que cualquier desembolso que sea superior al indicado importe de 14.000.000 de unidades de cuenta, sin perjuicio de la aplicación del Artículo 15 (b), esté sujeto a la condición de la adopción por el Parlamento de medidas que permitan facilitar los fondos suplementarios.

4. Artículo 19

Reserva del Gobierno de la República Federal Alemana, del Gobierno de la República de Austria y del Gobierno del Reino de Grecia

Reserva del derecho de considerar que la ratificación del presente Convenio implica la obligación, conforme al derecho internacional, de adoptar en el orden interno medidas relativas a la responsabilidad civil en energía nuclear conformes con las disposiciones del presente Convenio.

ANEXO II

El presente Convenio no podrá interpretarse en el sentido de privar a una Parte Contratante en cuyo territorio se hayan causado daños por un accidente nuclear ocurrido en el territorio de otra Parte Contratante, de los recursos que pudieran corresponderle en aplicación del derecho internacional.

ALLEGATO I

Le seguenti riserve sono state accettate in pari data della firma della presente Convenzione :

1. Articolo 6 (a)

Riserva della Repubblica Federale di Germania, del Governo della Repubblica d'Austria e del Governo del Regno di Grecia

Riserva del diritto di lasciar sussistere, mediante una disposizione di legge nazionale, la responsabilità di altre persone diverse dall'operatore, oltre a quella dell'operatore, a condizione che dette persone siano interamente coperte, rispetto alla loro responsabilità, incluso il caso di difesa contro atti ingiustificati, da assicurazione od altra garanzia finanziaria ottenuta dall'operatore.

2. Articolo 6 (b) e (c)

Riserva del Governo della Repubblica d'Austria, del Governo del Regno di Grecia, del Governo del Regno di Norvegia e del Governo del Regno di Svezia

Riserva del diritto di considerare le proprie leggi nazionali che comportano disposizioni equivalenti a quelle incluse negli accordi internazionali di cui all'Articolo 6 (b) quali accordi internazionali ai fini dell'Articolo 6 (b) e (c).

3. Articolo 7

Riserva del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord

Riserva del diritto, rispetto agli operatori di impianti nucleari situati nel territorio del Regno Unito, eccettuati i Dipartimenti Governativi e la Atomic Energy Authority, che i paragrafi (a), (b) e (c) dell'Articolo 7 siano applicati :

- (i) come se i paragrafi (a) e (b) dell'Articolo 7 disponessero che, per quanto riguarda i danni dei quali un operatore sia responsabile a norma della presente Convenzione, e causati da infortuni nucleari occorsi nel periodo in cui l'assicurazione o altra garanzia finanziaria riguardante il suo impianto deve esser tenuta in in vita a norma delle leggi del Regno Unito, la somma di 14.000.000 di unità di conto deve essere disponibile per il risarcimento dei danni ;
- (ii) come se il paragrafo (c) dell'Articolo 7 disponesse che, per quanto riguarda i danni di cui al paragrafo (i), 5.000.000 di unità di conto dovranno esser disponibili per risarcimento di danni eccettuati quelli causati al mezzo di trasporto, e
- (iii) come se i paragrafi (a) e (b) dell'Articolo 7 disponessero che qualsiasi pagamento in eccesso di detto ammontare di 14.000.000 di unità di conto dovrà, senza pregiudizio dell'Articolo 15, esser soggetto alla approvazione parlamentare delle disposizioni necessarie per l'assegnazione di fondi supplementari.

4. Articolo 19

Riserva del Governo della Repubblica Federale di Germania, del Governo della Repubblica d'Austria e del Governo del Regno di Grecia

Riserva del diritto di considerare la ratifica della presente Convenzione come assunzione dell'obbligo, in conformità del diritto internazionale, di promulgare leggi nazionali concernenti la responsabilità civile, conformi alle disposizioni della presente Convenzione.

ALLEGATO II

La presente Convenzione non sarà interpretata nel senso che essa privi le Parti Contraenti sul cui territorio siano stati causati dei danni da un infortunio nucleare avvenuto sul territorio di un'altra Parte Contraente di quei ricorsi che le possano essere aperti a norma del diritto internazionale.

BIJLAGE I

Op het tijdstip van ondertekening van dit Verdrag zijn de volgende voorbehouden aanvaard :

1. Artikel 6 (a)

Voorbehoud van de Regering van de Bondsrepubliek Duitsland, de Regering van de Republiek Oostenrijk en de Regering van het Koninkrijk Griekenland

Voorbehoud van het recht bij nationale wet te bepalen dat, naast de exploitant, een andere persoon dan de exploitant aansprakelijk kan blijven op voorwaarde dat deze persoon voor zijn aansprakelijkheid zelfs in geval van ongerechtvaardigde rechtsvorderingen volledig is gedekt door middel van door de exploitant verkregen verzekering of andere financiële zekerheid.

2. Artikel 6 (b) en (c)

Voorbehoud van de Regering van de Republiek Oostenrijk, de Regering van het Koninkrijk Griekenland, de Regering van het Koninkrijk Noorwegen en de Regering van het Koninkrijk Zweden

Voorbehoud van het recht hun nationale wetgeving, waarin bepalingen voorkomen van gelijke strekking als die vervat in de in Artikel 6 (b) bedoelde internationale overeenkomsten, te beschouwen als internationale overeenkomsten in de zin van Artikel 6 (b) en (c).

3. Artikel 7

Voorbehoud van de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland

Voorbehoud van het recht om ten aanzien van exploitanten van binnen het grondgebied van het Verenigd Koninkrijk gelegen kerninstallaties, niet zijnde overheidsinstanties en de "Atomic Energy Authority", Artikel 7 (a), (b), en (c) toe te passen alsof :

- (i) in Artikel 7 (a) en (b) wordt bepaald dat een bedrag van 14.000.000 rekeneenheden beschikbaar moet zijn voor vergoeding van schade waarvoor een exploitant krachtens dit Verdrag aansprakelijk is en die veroorzaakt wordt door een kernongeval zich voordoend binnen de termijn gedurende welke krachtens de wettelijke bepalingen van het Verenigd Koninkrijk de verzekering of andere financiële zekerheid met betrekking tot zijn installatie in stand dient te worden gehouden ;
- (ii) in de in Artikel 7 (c) vervatte voorwaarden wordt bepaald dat ten aanzien van in bovenstaand lid (i) genoemde schade 5.000.000 rekeneenheden beschikbaar moeten zijn voor vergoeding van andere schade dan die aan het vervoermiddel ;
- (iii) in Artikel 7 (a) en (b) wordt bepaald dat iedere betaling boven genoemd bedrag van 14.000.000 rekeneenheden, afgezien van de toepassing van Artikel 15 (b), afhankelijk is van goedkeuring door het Parlement van de regelingen waarbij aanvullende gelden beschikbaar zullen worden gesteld.

4. Artikel 19

Voorbehoud van de Regering van de Bondsrepubliek Duitsland, de Regering van de Republiek Oostenrijk en de Regering van het Koninkrijk Griekenland

Voorbehoud van het recht om bekrachtiging van dit Verdrag te beschouwen als een verplichting krachtens het internationale recht om bij nationale wet bepalingen vast te stellen inzake wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie in overeenstemming met de bepalingen van dit Verdrag.

BIJLAGE II

Dit Verdrag zal niet zo worden uitgelegd dat het een Verdragsluitende Partij op wier grondgebied schade is veroorzaakt door een kernongeval dat zich voordoet op het grondgebied van een andere Verdragsluitende Partij, het recht van verhaal dat eerstgenoemde Verdragsluitende Partij krachtens het internationale recht mocht bezitten, ontnemt.

RATIFICATIONS

	<i>Country</i>	<i>Date of deposit</i>
Belgium	3 August, 1966
France	9 March, 1966
Spain	30 October, 1961
Sweden	1 April, 1968
Turkey	10 October, 1961
United Kingdom	...	23 February, 1966

EXTENSION

French Overseas Territories	2 August, 1967
------------------------------------	-----	----------------

PROTOCOLE ADDITIONNEL
A LA CONVENTION SUR LA RESPONSABILITÉ CIVIL
DANS LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

LES GOUVERNEMENTS de la République Fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume de Belgique, du Royaume de Danemark, de l'Espagne, de la République Française, du Royaume de Grèce, de la République Italienne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume de Norvège, du Royaume des Pays-Bas, de la République Portugaise, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Royaume de Suède, de la Confédération Suisse et de la République Turque, Signataires de la Convention sur la Responsabilité Civile dans le Domaine de l'Énergie Nucléaire du 29 juillet 1960 conclue à Paris dans le cadre de l'Agence Européenne pour l'Énergie Nucléaire de l'Organisation Européenne de Coopération Économique, devenue l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques;

CONSIDÉRANT que les Signataires étaient représentés à une Conférence Internationale qui s'est tenue à Vienne sous l'égide de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique du 29 avril au 19 mai 1963 au cours de laquelle une Convention Internationale relative à la Responsabilité Civile en Matière de Dommages Nucléaires a été adoptée;

AYANT PRIS NOTE qu'en vertu de son Article XVII, ladite Convention ne porte pas atteinte à l'application de la Convention de Paris en ce qui concerne les Parties à cette Convention;

DÉSIREUX toutefois d'éviter dans la mesure du possible un conflit éventuel entre les deux Conventions, en vue de se permettre de devenir Parties aux deux Conventions s'ils le souhaitent;

SONT CONVENUS de ce qui suit:

I

La Convention sur la Responsabilité Civile dans le Domaine de l'Énergie Nucléaire du 29 juillet 1960 est modifiée comme suit:

A. Le dernier paragraphe du préambule est remplacé par le texte suivant:

CONVAINCUS de la nécessité d'unifier les règles fondamentales applicables dans les différents pays à la responsabilité découlant de ces dommages, tout en laissant à ces pays la possibilité de prendre, sur le plan national, les mesures complémentaires qu'ils estimeraient nécessaires

et éventuellement d'étendre les dispositions de la présente Convention aux dommages résultant d'accidents dus à des radiations ionisantes qu'elle ne couvre pas;

B. L'Article 2 est remplacé par le texte suivant:

ARTICLE 2

La présente Convention ne s'applique ni aux accidents nucléaires survenus sur le territoire d'États non-Contractants ni aux dommages subis sur ces territoires, sauf si la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire dont l'exploitant est responsable en dispose autrement, sans préjudice toutefois des droits prévus à l'Article 6 (e).

C. L'Article 3 est remplacé par le texte suivant:

ARTICLE 3

(a) L'exploitant d'une installation nucléaire est responsable conformément à la présente Convention:

- (i) de tout dommage aux personnes; et
- (ii) de tout dommage aux biens, à l'exclusion

1. de l'installation nucléaire elle-même et des biens qui se trouvent sur le site de cette installation et qui sont ou doivent être utilisés en rapport avec elle;
2. dans les cas prévus à l'Article 4, du moyen de transport sur lequel les substances nucléaires en cause se trouvent au moment de l'accident nucléaire,

s'il est établi que ce dommage (appelé ci-après le "dommage") est causé par un accident nucléaire mettant en jeu soit des combustibles nucléaires, produits ou déchets radioactifs détenus dans cette installation, soit des substances nucléaires provenant de cette installation, sous réserve des dispositions de l'Article 4.

(b) Lorsque des dommages sont causés conjointement par un accident nucléaire et un accident autre qu'un accident nucléaire, le dommage causé par ce second accident, dans la mesure où on ne peut le séparer avec certitude du dommage causé par l'accident nucléaire, est considéré comme un dommage causé par l'accident nucléaire. Lorsque le dommage est causé conjointement par un accident nucléaire et par une émission de radiations ionisantes qui n'est pas visée par la présente Convention, aucune disposition de la présente Convention ne limite ni n'affecte autrement la responsabilité de toute personne en ce qui concerne cette émission de radiations ionisantes.

(c) Une Partie Contractante peut prévoir dans sa législation que la responsabilité de l'exploitant d'une installation nucléaire située sur son territoire comprend tout dommage qui provient ou résulte de rayonnements ionisants émis par une source quelconque de rayonnements se trouvant dans cette installation nucléaire, autre que les sources dont il est fait mention au paragraphe (a) du présent Article.

D. L'Article 4 est remplacé par le texte suivant:

ARTICLE 4

Dans le cas de transport de substances nucléaires, y compris le stockage en cours de transport, et sans préjudice de l'Article 2:

- (a) L'exploitant d'une installation nucléaire est responsable de tout dommage, conformément à la présente Convention, s'il est établi qu'il est causé par un accident nucléaire survenu hors de cette installation et mettant en jeu des substances nucléaires transportées en provenance de cette installation, à condition que l'accident survienne:
- (i) avant que la responsabilité des accidents nucléaires causés par les substances nucléaires n'ait été assumée, aux termes d'un contrat écrit, par l'exploitant d'une autre installation nucléaire;
 - (ii) à défaut de dispositions expresses d'un tel contrat, avant que l'exploitant d'une autre installation nucléaire n'ait pris en charge les substances nucléaires;
 - (iii) si les substances nucléaires sont destinées à un réacteur faisant partie d'un moyen de transport, avant que la personne dûment autorisée à exploiter ce réacteur n'ait pris en charge les substances nucléaires;
 - (iv) si les substances nucléaires ont été envoyées à une personne se trouvant sur le territoire d'un État non-Contractant, avant qu'elles n'aient été déchargées du moyen de transport par lequel elles sont parvenues sur le territoire de cet État non-Contractant.
- (b) L'exploitant d'une installation nucléaire est responsable de tout dommage, conformément à la présente Convention, s'il est établi qu'il est causé par un accident nucléaire survenu hors de cette installation et mettant en jeu des substances nucléaires au cours de transports à destination de cette installation, à condition que l'accident survienne:
- (i) après que la responsabilité des accidents nucléaires causés par les substances nucléaires lui aura été transférée, aux termes d'un contrat écrit, par l'exploitant d'une autre installation nucléaire;
 - (ii) à défaut de dispositions expresses d'un contrat écrit, après qu'il aura pris en charge les substances nucléaires;
 - (iii) après qu'il aura pris en charge les substances nucléaires provenant de la personne exploitant un réacteur faisant partie d'un moyen de transport;
 - (iv) si les substances nucléaires ont été envoyées, avec le consentement par écrit de l'exploitant, par une personne se trouvant sur le territoire d'un État non-Contractant, après qu'elles auront été chargées sur le moyen de transport par lequel elles doivent quitter le territoire de cet État non-Contractant.
- (c) L'exploitant responsable conformément à la présente Convention doit remettre au transporteur un certificat délivré par ou pour le

compte de l'assureur ou de toute autre personne ayant accordé une garantie financière conformément à l'Article 10. Le certificat doit énoncer le nom et l'adresse de cet exploitant ainsi que le montant, le type et la durée de la garantie. Les faits énoncés dans le certificat ne peuvent être contestés par la personne par laquelle ou pour le compte de laquelle il a été délivré. Le certificat doit également désigner les substances nucléaires et l'itinéraire couverts par la garantie et comporter une déclaration de l'autorité publique compétente que la personne visée est un exploitant au sens de la présente Convention.

- (d) La législation d'une Partie Contractante peut prévoir qu'à des conditions qu'elle détermine, un transporteur peut être substitué, en ce qui concerne la responsabilité prévue par la présente Convention, à un exploitant d'une installation nucléaire située sur le territoire de ladite Partie Contractante, par décision de l'autorité publique compétente, à la demande du transporteur et avec l'accord de l'exploitant, si les conditions requises à l'Article 10 (a) sont remplies. Dans ce cas, le transporteur est considéré, aux fins de la présente Convention, pour les accidents nucléaires survenus en cours de transport de substances nucléaires, comme exploitant d'une installation nucléaire située sur le territoire de ladite Partie Contractante.

E. L'Article 5 est remplacé par le texte suivant :

ARTICLE 5

(a) Si les combustibles nucléaires, produits ou déchets radioactifs mis en jeu dans un accident nucléaire ont été détenus successivement dans plusieurs installations nucléaires et sont détenus dans une installation nucléaire au moment où le dommage est causé, aucun exploitant d'une installation dans laquelle ils ont été détenus antérieurement n'est responsable du dommage.

(b) Toutefois, si un dommage est causé par un accident nucléaire survenu dans une installation nucléaire et ne mettant en cause que des substances nucléaires qui y sont stockées en cours de transport, l'exploitant de cette installation n'est pas responsable lorsqu'un autre exploitant ou une autre personne est responsable en vertu de l'Article 4.

(c) Si les combustibles nucléaires, produits ou déchets radioactifs mis en jeu dans un accident nucléaire ont été détenus dans plusieurs installations nucléaires et ne sont pas détenus dans une installation nucléaire au moment où le dommage est causé, aucun exploitant autre que l'exploitant de la dernière installation nucléaire dans laquelle ils ont été détenus, avant que le dommage ait été causé, ou que l'exploitant qui les a pris en charge ultérieurement, n'est responsable du dommage.

(d) Si le dommage implique la responsabilité de plusieurs exploitants conformément à la présente Convention, leur responsabilité est solidaire et cumulative; toutefois, lorsqu'une telle responsabilité résulte du dommage causé par un accident nucléaire mettant en jeu des substances nucléaires en cours de transport, soit dans un seul et même moyen de transport, soit, en

cas de stockage en cours de transport, dans une seule et même installation nucléaire, le montant total maximum de la responsabilité desdits exploitants est égal au montant le plus élevé fixé pour un des exploitants conformément à l'Article 7. En aucun cas, la responsabilité d'un exploitant résultant d'un accident nucléaire ne peut dépasser le montant fixé, en ce qui le concerne, à l'Article 7.

F. L'Article 6 est remplacé par le texte suivant :

ARTICLE 6

(a) Le droit à réparation pour un dommage causé par un accident nucléaire ne peut être exercé que contre un exploitant responsable de ce dommage conformément à la présente Convention; il peut également être exercé contre l'assureur ou contre toute autre personne ayant accordé une garantie financière à l'exploitant conformément à l'Article 10, si un droit d'action directe contre l'assureur ou toute personne ayant accordé une garantie financière est prévu par le droit national.

(b) Sous réserve des dispositions du présent Article, aucune autre personne n'est tenue de réparer un dommage causé par un accident nucléaire; toutefois, cette disposition ne peut affecter l'application des accords internationaux dans le domaine des transports qui sont en vigueur ou ouverts à la signature, à la ratification ou à l'adhésion, à la date de la présente Convention.

(c)—(i) Aucune disposition de la présente Convention n'affecte la responsabilité :

1. de toute personne physique qui, par un acte ou une omission procédant de l'intention de causer un dommage, a causé un dommage résultant d'un accident nucléaire dont l'exploitant, conformément à l'Article 3 (a) (ii) (1) et (2) ou à l'Article 9, n'est pas responsable en vertu de la présente Convention;
2. de la personne dûment autorisée à exploiter un réacteur faisant partie d'un moyen de transport pour un dommage causé par un accident nucléaire, lorsqu'un exploitant n'est pas responsable de ce dommage en vertu de l'Article 4 (a) (iii) ou (b) (iii).

(ii) L'exploitant ne peut être rendu responsable, en dehors de la présente Convention, d'un dommage causé par un accident nucléaire, sauf lorsqu'il n'est pas fait usage de l'Article 7 (c), et alors seulement dans la mesure où des dispositions particulières ont été prises en ce qui concerne le dommage au moyen de transport, soit dans la législation nationale, soit dans la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire.

(d) Toute personne qui a réparé un dommage causé par un accident nucléaire en vertu d'un accord international visé au paragraphe (b) du présent Article ou en vertu de la législation d'un État non-Contractant acquiert par subrogation, à concurrence de la somme versée, les droits dont la personne ainsi indemnisée aurait bénéficié en vertu de la présente Convention.

(e) Toute personne ayant son lieu principal d'exploitation sur le territoire d'une Partie Contractante, ou ses préposés, qui ont réparé un dommage nucléaire causé par un accident nucléaire survenu sur le territoire d'un État non-Contractant ou un dommage subi sur ce territoire, acquièrent, à concurrence de la somme versée, les droits dont la personne ainsi indemnisée aurait bénéficié en l'absence de l'Article 2.

(f) L'exploitant n'a un droit de recours que :

(i) si le dommage résulte d'un acte ou d'une omission procédant de l'intention de causer un dommage, contre la personne physique auteur de l'acte ou de l'omission intentionnelle;

(ii) si et dans la mesure où le recours est prévu expressément par contrat.

(g) Pour autant que l'exploitant ait un droit de recours contre une personne en vertu du paragraphe (f) du présent Article, ladite personne ne peut avoir un droit contre l'exploitant en vertu des paragraphes (d) ou (e) du présent Article.

(h) Si la réparation du dommage met en jeu un régime national ou public d'assurance médicale, de sécurité sociale ou de réparation des accidents du travail et maladies professionnelles, les droits des bénéficiaires de ce régime et les recours éventuels pouvant être exercés contre l'exploitant sont réglés par la loi de la Partie Contractante ou les règlements de l'organisation intergouvernementale ayant établi ce régime.

G. L'Article 7 est remplacé par le texte suivant :

ARTICLE 7

(a) Le total des indemnités payables pour un dommage causé par un accident nucléaire ne peut dépasser le montant maximum de la responsabilité, fixé conformément au présent Article.

(b) Le montant maximum de la responsabilité de l'exploitant pour les dommages causés par un accident nucléaire est fixé à 15.000.000 d'unités de compte de l'Accord Monétaire Européen, telles qu'elles sont définies à la date de la présente Convention (appelées ci-après "unités de compte"). Toutefois, un autre montant plus ou moins élevé peut être fixé par la législation d'une Partie Contractante, compte tenu de la possibilité pour l'exploitant d'obtenir l'assurance ou une autre garantie financière requise à l'Article 10, sans toutefois que le montant ainsi fixé puisse être inférieur à 5.000.000 d'unités de compte. Les montants prévus au présent paragraphe peuvent être convertis en monnaie nationale en chiffres ronds.

(c) L'exception résultant de l'alinéa (a) (ii) (2) de l'Article 3 peut être écartée par la législation d'une Partie Contractante, à condition qu'en aucun cas l'inclusion des dommages au moyen de transport n'ait pour effet de réduire la responsabilité de l'exploitant pour les autres dommages à un montant inférieur à 5.000.000 d'unités de compte.

(d) Le montant fixé en vertu du paragraphe (b) du présent Article pour la responsabilité des exploitants d'installations nucléaires situées sur le territoire d'une Partie Contractante ainsi que les dispositions de la

législation d'une Partie Contractante prises en vertu du paragraphe (c) du présent Article, s'appliquent à la responsabilité desdits exploitants quel que soit le lieu de l'accident nucléaire.

(e) Une partie Contractante peut subordonner le transit de substances nucléaires à travers son territoire, à la condition que le montant maximum de la responsabilité de l'exploitant étranger en cause soit augmenté, si elle estime que ledit montant ne couvre pas d'une manière adéquate les risques d'un accident nucléaire au cours de ce transit. Toutefois, le montant maximum ainsi augmenté ne peut excéder le montant maximum de la responsabilité des exploitants d'installations nucléaires situées sur le territoire de cette Partie Contractante.

(f) Les dispositions du paragraphe (e) du présent Article ne s'appliquent pas :

- (i) au transport par mer lorsqu'il y a, en vertu du droit international, un droit de refuge dans les ports de ladite Partie Contractante, par suite d'un danger imminent, ou un droit de passage inoffensif à travers son territoire;
- (ii) au transport par air lorsqu'il y a, en vertu d'un accord ou du droit international, un droit de survol du territoire ou d'atterrissage sur le territoire de ladite Partie Contractante.

(g) Les intérêts et dépens liquidés par le Tribunal saisi d'une action en réparation en vertu de la présente Convention ne sont pas considérés comme des indemnités au sens de la présente Convention et sont dus par l'exploitant en sus du montant des réparations qui peuvent être dues en vertu du présent Article.

H. L'Article 8 est remplacé par le texte suivant :

ARTICLE 8

(a) Les actions en réparation, en vertu de la présente Convention, doivent être intentées sous peine de déchéance, dans le délai de dix ans à compter de l'accident nucléaire. Toutefois, la législation nationale peut fixer un délai de déchéance supérieur à dix ans, si la Partie Contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire dont l'exploitant est responsable prévoit des mesures pour couvrir la responsabilité de l'exploitant à l'égard des actions en réparation introduites après l'expiration du délai de dix ans et pendant la période de prolongation de ce délai. Toutefois, cette prolongation du délai de déchéance ne peut porter atteinte en aucun cas aux droits à réparation en vertu de la présente Convention des personnes ayant intenté contre l'exploitant une action du fait de décès ou de dommages aux personnes avant l'expiration dudit délai de dix ans.

(b) Dans le cas de dommage causé par un accident nucléaire mettant en jeu des combustibles nucléaires, produits ou déchets radioactifs qui étaient, au moment de l'accident, volés, perdus, jetés par-dessus bord ou abandonnés et n'avaient pas été récupérés, le délai visé au paragraphe (a) de cet Article est calculé à partir de la date de cet accident nucléaire, mais il ne peut en aucun cas être supérieur à vingt ans à compter de la date du vol, de la perte, du jet par-dessus bord ou de l'abandon.

(c) La législation nationale peut fixer un délai de déchéance ou de prescription de deux ans au moins, soit à compter du moment où le lésé a eu connaissance du dommage et de l'exploitant responsable, soit à compter du moment où il a dû raisonnablement en avoir connaissance, sans que le délai établi en vertu des paragraphes (a) et (b) de cet Article puisse être dépassé.

(d) Dans les cas prévus à l'Article 13 (c) (ii), il n'y a pas de déchéance de l'action en réparation si, dans le délai prévu au paragraphe (a) du présent Article,

- (i) une action a été intentée, avant que le Tribunal visé à l'Article 17 n'ait pris une décision, devant l'un des tribunaux entre lesquels ledit Tribunal peut choisir; si le Tribunal désigne comme tribunal compétent, un autre tribunal que celui devant lequel l'action a déjà été intentée, il peut fixer un délai dans lequel l'action doit être intentée devant le tribunal compétent ainsi désigné;
- (ii) une demande a été introduite auprès d'une Partie Contractante intéressée en vue de la désignation du tribunal compétent par le Tribunal conformément à l'Article 13 (c) (ii), à condition qu'une action soit intentée après cette désignation dans le délai qui serait fixé par ledit Tribunal.

(e) Sauf disposition contraire du droit national, une personne ayant subi un dommage causé par un accident nucléaire qui a intenté une action en réparation dans le délai prévu au présent Article peut présenter une demande complémentaire en cas d'aggravation du dommage après l'expiration de ce délai, tant qu'un jugement définitif n'est pas intervenu.

I. L'Article 9 est remplacé par le texte suivant:

ARTICLE 9

L'exploitant n'est pas responsable des dommages causés par un accident nucléaire si cet accident est dû directement à des actes de conflit armé, d'hostilités, de guerre civile, d'insurrection ou, sauf disposition contraire de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle est située son installation nucléaire, à des cataclysmes naturels de caractère exceptionnel.

J. L'Article 13 est remplacé par le texte suivant:

ARTICLE 13

(a) Sauf dans les cas où le présent Article en dispose autrement, les tribunaux de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'accident nucléaire est survenu, sont seuls compétents pour statuer sur les actions introduites en vertu des Articles 3, 4, 6 (a) et 6 (e).

(b) Lorsqu'un accident nucléaire survient hors des territoires des Parties Contractantes, ou que le lieu de l'accident nucléaire ne peut être déterminé avec certitude, les tribunaux de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire dont l'exploitant est responsable sont seuls compétents.

(c) Lorsqu'en vertu des paragraphes (a) ou (b) du présent Article les tribunaux de plusieurs Parties Contractantes sont compétents, la compétence est attribuée,

(i) si l'accident nucléaire est survenu en partie en dehors du territoire de toute Partie Contractante et en partie sur le territoire d'une seule Partie Contractante, aux tribunaux de cette dernière;

(ii) dans tout autre cas, aux tribunaux de la Partie Contractante désignée, à la demande d'une Partie Contractante intéressée, par le Tribunal visé à l'Article 17, comme étant la plus directement liée à l'affaire.

(d) Lorsque les jugements prononcés contradictoirement ou par défaut par le tribunal compétent en vertu des dispositions du présent Article sont exécutoires d'après les lois appliquées par ce tribunal, ils deviennent exécutoires sur le territoire de toute autre Partie Contractante dès l'accomplissement des formalités prescrites par la Partie Contractante intéressée. Aucun nouvel examen du fond de l'affaire n'est admis. Cette disposition ne s'applique pas aux jugements qui ne sont exécutoires que provisoirement.

(e) Si une action en réparation est intentée contre une Partie Contractante en vertu de la présente Convention, ladite Partie Contractante ne peut invoquer son immunité de juridiction devant le tribunal compétent en vertu du présent Article, sauf en ce qui concerne les mesures d'exécution.

K. L'Annexe I est remplacée par le texte suivant :

ANNEXE I

Les réserves suivantes ont été acceptées, soit à la date de la signature de la Convention, soit à la date de la signature du Protocole Additionnel :

1. Article 6 (a) et (c) (i) :

Réserve du Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne, du Gouvernement de la République d'Autriche et du Gouvernement du Royaume de Grèce.

Réserve du droit de laisser subsister, par une disposition de la législation nationale, la responsabilité d'une personne autre que l'exploitant, à condition que cette personne soit entièrement couverte, même en cas d'action mal fondée, soit par une assurance ou une autre garantie financière obtenue par l'exploitant, soit au moyen des fonds publics.

2. Article 6 (b) et (d) :

Réserve du Gouvernement de la République d'Autriche, du Gouvernement du Royaume de Grèce, du Gouvernement du Royaume de Norvège et du Gouvernement du Royaume de Suède.

Réserve du droit de considérer leurs lois nationales comportant des dispositions équivalentes à celles des accords internationaux visés à l'Article 6 (b) comme des accords internationaux aux fins de l'Article 6 (b) et (d).

3. Article 8 (a):

Réserve du Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne et du Gouvernement de la République d'Autriche.

Réserve du droit d'établir, en ce qui concerne les accidents nucléaires survenant respectivement dans la République Fédérale d'Allemagne et dans la République d'Autriche, un délai de déchéance supérieur à dix ans, si des mesures ont été prévues pour couvrir la responsabilité de l'exploitant à l'égard des actions en réparation introduites après l'expiration du délai de dix ans et pendant la période de prolongation de ce délai.

4. Article 9:

Réserve du Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne et du Gouvernement de la République d'Autriche.

Réserve du droit de prévoir, en ce qui concerne les accidents nucléaires survenant respectivement dans la République Fédérale d'Allemagne et dans la République d'Autriche, que l'exploitant est responsable des dommages causés par un accident nucléaire si cet accident est dû directement à des actes de conflit armé, d'hostilités, de guerre civile, d'insurrection ou à des cataclysmes naturels de caractère exceptionnel.

5. Article 19:

Réserve du Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne, du Gouvernement de la République d'Autriche et du Gouvernement du Royaume de Grèce.

Réserve du droit de considérer la ratification de la présente Convention comme entraînant l'obligation, conformément au droit international, de prendre dans l'ordre interne des dispositions relatives à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire conformes aux dispositions de la présente Convention.

II

(a) Les dispositions du présent Protocole Additionnel font partie intégrante de la Convention sur la Responsabilité Civile dans le Domaine de l'Énergie Nucléaire du 29 juillet 1960 (appelée ci-après la "Convention").

(b) Le présent Protocole Additionnel sera ratifié ou confirmé. Les instruments de ratification du présent Protocole Additionnel seront déposés auprès du Secrétaire Général de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques; le cas échéant, la confirmation du présent Protocole Additionnel lui sera notifiée.

(c) Les Signataires du présent Protocole Additionnel qui ont déjà ratifié la Convention, s'engagent à ratifier ou à confirmer aussitôt que possible le présent Protocole Additionnel. Les autres Signataires du présent Protocole Additionnel s'engagent à le ratifier ou à le confirmer en même temps qu'ils ratifieront la Convention. Aucune adhésion à la Convention ne sera reçue si elle n'est accompagnée d'une adhésion au présent Protocole Additionnel.

(d) Le Secrétaire Général de l'Organisation donnera communication à tous les Signataires, ainsi qu'aux Gouvernements ayant adhéré à la Convention, de la réception des instruments de ratification et de la notification des confirmations.

(e) Pour le calcul du nombre de ratifications prévu à l'Article 19 (b) de la Convention pour son entrée en vigueur, il ne sera tenu compte que des Signataires qui auront ratifié la Convention et ratifié ou confirmé le présent Protocole Additionnel.

**ADDITIONAL PROTOCOL
TO THE CONVENTION ON THIRD PARTY LIABILITY IN THE
FIELD OF NUCLEAR ENERGY**

THE GOVERNMENTS of the Federal Republic of Germany, the Republic of Austria, the Kingdom of Belgium, the Kingdom of Denmark, Spain, the French Republic, the Kingdom of Greece, the Italian Republic, the Grand Duchy of Luxembourg, the Kingdom of Norway, the Kingdom of the Netherlands, the Portuguese Republic, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Kingdom of Sweden, the Swiss Confederation and the Turkish Republic, being Signatories to the Convention on Third Party Liability in the Field of Nuclear Energy of 29th July 1960, concluded in Paris within the framework of the European Nuclear Energy Agency of the Organisation for European Economic Co-operation, now the Organisation for Economic Co-operation and Development;

CONSIDERING that at an International Conference which met in Vienna under the auspices of the International Atomic Energy Agency from 29th April to 19th May 1963, at which the Signatories were represented, an International Convention on Civil Liability for Nuclear Damage was adopted;⁽¹⁾

NOTING that by virtue of Article XVII of that Convention the application of the Paris Convention as between the Signatories thereto shall not be affected:

DESIROUS nevertheless of ensuring that as far as possible there are no conflicts between the two Conventions, thus enabling them to become parties to both Conventions if they so decide:

HAVE AGREED as follows:

I

The Convention on Third Party Liability in the Field of Nuclear Energy of 29th July 1960 shall be amended as follows:

A. The last paragraph of the Preamble shall be replaced by the following text:

CONVINCED of the need for unifying the basic rules applying in the various countries to the liability incurred for such damage, whilst leaving these countries free to take, on a national basis, any additional measures which they deem appropriate, including the application of the provisions of this Convention to damage caused by incidents due to ionizing radiations not covered therein;

(1) "Miscellaneous No. 9 (1964)", Cmnd. 2333.

B. Article 2 shall be replaced by the following text :

ARTICLE 2

This Convention does not apply to nuclear incidents occurring in the territory of non-Contracting States or to damage suffered in such territory, unless otherwise provided by the legislation of the Contracting Party in whose territory the nuclear installation of the operator liable is situated, and except in regard to rights referred to in Article 6 (e).

C. Article 3 shall be replaced by the following text :

ARTICLE 3

(a) The operator of a nuclear installation shall be liable, in accordance with this Convention, for :

(i) damage to or loss of life of any person; and

(ii) damage to or loss of any property other than

1. the nuclear installation itself and any property on the site of that installation which is used or to be used in connection with that installation;

2. in the cases within Article 4, the means of transport upon which the nuclear substances involved were at the time of the nuclear incident,

upon proof that such damage or loss (hereinafter referred to as " damage ") was caused by a nuclear incident involving either nuclear fuel or radioactive products or waste in, or nuclear substances coming from such installation, except as otherwise provided for in Article 4.

(b) Where the damage or loss is caused jointly by a nuclear incident and by an incident other than a nuclear incident, that part of the damage or loss which is caused by such other incident shall, to the extent that it is not reasonably separable from the damage or loss caused by the nuclear incident, be considered to be damage caused by the nuclear incident. Where the damage or loss is caused jointly by a nuclear incident and by an emission of ionizing radiation not covered by this Convention, nothing in this Convention shall limit or otherwise affect the liability of any person in connection with that emission of ionizing radiation.

(c) Any Contracting Party may by legislation provide that the liability of the operator of a nuclear installation situated in its territory shall include liability for damage which arises out of or results from ionizing radiations emitted by any source of radiation inside that installation, other than those referred to in paragraph (a) of this Article.

D. Article 4 shall be replaced by the following text :

ARTICLE 4

In the case of carriage of nuclear substances, including storage incidental thereto, without prejudice to Article 2 :

(a) The operator of a nuclear installation shall be liable, in accordance with this Convention, for damage upon proof that it was caused by

a nuclear incident outside that installation and involving nuclear substances in the course of carriage therefrom, only if the incident occurs:

- (i) before liability with regard to nuclear incidents involving the nuclear substances has been assumed, pursuant to the express terms of a contract in writing, by the operator of another nuclear installation;
- (ii) in the absence of such express terms, before the operator of another nuclear installation has taken charge of the nuclear substances; or
- (iii) where the nuclear substances are intended to be used in a reactor comprised in a means of transport, before the person duly authorized to operate that reactor has taken charge of the nuclear substances; but
- (iv) where the nuclear substances have been sent to a person within the territory of a non-Contracting State, before they have been unloaded from the means of transport by which they have arrived in the territory of that non-Contracting State.

(b) The operator of a nuclear installation shall be liable, in accordance with this Convention, for damage upon proof that it was caused by a nuclear incident outside that installation and involving nuclear substances in the course of carriage thereto, only if the incident occurs:

- (i) after liability with regard to nuclear incidents involving the nuclear substances has been assumed by him, pursuant to the express terms of a contract in writing, from the operator of another nuclear installation;
- (ii) in the absence of such express terms, after he has taken charge of the nuclear substances; or
- (iii) after he has taken charge of the nuclear substances from a person operating a reactor comprised in a means of transport; but
- (iv) where the nuclear substances have, with the written consent of the operator, been sent from a person within the territory of a non-Contracting State, after they have been loaded on the means of transport by which they are to be carried from the territory of that State.

(c) The operator liable in accordance with this Convention shall provide the carrier with a certificate issued by or on behalf of the insurer or other financial guarantor furnishing the security required pursuant to Article 10. The certificate shall state the name and address of that operator and the amount, type and duration of the security, and these statements may not be disputed by the person by whom or on whose behalf the certificate was issued. The certificate shall also indicate the nuclear substances and the carriage in respect of which the security applies and shall include a statement by the competent public authority that the person named is an operator within the meaning of this Convention.

(d) A Contracting Party may provide by legislation that, under such terms as may be contained therein and upon fulfillment of the requirements of Article 10 (a), a carrier may, at his request and with the consent of an operator of a nuclear installation situated in its territory, by decision of the competent public authority, be liable in accordance with this Convention in place of that operator. In such case for all the purposes of this Convention the carrier shall be considered, in respect of nuclear incidents occurring in the course of carriage of nuclear substances, as an operator of a nuclear installation on the territory of the Contracting Party whose legislation so provides.

E. Article 5 shall be replaced by the following text:

ARTICLE 5

(a) If the nuclear fuel or radioactive products or waste involved in a nuclear incident have been in more than one nuclear installation and are in a nuclear installation at the time damage is caused, no operator of any nuclear installation in which they have previously been shall be liable for the damage.

(b) Where, however, damage is caused by a nuclear incident occurring in a nuclear installation and involving only nuclear substances stored therein incidentally to their carriage, the operator of the nuclear installation shall not be liable where another operator or person is liable pursuant to Article 4.

(c) If the nuclear fuel or radioactive products or waste involved in a nuclear incident have been in more than one nuclear installation and are not in a nuclear installation at the time damage is caused, no operator other than the operator of the last nuclear installation in which they were before the damage was caused or an operator who has subsequently taken them in charge shall be liable for the damage.

(d) If damage gives rise to liability of more than one operator in accordance with this Convention, the liability of these operators shall be joint and several: provided that where such liability arises as a result of damage caused by a nuclear incident involving nuclear substances in the course of carriage in one and the same means of transport, or, in the case of storage incidental to the carriage, in one and the same nuclear installation, the maximum total amount for which such operators shall be liable shall be the highest amount established with respect to any of them pursuant to Article 7 and provided that in no case shall any one operator be required, in respect of a nuclear incident, to pay more than the amount established with respect to him pursuant to Article 7.

F. Article 6 shall be replaced by the following text:

ARTICLE 6

(a) The right to compensation for damage caused by a nuclear incident may be exercised only against an operator liable for the damage in accordance with this Convention, or, if a direct right of action against the

insurer or other financial guarantor furnishing the security required pursuant to Article 10 is given by national law, against the insurer or other financial guarantor.

(b) Except as otherwise provided in this Article, no other person shall be liable for damage caused by a nuclear incident, but this provision shall not affect the application of any international agreement in the field of transport in force or open for signature, ratification or accession at the date of this Convention.

(c)—(i) Nothing in this Convention shall affect the liability:

1. of any individual for damage caused by a nuclear incident for which the operator, by virtue of Article 3 (a) (ii) (1) and (2) or Article 9, is not liable under this Convention and which results from an act or omission of that individual done with intent to cause damage;
2. of a person duly authorized to operate a reactor comprised in a means of transport for damage caused by a nuclear incident when an operator is not liable for such damage pursuant to Article 4 (a) (iii) or (b) (iii).

(ii) The operator shall incur no liability outside this Convention for damage caused by a nuclear incident except where use has not been made of the right provided for in Article 7 (c), and then only to the extent that national legislation or the legislation of the Contracting Party in whose territory the nuclear installation of the operator liable is situated has made specific provisions concerning damage to the means of transport.

(d) Any person who has paid compensation in respect of damage caused by a nuclear incident under any international agreement referred to in paragraph (b) of this Article or under any legislation of a non-Contracting State shall, up to the amount which he has paid, acquire by subrogation the rights under this Convention of the person suffering damage whom he has so compensated.

(e) Any person who has his principal place of business in the territory of a Contracting Party or who is the servant of such a person and who has paid compensation in respect of damage caused by a nuclear incident occurring in the territory of a non-Contracting State or in respect of damage suffered in such territory shall, up to the amount which he has paid, acquire the rights which the person so compensated would have had against the operator but for the provisions of Article 2.

(f) The operator shall have a right of recourse only:

- (i) if the damage caused by a nuclear incident results from an act or omission done with intent to cause damage, against the individual acting or omitting to act with such intent;
- (ii) if and to the extent that it is so provided expressly by contract.

(g) If the operator has a right of recourse to any extent pursuant to paragraph (f) of this Article against any person, that person shall not, to that extent, have a right against the operator under paragraphs (d) or (e) of this Article.

(h) Where provisions of national or public health insurance, social security, workmen's compensation or occupational disease compensation systems include compensation for damage caused by a nuclear incident, rights of beneficiaries of such systems and rights of recourse by virtue of such systems shall be determined by the law of the Contracting Party or by the regulations of the inter-Governmental organisation which has established such systems.

G. Article 7 shall be replaced by the following text:

ARTICLE 7

(a) The aggregate of compensation required to be paid in respect of damage caused by a nuclear incident shall not exceed the maximum liability established in accordance with this Article.

(b) The maximum liability of the operator in respect of damage caused by a nuclear incident shall be 15,000,000 European Monetary Agreement units of account as defined at the date of this Convention (hereinafter referred to as "units of account"): provided that any Contracting Party, taking into account the possibilities for the operator of obtaining the insurance or other financial security required pursuant to Article 10, may establish by legislation a greater or less amount, but in no event less than 5,000,000 units of account. The sums mentioned above may be converted into national currency in round figures.

(c) Any Contracting Party may by legislation provide that the exception in Article 3 (a) (ii) (2) shall not apply: provided that in no case shall the inclusion of damage to the means of transport result in reducing the liability of the operator in respect of other damage to an amount less than 5,000,000 units of account.

(d) The amount of liability of operators of nuclear installations in the territory of a Contracting Party established in accordance with paragraph (b) of this Article as well as the provisions of any legislation of a Contracting Party pursuant to paragraph (c) of this Article shall apply to the liability of such operators wherever the nuclear incident occurs.

(e) A Contracting Party may subject the transit of nuclear substances through its territory to the condition that the maximum amount of liability of the foreign operator concerned be increased, if it considers that such amount does not adequately cover the risks of a nuclear incident in the course of the transit: provided that the maximum amount thus increased shall not exceed the maximum amount of liability of operators of nuclear installations situated in its territory.

(f) The provisions of paragraph (e) of this Article shall not apply:

- (i) to carriage by sea where, under international law, there is a right of entry in cases of urgent distress into the ports of such Contracting Party or a right of innocent passage through its territory; or
- (ii) to carriage by air where, by agreement or under international law there is a right to fly over or land on the territory of such Contracting Party.

(g) Any interest and costs awarded by a court in actions for compensation under this Convention shall not be considered to be compensation for the purposes of this Convention and shall be payable by the operator in addition to any sum for which he is liable in accordance with this Article.

H. Article 8 shall be replaced by the following text:

ARTICLE 8

(a) The right of compensation under this Convention shall be extinguished if an action is not brought within ten years from the date of the nuclear incident. National legislation may, however, establish a period longer than ten years if measures have been taken by the Contracting Party in whose territory the nuclear installation of the operator liable is situated to cover the liability of that operator in respect of any actions for compensation begun after the expiry of the period of ten years and during such longer period: provided that such extension of the extinction period shall in no case affect the right of compensation under this Convention of any person who has brought an action in respect of loss of life or personal injury against the operator before the expiry of the period of ten years.

(b) In the case of damage caused by a nuclear incident involving nuclear fuel or radioactive products or waste which, at the time of the incident have been stolen, lost, jettisoned or abandoned and have not yet been recovered, the period established pursuant to paragraph (a) of this Article shall be computed from the date of that nuclear incident, but the period shall in no case exceed twenty years from the date of the theft, loss, jettison or abandonment.

(c) National legislation may establish a period of not less than two years for the extinction of the right or as a period of limitation either from the date at which the person suffering damage has knowledge or from the date at which he ought reasonably to have known of both the damage and the operator liable: provided that the period established pursuant to paragraphs (a) and (b) of this Article shall not be exceeded.

(d) Where the provisions of Article 13(c)(ii) are applicable, the right of compensation shall not, however, be extinguished if, within the time provided for in paragraph (a) of this Article,

(i) prior to the determination by the Tribunal referred to in Article 17, an action has been brought before any of the courts from which the Tribunal can choose; if the Tribunal determines that the competent court is a court other than that before which such action has already been brought, it may fix a date by which such action has to be brought before the competent court so determined; or

(ii) a request has been made to a Contracting Party concerned to initiate a determination by the Tribunal of the competent court pursuant to Article 13(c)(ii) and an action is brought subsequent to such determination within such time as may be fixed by the Tribunal.

(e) Unless national law provides to the contrary, any person suffering damage caused by a nuclear incident who has brought an action for compensation within the period provided for in this Article may amend his claim in respect of any aggravation of the damage after the expiry of such period provided that final judgement has not been entered by the competent court.

I. Article 9 shall be replaced by the following text:

ARTICLE 9

The operator shall not be liable for damage caused by a nuclear incident directly due to an act of armed conflict, hostilities, civil war, insurrection or, except in so far as the legislation of the Contracting Party in whose territory his nuclear installation is situated may provide to the contrary, a grave natural disaster of an exceptional character.

J. Article 13 shall be replaced by the following text:

ARTICLE 13

(a) Except as otherwise provided in this Article, jurisdiction over actions under Articles 3, 4, 6 (a) and 6 (e) shall lie only with the courts of the Contracting Party in whose territory the nuclear incident occurred.

(b) Where a nuclear incident occurs outside the territory of the Contracting Parties, or where the place of the nuclear incident cannot be determined with certainty, jurisdiction over such actions shall lie with the courts of the Contracting Party in whose territory the nuclear installation of the operator liable is situated.

(c) Where jurisdiction would lie with the courts of more than one Contracting Party by virtue of paragraphs (a) or (b) of this Article, jurisdiction shall lie,

(i) if the nuclear incident occurred partly outside the territory of any Contracting Party and partly in the territory of a single Contracting Party, with the courts of that Contracting Party; and

(ii) in any other case, with the courts of the Contracting Party determined, at the request of a Contracting Party concerned, by the Tribunal referred to in Article 17 as being the most closely related to the case in question.

(d) Judgements entered by the competent court under this Article after trial, or by default, shall, when they have become enforceable under the law applied by that court, become enforceable in the territory of any of the other Contracting Parties as soon as the formalities required by the Contracting Party concerned have been complied with. The merits of the case shall not be the subject of further proceedings. The foregoing provisions shall not apply to interim judgements.

(e) If an action is brought against a Contracting Party under this Convention, such Contracting Party may not, except in respect of measures of execution, invoke any jurisdictional immunities before the court competent in accordance with this Article.

K. Annex I shall be replaced by the following text:

ANNEX I

The following reservations were accepted either at the time of signature of the Convention or at the time of signature of the Additional Protocol:

1. *Article 6 (a) and (c) (i)*:

Reservation by the Government of the Federal Republic of Germany, the Government of the Republic of Austria and the Government of the Kingdom of Greece.

Reservation of the right to provide, by national law, that persons other than the operator may continue to be liable for damage caused by a nuclear incident on condition that these persons are fully covered in respect of their liability, including defence against unjustified actions, by insurance or other financial security obtained by the operator or out of State funds.

2. *Article 6 (b) and (d)*:

Reservation by the Government of the Republic of Austria, the Government of the Kingdom of Greece, the Government of the Kingdom of Norway and the Government of the Kingdom of Sweden.

Reservation of the right to consider their national legislation which includes provisions equivalent to those included in the international agreements referred to in Article 6 (b) as being international agreements within the meaning of Article 6 (b) and (d).

3. *Article 8 (a)*:

Reservation by the Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the Republic of Austria.

Reservation of the right to establish, in respect of nuclear incidents occurring in the Federal Republic of Germany and in the Republic of Austria respectively, a period longer than ten years if measures have been taken to cover the liability of the operator in respect of any actions for compensation begun after the expiry of the period of ten years and during such longer period.

4. *Article 9*:

Reservation by the Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the Republic of Austria.

Reservation of the right to provide, in respect of nuclear incidents occurring in the Federal Republic of Germany and in the Republic of Austria respectively, that the operator shall be liable for damage caused by a nuclear incident directly due to an act of armed conflict, hostilities, civil war, insurrection or a grave natural disaster of an exceptional character.

5. *Article 19*:

Reservation by the Government of the Federal Republic of Germany, the Government of the Republic of Austria, and the Government of the Kingdom of Greece.

Reservation of the right to consider ratification of this Convention as constituting an obligation under international law to enact national legislation on third party liability in the field of nuclear energy in accordance with the provisions of this Convention.

II

(a) The provisions of this Additional Protocol shall form an integral part of the Convention on Third Party Liability in the Field of Nuclear Energy of 29th July 1960 (hereinafter referred to as the "Convention").

(b) This Additional Protocol shall be ratified or confirmed. Instruments of ratification of this Additional Protocol shall be deposited with the Secretary-General of the Organisation for Economic Co-operation and Development. Where there is a confirmation of this Additional Protocol, it shall be notified to him.

(c) The Signatories of this Additional Protocol who have already ratified the Convention undertake to ratify or to confirm this Additional Protocol as soon as possible. The other Signatories of this Additional Protocol undertake to ratify it or to confirm it at the same time as they ratify the Convention. Accessions to the Convention will be accepted only if they are accompanied by accession to this Additional Protocol.

(d) The Secretary-General of the Organisation shall give notice to all Signatories and acceding Governments of the receipt of any instrument of ratification and of the receipt of any confirmation.

(e) In calculating the number of ratifications required in accordance with Article 19 (b) for the coming into force of the Convention, account will be taken only of those Signatories who have ratified the Convention and have ratified or confirmed this Additional Protocol.

ZUSATZPROTOKOLL
ZUM UEBEREINKOMMEN UEBER DIE HAFTUNG GEGENUEBER
DRITTEN AUF DEM GEBIET DER KERNENERGIE

DIE REGIERUNGEN der Bundesrepublik Deutschland, der Republik Oesterreich, des Königreichs Belgien, des Königreichs Dänemark, Spaniens, der Französischen Republik, des Königreichs Griechenland, der Italienschen Republik, des Grossherzogtums Luxemburg, des Königreichs Norwegen, des Königreichs der Niederlande, der Portugiesischen Republik, des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Nordirland, des Königreichs Schweden, der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Türkischen Republik als Unterzeichnerstaaten des im Rahmen der Europäischen Kernenergie-Agentur der Organisation für Europäische Wirtschaftliche Zusammenarbeit, nunmehr Organisation für Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung, in Paris geschlossenen Uebereinkommens vom 29. Juli 1960 über die Haftung gegenüber Dritten auf dem Gebiet der Kernenergie.

IN DER ERWÄGUNG, dass auf einer Internationalen Konferenz, die vom 29. April bis 19. Mai 1963 unter der Schirmherrschaft der Internationalen Atomenergie-Organisation in Wien stattfand und auf der die Unterzeichnerstaaten vertreten waren, ein internationales Uebereinkommen über die zivilrechtliche Haftung für nukleare Schäden angenommen wurde;

IM HINBLICK darauf, dass nach Artikel XVII des genannten Uebereinkommens dieses die Anwendung des Pariser Uebereinkommens auf dessen Vertragsparteien untereinander nicht berührt;

IN DEM WUNSCH jedoch, soweit wie möglich einen etwaigen Widerspruch zwischen den beiden Uebereinkommen zu vermeiden, so dass sie Vertragsparteien beider Uebereinkommen werden können, falls sie das wollen;

SIND wie folgt UEBEREINGEKOMMEN:

I

Das Uebereinkommen vom 29. Juli 1960 über die Haftung gegenüber Dritten auf dem Gebiet der Kernenergie wird wie folgt geändert:

A. Der letzte Absatz der Präambel wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

IN DER UEBERZEUGUNG, dass es notwendig ist, die in den verschiedenen Staaten geltenden Grundsätze für die Haftung für solche Schäden zu vereinheitlichen, gleichzeitig aber diesen Staaten die Möglichkeit zu belassen, auf nationaler Ebene die von ihnen für angemessen erachteten

zusätzlichen Massnahmen zu ergreifen und die Bestimmungen dieses Uebereinkommens auch auf Schäden anzuwenden, die durch Ereignisse infolge ionisierender Strahlung verursacht worden sind und von diesem Uebereinkommen nicht erfasst werden;

B. Artikel 2 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

ARTIKEL 2

Vorbehaltlich der in Artikel 6 (e) vorgesehenen Rechte ist dieses Uebereinkommen weder auf nukleare Ereignisse, die im Hoheitsgebiet von Nichtvertragsstaaten eintreten, noch auf dort erlittenen Schaden anzuwenden, sofern nicht die Gesetzgebung der Vertragspartei, in deren Hoheitsgebiet die Kernanlage des haftenden Inhabers gelegen ist, etwas anderes bestimmt.

C. Artikel 3 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

ARTIKEL 3

(a) Der Inhaber einer Kernanlage haftet gemäss diesem Uebereinkommen für:

- (i) Schaden an Leben oder Gesundheit von Menschen und
- (ii) Schaden an oder Verlust von Vermögenswerten, ausgenommen

1. die Kernanlage selbst und jegliche Vermögenswerte auf deren Gelände, die im Zusammenhang mit der Anlage verwendet werden oder verwendet werden sollen,
2. in den Fällen des Artikels 4 die Beförderungsmittel, auf denen sich die betreffenden Kernmaterialien zur Zeit des nuklearen Ereignisses befunden haben,

wenn bewiesen wird, dass dieser Schaden oder dieser Verlust (im folgenden "Schaden" genannt) durch ein nukleares Ereignis verursacht worden ist, das entweder auf Kernbrennstoffe oder auf radioaktive Erzeugnisse oder Abfälle, die sich in der Kernanlage befinden, oder auf Kernmaterialien zurückzuführen ist, die aus der Kernanlage stammen, soweit Artikel 4 nichts anderes bestimmt.

(b) Wird der Schaden oder der Verlust gemeinsam durch ein nukleares und ein nichtnukleares Ereignis verursacht, so gilt der Teil des Schadens oder des Verlustes, der durch das nichtnukleare Ereignis verursacht worden ist, soweit er sich von dem durch das nukleare Ereignis verursachten Schaden oder Verlust nicht hinreichend sicher trennen lässt, als durch das nukleare Ereignis verursacht. Ist der Schaden oder der Verlust gemeinsam durch ein nukleares Ereignis und eine nicht unter dieses Uebereinkommen fallende ionisierende Strahlung verursacht worden, so wird durch dieses Uebereinkommen die Haftung von Personen hinsichtlich dieser ionisierenden Strahlung weder eingeschränkt noch anderweitig berührt.

(c) Jede Vertragspartei kann durch ihre Gesetzgebung bestimmen, dass sich die Haftung des Inhabers einer in ihrem Hoheitsgebiet gelegenen Kernanlage auch auf den Schaden erstreckt, der von einer ionisierenden Strahlung aus einer nicht in Absatz (a) erwähnten Strahlenquelle in der betreffenden Kernanlage herrührt oder sich daraus ergibt.

D. Artikel 4 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

ARTIKEL 4

Für den Fall der Beförderung von Kernmaterialien einschliesslich der damit im Zusammenhang stehenden Lagerung gilt, unbeschadet des Artikels 2, folgendes:

- (a) Der Inhaber einer Kernanlage haftet gemäss diesem Uebereinkommen für einen Schaden, wenn bewiesen wird, dass dieser durch ein nukleares Ereignis ausserhalb der Anlage verursacht worden und auf Kernmaterialien zurückzuführen ist, die von der Anlage aus befördert worden sind, jedoch nur falls das Ereigniss eintritt:
 - (i) bevor der Inhaber einer anderen Kernanlage die Haftung für die auf die Kernmaterialien zurückzuführenden nuklearen Ereignisse nach den ausdrücklichen Bestimmungen eines schriftlichen Vertrages übernommen hat;
 - (ii) mangels solcher ausdrücklicher Bestimmungen, bevor der Inhaber einer anderen Kernanlage die Kernmaterialien übernommen hat;
 - (iii) wenn die Kernmaterialien in einem Reaktor, der Teil eines Beförderungsmittels ist, verwendet werden sollen, bevor sie der zum Betrieb dieses Reaktors ordnungsgemäss Befugte übernommen hat;
 - (iv) wenn die Kernmaterialien an einen Empfänger im Hoheitsgebiet eines Nichtvertragsstaates versandt worden sind, bevor sie aus dem Beförderungsmittel, mit dem sie im Hoheitsgebiet dieses Nichtvertragsstaates angekommen sind, ausgeladen worden sind.
- (b) Der Inhaber einer Kernanlage haftet gemäss diesem Uebereinkommen für einen Schaden, wenn bewiesen wird, dass dieser durch ein nukleares Ereignis ausserhalb der Anlage im Verlauf einer Beförderung von Kernmaterialien zu der Anlage verursacht worden ist, jedoch nur falls das Ereignis eintritt:
 - (i) nachdem er die Haftung für die auf die Kernmaterialien zurückzuführenden nuklearen Ereignisse nach den ausdrücklichen Bestimmungen eines schriftlichen Vertrages vom Inhaber einer anderen Kernanlage übernommen hat;
 - (ii) mangels solcher ausdrücklicher Bestimmungen, nachdem er die Kernmaterialien übernommen hat;
 - (iii) nachdem er die Kernmaterialien vom Inhaber eines Reaktors, der Teil eines Beförderungsmittels ist, übernommen hat;

- (iv) wenn die Kernmaterialien mit schriftlicher Zustimmung des Inhabers einer Kernanlage von einer Person im Hoheitsgebiet eines Nichtvertragsstaates versandt worden sind, nachdem sie auf das Beförderungsmittel verladen worden sind, mit dem sie aus dem Hoheitsgebiet dieses Staates befördert werden sollen.
- (c) Der gemäss diesem Uebereinkommen haftende Inhaber einer Kernanlage hat den Beförderer mit einer Bescheinigung zu versehen, die vom Versicherer oder von demjenigen, der eine sonstige finanzielle Sicherheit gemäss Artikel 10 erbracht hat, oder für ihn ausgestellt ist. Die Bescheinigung muss Namen und Anschrift dieses Inhabers sowie den Betrag, die Art und die Dauer der Sicherheit enthalten. Diese Angaben können von demjenigen, von dem oder für den die Bescheinigung ausgestellt worden ist, nicht bestritten werden. In der Bescheinigung sind überdies die Kernmaterialien und der Beförderungsweg zu bezeichnen, auf die sich die Sicherheit bezieht; sie muss ferner eine Erklärung der zuständigen Behörde enthalten, dass der bezeichnete Inhaber einer Kernanlage ein solcher im Sinne dieses Uebereinkommens ist.
- (d) Die Gesetzgebung einer Vertragspartei kann vorsehen, dass nach den darin festgesetzten Bedingungen ein Beförderer an Stelle des Inhabers einer im Hoheitsgebiet dieser Vertragspartei gelegenen Kernanlage auf Grund einer Entscheidung der zuständigen Behörde gemäss diesem Uebereinkommen haftet. Eine solche Entscheidung ergeht auf Antrag des Beförderers mit Zustimmung des betreffenden Inhabers der Kernanlage unter der Voraussetzung, dass die Erfordernisse des Artikels 10 (a) erfüllt sind. In diesem Falle gilt der Beförderer hinsichtlich nuklearer Ereignisse, die im Verlauf der Beförderung von Kernmaterialien eintreten, im Sinne dieses Uebereinkommens als Inhaber einer im Hoheitsgebiet der betreffenden Vertragspartei gelegenen Kernanlage.

E. Artikel 5 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

ARTIKEL 5

(a) Haben sich die mit einem nuklearen Ereignis im Zusammenhang stehenden Kernbrennstoffe oder radioaktiven Erzeugnisse oder Abfälle nacheinander in mehr als einer Kernanlage befunden und befinden sie sich zur Zeit der Schadensverursachung in einer Kernanlage, so haftet der Inhaber einer Kernanlage, in der sie sich früher befunden haben, nicht für diesen Schaden.

(b) Wird jedoch ein Schaden durch ein nukleares Ereignis verursacht, das in einer Kernanlage eintritt und nur mit Kernmaterialien im Zusammenhang steht, die dort in Verbindung mit ihrer Beförderung gelagert werden, so haftet der Inhaber dieser Kernanlage nicht, sofern gemäss Artikel 4 ein anderer Inhaber oder ein Dritter haftet.

(c) Haben sich mit einem nuklearen Ereignis im Zusammenhang stehende Kernbrennstoffe oder radioaktive Erzeugnisse oder Abfälle in mehr als einer Kernanlage befunden und befinden sie sich zur Zeit der Schadensverursachung nicht in einer Kernanlage, so haftet für den Schaden nur der Inhaber derjenigen Kernanlage, in der sie sich zuletzt befunden haben, bevor der Schaden verursacht wurde, oder ein Inhaber, der sie in der Folgezeit übernommen hat.

(d) Haften gemäss diesem Uebereinkommen mehrere Inhaber von Kernanlagen für einen Schaden, so können sie gemeinsam und einzeln nebeneinander für den gesamten Schaden in Anspruch genommen werden. Ergibt sich jedoch die Haftung als Folge eines Schadens, der durch ein nukleares Ereignis im Zusammenhang mit Kernmaterialien im Verlauf einer Beförderung auf ein und demselben Beförderungsmittel oder bei einer mit der Beförderung in Verbindung stehenden Lagerung in ein und derselben Kernanlage verursacht worden ist, so bemisst sich der Gesamtbetrag, bis zu dem die Inhaber haften, nach dem höchsten Betrag, der gemäss Artikel 7 für einen von ihnen festgesetzt ist. Keinesfalls ist ein einzelner Inhaber verpflichtet, in bezug auf ein nukleares Ereignis Leistungen zu erbringen, die über den für ihn gemäss Artikel 7 festgesetzten Betrag hinausgehen.

F. Artikel 6 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt :

ARTIKEL 6

(a) Ein Anspruch auf Ersatz eines durch ein nukleares Ereignis verursachten Schadens kann nur gegen den Inhaber einer Kernanlage geltend gemacht werden, der gemäss diesem Uebereinkommen haftet; besteht gemäss innerstaatlichem Recht ein unmittelbarer Anspruch gegen den Versicherer oder gegen denjenigen, der eine sonstige finanzielle Sicherheit gemäss Artikel 10 erbracht hat, so kann der Anspruch auch gegen ihn geltend gemacht werden.

(b) Soweit in diesem Artikel nichts anderes bestimmt wird, haftet niemand sonst für einen durch ein nukleares Ereignis verursachten Schaden; durch diese Bestimmung wird jedoch die Anwendung internationaler Uebereinkommen auf dem Gebiet der Beförderung nicht berührt, die am Tage dieses Uebereinkommens in Kraft sind oder für die Unterzeichnung, die Ratifizierung oder den Beitritt aufliegen.

(c) (i) Nicht berührt durch dieses Uebereinkommen wird die Haftung

1. einer natürlichen Person, die durch eine in Schädigungsabsicht begangene Handlung oder Unterlassung einen durch ein nukleares Ereignis entstandenen Schaden verursacht hat, für den der Inhaber einer Kernanlage gemäss Artikel 3 (a) (ii) (1) und (2) oder Artikel 9 nicht nach diesem Uebereinkommen haftet;

2. eines zum Betrieb eines Reaktors, der Teil eines Beförderungsmittels ist, ordnungsgemäss Befugten für einen durch ein nukleares Ereignis verursachten Schaden, sofern nicht ein Inhaber einer Kernanlage für diesen Schaden gemäss Artikel 4 (a) (iii) oder (b) (iii) haftet.

(ii) Ausserhalb dieses Uebereinkommens haftet der Inhaber einer Kernanlage für einen durch ein nukleares Ereignis verursachten Schaden nur, wenn das in Artikel 7 (c) vorgesehene Recht nicht in Anspruch genommen worden ist, und auch dann nur, soweit das innerstaatliche Recht oder das Recht der Vertragspartei, in deren Hoheitsgebiet die Kernanlage des haftenden Inhabers gelegen ist, besondere Vorschriften über Schäden an Beförderungsmitteln enthält.

(d) Wer einen durch ein nukleares Ereignis verursachten Schaden gemäss einem internationalen Uebereinkommen im Sinne des Absatzes (b) oder der Gesetzgebung eines Nichtvertragsstaates ersetzt hat, tritt bis zur Höhe seiner Leistung in die durch dieses Uebereinkommen festgesetzten Rechte des von ihm Entschädigten ein.

(e) Haben Personen, deren geschäftliche Hauptniederlassung sich im Hoheitsgebiet einer Vertragspartei befindet, oder ihre Bediensteten oder sonstigen Gehilfen einen Schaden, der durch ein im Hoheitsgebiet eines Nichtvertragsstaates eingetretenes nukleares Ereignis verursacht wurde, oder einen dort erlittenen Schaden ersetzt, so erwerben sie bis zu Höhe ihrer Leistung die Rechte, die der Entschädigte gegen den Inhaber einer Kernanlage bei Fehlen des Artikels 2 gehabt hätte.

(f) Der Inhaber einer Kernanlage hat ein Rückgriffsrecht nur,

(i) wenn der durch ein nukleares Ereignis verursachte Schaden die Folge einer in Schädigungsabsicht begangenen Handlung oder Unterlassung ist, und zwar gegen die natürliche Person, die die Handlung oder Unterlassung in dieser Absicht begangen hat;

(ii) wenn und soweit dies ausdrücklich durch Vertrag vorgesehen ist.

(g) Soweit der Inhaber einer Kernanlage ein Rückgriffsrecht gemäss Absatz (f) gegen einen anderen hat, steht diesem kein Recht gemäss Absatz (d) oder (e) gegen den Inhaber zu.

(h) Soweit Bestimmungen über die innerstaatlichen oder die öffentlichen Kranken-, Sozial-, Arbeitsunfall- oder Berufskrankheitenversicherungs- oder -fürsorgeeinrichtungen eine Entschädigung für einen durch ein nukleares Ereignis verursachten Schaden vorsehen, bestimmen sich die Rechte der Leistungsempfänger und die Rückgriffsrechte gegen den Inhaber einer Kernanlage nach dem Rechte der Vertragspartei oder nach den Vorschriften der zwischenstaatlichen Organisation, die diese Einrichtungen geschaffen hat.

G. Artikel 7 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

ARTIKEL 7

(a) Die gesamte Entschädigung, die für einen durch ein nukleares Ereignis verursachten Schaden zu leisten ist, darf den gemäss diesem Artikel festgesetzten Haftungshöchstbetrag nicht übersteigen.

(b) Der Höchstbetrag der Haftung des Inhabers einer Kernanlage für einen durch ein nukleares Ereignis verursachten Schaden beträgt 15.000.000 Rechnungseinheiten des Europäischen Währungsabkommens, wie sie am Tage dieses Uebereinkommens festgesetzt sind (im folgenden "Rechnungseinheiten" genannt). Jede Vertragspartei kann jedoch unter Berücksichtigung der Möglichkeiten, die dem Inhaber einer Kernanlage zur Erlangung der gemäss Artikel 10 erforderlichen Versicherung oder sonstigen finanziellen Sicherheit zur Verfügung stehen, durch ihre Gesetzgebung einen höheren oder niedrigen Betrag, jedoch auf keinen Fall weniger als 5.000.000 Rechnungseinheiten festsetzen. Die genannten Beträge können in runden Zahlen in die nationalen Währungen umgerechnet werden:

(c) Jede Vertragspartei kann durch ihre Gesetzgebung vorsehen, dass die Ausnahme gemäss Artikel 3 (a) (ii) (2) nicht anzuwenden ist; jedoch darf die Einbeziehung des Schadens an den Beförderungsmitteln auf keinen Fall die Haftung des Inhabers einer Kernanlage für andere Schäden auf einen unter 5.000.000 Rechnungseinheiten liegenden Betrag vermindern.

(d) Der gemäss Absatz (b) für Inhaber von Kernanlagen im Hoheitsgebiet einer Vertragspartei festgesetzte Haftungsbetrag sowie die Bestimmungen der Gesetzgebung einer Vertragspartei gemäss Absatz (c) gelten für die Haftung dieser Inhaber, wo immer das nukleare Ereignis eintritt.

(e) Eine Vertragspartei kann die Durchfuhr von Kernmaterialien durch ihr Hoheitsgebiet davon abhängig machen, dass der Höchstbetrag der Haftung des betreffenden ausländischen Inhabers einer Kernanlage hinaufgesetzt wird, wenn sie findet, dass dieser Betrag die Risiken eines nuklearen Ereignisses im Verlauf dieser Durchfuhr nicht angemessen deckt; jedoch darf der so hinaufgesetzte Höchstbetrag den Höchstbetrag der Haftung der Inhaber der in ihrem Hoheitsgebiet gelegenen Kernanlagen nicht übersteigen.

(f) Absatz (e) gilt nicht

(i) für die Beförderung auf dem Seeweg, wenn auf Grund des Völkerrechts ein Recht, in dringenden Notfällen in die Häfen der betreffenden Vertragspartei einzulaufen, oder ein Recht zur friedlichen Durchfahrt durch ihr Hoheitsgebiet besteht;

(ii) für die Beförderung auf dem Luftweg, wenn auf Grund von Staatsverträgen oder des Völkerrechts ein Recht besteht, das Hoheitsgebiet der betreffenden Vertragspartei zu überfliegen oder darauf zu landen.

(g) Zinsen und Kosten, die von einem Gericht in einem Schadensersatzprozess gemäss diesem Uebereinkommen zugesprochen werden, gelten nicht als Schadensersatz im Sinne dieses Uebereinkommens und sind vom Inhaber einer Kernanlage zusätzlich zu dem Betrag zu zahlen, für den er gemäss diesem Artikel haftet.

H. Artikel 8 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

ARTIKEL 8

(a) Der Anspruch auf Entschädigung gemäss diesem Uebereinkommen erlischt, wenn eine Klage nicht binnen zehn Jahren nach dem nuklearen Ereignis erhoben wird. Die innerstaatliche Gesetzgebung kann jedoch eine Frist von mehr als zehn Jahren festsetzen, wenn die Vertragspartei, in deren Hoheitsgebiet die Kernanlage des haftenden Inhabers gelgen ist, Massnahmen für die Deckung der Haftpflicht dieses Inhabers für Schadensersatzklagen getroffen hat, die nach Ablauf der zehnjährigen Frist während der Zeit der Verlängerung erhoben werden; jedoch darf diese Fristverlängerung auf keinen Fall den Anspruch desjenigen auf Entschädigung gemäss diesem Uebereinkommen beeinträchtigen, der vor Ablauf der zehnjährigen Frist gegen den Inhaber einer Kernanlage wegen Tötung oder Verletzung eines Menschen Klage erhoben hat.

(b) Ist ein Schaden durch ein nukleares Ereignis im Zusammenhang mit Kernbrennstoffen oder radioaktiven Erzeugnissen oder Abfällen verursacht worden, die zur Zeit des Ereignisses gestohlen, verloren oder über Bord geworfen waren oder deren Besitz aufgegeben war, und die nicht wiedererlangt worden sind, so ist die gemäss Absatz (a) festgesetzte Frist vom nuklearen Ereignis an zu rechnen; jedoch darf sie auf keinen Fall mehr als zwanzig Jahre von der Zeit des Diebstahls, des Verlustes, des Ueberbordwerfens oder der Besitzaufgabe an betragen.

(c) Die innerstaatliche Gesetzgebung kann für das Erlöschen des Anspruchs oder für die Verjährung eine Frist von mindestens zwei Jahren von der Zeit an festsetzen, von der an der Geschädigte von dem Schaden und dem haftenden Inhaber Kenntnis hat oder hätte haben müssen; jedoch darf die gemäss den Absätzen (a) und (b) festgesetzte Frist nicht überschritten werden.

(d) In den Fällen des Artikels 13 (c) (ii) erlischt der Anspruch auf Entschädigung nicht, wenn binnen der in Absatz (a) vorgesehenen Frist

(i) vor der Entscheidung des in Artikel 17 genannten Gerichtshofs eine Klage bei einem der Gerichte erhoben worden ist, unter denen der Gerichtshof wählen kann; erklärt der Gerichtshof ein anderes Gericht als dasjenige, bei dem diese Klage bereits erhoben worden ist, für zuständig, so kann er eine Frist bestimmen, binnen deren die Klage bei dem für zuständig erklärten Gericht zu erheben ist;

(ii) bei einer Vertragspartei der Antrag gestellt worden ist, die Bestimmung des zuständigen Gerichts durch den Gerichtshof gemäss Artikel 13 (c) (ii) einzuleiten, und nach dieser Bestimmung binnen einer vom Gerichtshof festgesetzten Frist Klage erhoben wird.

(e) Soweit das innerstaatliche Recht nichts Gegenteiliges bestimmt, kann derjenige, der einen durch ein nukleares Ereignis verursachten Schaden erlitten und binnen der in diesem Artikel vorgesehenen Frist

Schadensersatzklage erhoben hat, zusätzliche Ansprüche wegen einer etwaigen Vergrößerung des Schadens nach Ablauf dieser Frist geltend machen, solange das zuständige Gericht noch kein endgültiges Urteil gefällt hat.

I. Artikel 9 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

ARTIKEL 9

Der Inhaber einer Kernanlage haftet nicht für einen durch ein nukleares Ereignis verursachten Schaden, wenn dieses Ereignis unmittelbar auf Handlungen eines bewaffneten Konfliktes, von Feindseligkeiten, eines Bürgerkrieges, eines Aufstands oder, soweit nicht die Gesetzgebung der Vertragspartei, in deren Hoheitsgebiet seine Kernanlage gelegen ist, Gegenteiliges bestimmt, auf eine schwere Naturkatastrophe aussergewöhnlicher Art zurückzuführen ist.

J. Artikel 13 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

ARTIKEL 13

(a) Sofern dieser Artikel nichts anderes bestimmt, sind für Klagen gemäss den Artikeln 3, 4, 6 (a) und 6 (e) nur die Gerichte derjenigen Vertragspartei zuständig, in deren Hoheitsgebiet das nukleare Ereignis eingetreten ist.

(b) Tritt ein nukleares Ereignis ausserhalb der Hoheitsgebiete der Vertragsparteien ein oder kann der Ort des nuklearen Ereignisses nicht mit Sicherheit festgestellt werden, so sind für solche Klagen die Gerichte derjenigen Vertragspartei zuständig, in deren Hoheitsgebiet die Kernanlage des haftenden Inhabers gelegen ist.

(c) Ergäbe sich aus den Absätzen (a) oder (b) die Zuständigkeit der Gerichte von mehr als einer Vertragspartei, so sind zuständig:

(i) wenn das nukleare Ereignis zum Teil ausserhalb der Hoheitsgebiete der Vertragsparteien und zum Teil im Hoheitsgebiet nur einer Vertragspartei eingetreten ist, deren Gerichte;

(ii) in allen sonstigen Fällen die Gerichte derjenigen Vertragspartei, die auf Antrag einer betroffenen Vertragspartei von dem in Artikel 17 genannten Gerichtshof im Hinblick darauf bestimmt wird, dass sie zu dem Falle die engste Beziehung hat.

(d) Hat ein gemäss diesem Artikel zuständiges Gericht nach einer streitigen Verhandlung oder im Säumnisverfahren ein Urteil gefällt und ist dieses nach dem von diesem Gericht angewandten Rechte vollstreckbar geworden, so ist es im Hoheitsgebiet jeder anderen Vertragspartei vollstreckbar, sobald die von dieser anderen Vertragspartei vorgeschriebenen Förmlichkeiten erfüllt worden sind; eine sachliche Nachprüfung ist nicht zulässig. Dies gilt nicht für vorläufig vollstreckbare Urteile.

(e) Wird eine Klage gemäss diesem Uebereinkommen gegen eine Vertragspartei erhoben, so kann sich diese vor dem gemäss diesem Artikel zuständigen Gericht nicht auf Immunität von der Gerichtsbarkeit berufen, ausgenommen bei der Zwangsvollstreckung.

K. Anhang I wird durch folgenden Worlaut ersetzt:

ANHANG I

Bei der Unterzeichnung dieses Uebereinkommens oder des Zusatzprotokolls ist folgenden Vorbehalten zugestimmt worden:

1. *Artikel 6 (a) und (c) (i):*

Vorbehalt der Regierung der Bundesrepublik Deutschland, der Regierung der Republik Oesterreich und der Regierung des Königreichs Griechenland.

Vorbehalt des Rechts, im innerstaatlichen Rechte vorzusehen, dass die Haftung eines anderen als des Inhabers einer Kernanlage für einen durch ein nukleares Ereignis verursachten Schaden bestehen bleibt, wenn die Haftpflicht des anderen einschliesslich der Verteidigung gegen unbegründete Ansprüche voll gedeckt ist, sei es durch eine vom Inhaber beschaffte Versicherung oder sonstige finanzielle Sicherheit, sei es durch staatliche Mittel.

2. *Artikel 6 (b) und (d):*

Vorbehalt der Regierung der Republik Oesterreich, der Regierung des Königreichs Griechenland, der Regierung des Königreichs Norwegen und der Regierung des Königreichs Schweden.

Vorbehalt des Rechts, ihre innerstaatliche Gesetzgebung, die den in Artikel 6 (b) angeführten internationalen Uebereinkommen entsprechende Bestimmungen enthält, als internationale Uebereinkommen im Sinne des Artikels 6 (b) und (d) anzusehen.

3. *Artikel 8 (a):*

Vorbehalt der Regierung der Bundesrepublik Deutschland und der Regierung der Republik Oesterreich.

Vorbehalt des Rechts, hinsichtlich nuklearer Ereignisse, die in der Bundesrepublik Deutschland beziehungsweise in der Republik Oesterreich eintreten, eine mehr als zehnjährige Frist festzusetzen, wenn Massnahmen für die Deckung der Haftpflicht des Inhabers einer Kernanlage bezüglich Schadensersatzklagen getroffen worden sind, die nach Ablauf der zehnjährigen Frist während der Zeit der Verlängerung erhoben werden.

4. Artikel 9:

Vorbehalt der Regierung der Bundesrepublik Deutschland und der Regierung der Republik Oesterreich.

Vorbehalt des Rechts zu bestimmen, dass hinsichtlich nuklearer Ereignisse, die in der Bundesrepublik Deutschland beziehungsweise in der Republik Oesterreich eintreten, der Inhaber einer Kernanlage für einen durch ein nukleareres Ereignis verursachten Schaden haftet, das unmittelbar auf Handlungen eines bewaffneten Konfliktes, von Feindseligkeiten, eines Bürgerkrieges, eines Aufstands oder eine schwere Naturkatastrophe aussergewöhnlicher Art zurückzuführen ist.

5. Artikel 19:

Vorbehalt der Regierung der Bundesrepublik Deutschland, der Regierung der Republik Oesterreich und der Regierung des Königreichs Griechenland.

Vorbehalt des Rechts, die Ratifizierung dieses Uebereinkommens als Uebernahme der völkerrechtlichen Verpflichtung anzusehen, in der innerstaatlichen Gesetzgebung die Haftung gegenüber Dritten auf dem Gebiet der Kernenergie in Uebereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Uebereinkommens zu regeln.

II

(a) Die Bestimmungen dieses Zusatzprotokolls sind Bestandteil des Uebereinkommens vom 29. Juli 1960 über die Haftung gegenüber Dritten auf dem Gebiet der Kernenergie (im folgenden "Uebereinkommen" genannt).

(b) Dieses Zusatzprotokoll bedarf der Ratifizierung oder der Bestätigung. Die Ratifikationsurkunden zu diesem Zusatzprotokoll werden beim Generalsekretär der Organisation für Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung hinterlegt; eine etwaige Bestätigung dieses Zusatzprotokolls wird ihm notifiziert.

(c) Die Unterzeichnerstaaten dieses Zusatzprotokolls, die das Uebereinkommen bereits ratifiziert haben, verpflichten sich, das Zusatzprotokoll so bald wie möglich zu ratifizieren oder zu bestätigen. Die anderen Unterzeichnerstaaten dieses Zusatzprotokolls verpflichten sich, es gleichzeitig mit der Ratifizierung des Uebereinkommens zu ratifizieren oder zu bestätigen. Ein Beitritt zum Uebereinkommen ist nur zulässig, wenn er mit der Ratifizierung oder der Bestätigung des Zusatzprotokolls verbunden ist.

(d) Der Generalsekretär der Organisation zeigt allen Unterzeichner- und beitretenden Staaten den Eingang jeder Ratifikationsurkunde und jeder Bestätigung an.

(e) Bei der Feststellung der Anzahl der Ratifizierungen, die gemäss Artikel 19 (b) des Uebereinkommens für dessen Inkrafttreten erforderlich sind, werden nur solche Unterzeichnerstaaten berücksichtigt, die das Uebereinkommen ratifiziert und das Zusatzprotokoll ratifiziert oder bestätigt haben.

**PROTOCOLO ADICIONAL
AL CONVENIO ACERCA DE LA RESPONSABILIDAD
CIVIL EN MATERIA DE ENERGIA NUCLEAR**

LOS GOBIERNOS de la República Federal Alemana, de la República de Austria, del Reino de Bélgica, del Reino de Dinamarca, de España, de la República Francesa, del Reino de Grecia, de la República Italiana, del Gran Ducado de Luxemburgo, del Reino de Noruega, del Reino de los Países Bajos, de la República Portuguesa, del Reino-Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte, del Reino de Suecia, de la Confederación Suiza y de la República Turca, Signatarios del Convenio Acerca de la Responsabilidad Civil en Materia de Energía Nuclear del 29 de Julio de 1960 concluído en París en el marco de la Agencia Europea para la Energía Nuclear de la Organización Europea de Cooperación Económica, hoy Organización de Cooperación y Desarrollo Económicos;

CONSIDERANDO que los Signatarios estuvieron representados en una Conferencia Internacional celebrada en Viena bajo los auspicios de la Agencia Internacional de la Energía Atómica del 29 de abril al 19 de mayo de 1963, durante la cual fué adoptado un Convenio Internacional relativo a Responsabilidad Civil en materia de Daños Nucleares;

HABIENDO TOMADO NOTA de que en virtud de su artículo XVII, dicho Convenio no afecta a la aplicación del Convenio de París en cuanto se refiere a las Partes Contratantes de este Convenio;

DESEOSOS, sin embargo, de evitar en la medida de lo posible un eventual conflicto entre los dos Convenios, a fin de permitirles ser Partes Contratantes de ambos, si así lo desean:

ACUERDAN lo siguiente:

I

El Convenio Acerca de la Responsabilidad Civil en Materia de Energía Nuclear del 29 de julio de 1960 queda modificado en la forma siguiente:

A. El último párrafo del preámbulo queda sustituido por el texto siguiente:

CONVENCIDOS de la necesidad de unificar las normas fundamentales aplicables en los diferentes países a la responsabilidad derivada de esos daños, y dejando a esos países la posibilidad de adoptar, en el plano nacional, las medidas complementarias que estimaren necesarias y de

ampliar eventualmente las disposiciones del presente Convenio a los daños resultantes de accidentes debidos a radiaciones ionizantes que no cubra;

B. El artículo 2 queda sustituido por el texto siguiente:

ARTÍCULO 2

El presente Convenio no se aplicará ni a los accidentes nucleares ocurridos en el territorio de Estados no Contratantes ni a los daños sufridos en estos territorios, salvo en el caso de que la legislación de la Parte Contratante en cuyo territorio esté situada la instalación nuclear cuyo explotador sea responsable disponga otra cosa, sin perjuicio, sin embargo, de los derechos previstos en el artículo 6 (e).

C. El artículo 3 queda sustituido por el texto siguiente:

ARTÍCULO 3

(a) El explotador de una instalación nuclear será responsable, con arreglo al presente Convenio:

- (i) de cualquier daño a personas; y
- (ii) de cualquier daño a bienes, con exclusión

1. de la instalación nuclear misma y de los bienes que se encontraren en el lugar de dicha instalación y que sean o deban ser utilizados en relación con la misma;
2. en los casos previstos en el artículo 4, del medio de transporte en que se encuentren las sustancias nucleares de que se trate en el momento del accidente nuclear,

si se probare que dicho daño (denominado en adelante el "daño") ha sido causado por un accidente nuclear en que intervengan bien combustibles nucleares, productos o desechos radioactivos que existan en dicha instalación, bien sustancias nucleares procedentes de la misma, con la reserva de lo dispuesto en el artículo 4.

(b) Cuando se causen daños conjuntamente por un accidente nuclear y por un accidente que no sea accidente nuclear, el daño causado por este segundo accidente, en la medida en que no pueda separarse con certidumbre del daño causado por el accidente nuclear, se considerará como un daño causado por el accidente nuclear. Cuando el daño sea causado conjuntamente por un accidente nuclear y por una emisión de radiaciones ionizantes no prevista en el presente Convenio, ninguna disposición del presente Convenio limitará ni afectará en forma distinta la responsabilidad de cualquier persona en lo que se refiere a dicha emisión de radiaciones ionizantes.

(c) Cualquier Parte Contratante podrá prever en su legislación que la responsabilidad del explotador de una instalación nuclear situada en su territorio se extenderá a cualquier daño que provenga o resulte de radiaciones ionizantes emitidas por una fuente cualquiera de radiaciones que se encuentre en dicha instalación nuclear distinta de las fuentes a que se hace mención en el párrafo (a) del presente artículo.

D. El artículo 4 queda sustituido por el texto siguiente:

ARTÍCULO 4

En el caso de transporte de sustancias nucleares, incluido en el mismo el almacenamiento durante el transporte, y sin perjuicio de lo dispuesto en el artículo 2:

- (a) El explotador de una instalación nuclear será responsable de cualquier daño, de conformidad con el presente Convenio, si se probare que ha sido causado por un accidente nuclear ocurrido fuera de dicha instalación y en que intervengan sustancias nucleares transportadas procedentes de dicha instalación, con la condición de que el accidente ocurra:
- (i) antes de que el explotador de otra instalación nuclear haya asumido la responsabilidad de los accidentes nucleares causados por las sustancias nucleares, con arreglo a los términos de un contrato escrito;
 - (ii) a falta de disposiciones expresas consignadas en un contrato de esa naturaleza, antes de que el explotador de otra instalación nuclear se haya hecho cargo de las sustancias nucleares;
 - (iii) si las sustancias nucleares se destinan a un reactor que forme parte de un medio de transporte, antes de que la persona debidamente autorizada para explotar dicho reactor se haya hecho cargo de las sustancias nucleares;
 - (iv) si las sustancias nucleares se han enviado a una persona que se encuentre en el territorio de un Estado no Contratante, antes de que se hayan descargado del medio de transporte en el cual hayan llegado al territorio de dicho Estado no Contratante.
- (b) El explotador de una instalación nuclear será responsable de cualquier daño, de conformidad con el presente Convenio, si se prueba que se ha causado por un accidente nuclear ocurrido fuera de dicha instalación y en el cual intervinieron sustancias nucleares en curso de transporte con destino a dicha instalación, con la condición de que si el accidente ocurre:
- (i) después de que la responsabilidad de los accidentes nucleares causados por las sustancias nucleares le haya sido transferida, con arreglo a los términos de un contrato por escrito, por el explotador de otra instalación nuclear;

- (ii) a falta de disposiciones expresas consignadas en un contrato por escrito, después de que se haya hecho cargo de las sustancias nucleares;
 - (iii) después de que se haya hecho cargo de las sustancias nucleares procedentes de la persona explotadora de un reactor que forme parte de un medio de transporte;
 - (iv) si se han enviado las sustancias nucleares, con el consentimiento por escrito del explotador, por una persona que se encuentre en el territorio de un Estado no Contratante, después de que se hayan cargado en el medio de transporte por el cual abandonen el territorio de dicho Estado no Contratante.
- (c) El explotador responsable con arreglo al presente Convenio deberá entregar al transportista un certificado expedido por el asegurador o por cuenta del mismo o de cualquier otra persona que haya concedido una garantía financiera de conformidad con el artículo 10. En el certificado deberá constar el nombre y la dirección de dicho explotador así como la cuantía, el tipo y la duración de la garantía. Los hechos consignados en el certificado no podrán ser objeto de impugnación por parte de la persona por la cual o por cuenta de la cual se haya expedido. En el certificado deberán igualmente designarse las sustancias nucleares y el itinerario cubiertos por la garantía y deberá figurar una declaración de la autoridad pública competente de que la persona a que se hace referencia es un explotador en el sentido del presente Convenio.
- (d) La legislación de una Parte Contratante podrá prever que, en las condiciones que determine, un transportista podrá sustituir, en lo que respecta a la responsabilidad prevista por el presente Convenio, a un explotador de una instalación nuclear situada en el territorio de dicha Parte Contratante, por decisión de la autoridad pública competente, a instancia del transportista y con el acuerdo del explotador, si se cumplen las condiciones exigidas en el artículo 10 (a). En este caso se considerará al transportista, a los fines del presente Convenio, y para los accidentes nucleares ocurridos durante el transporte de sustancias nucleares, como explotador de una instalación nuclear situada en el territorio de dicha Parte Contratante.

E. El artículo 5 queda sustituido por el texto siguiente:

ARTÍCULO 5

(a) Si los combustibles nucleares, productos o desechos radioactivos que intervengan en un accidente nuclear han estado sucesivamente en varias instalaciones nucleares y se encuentran en una instalación nuclear en el momento en que se cause daño, no será responsable del mismo ningún explotador de una instalación en la cual hayan estado anteriormente.

(b) Sin embargo, si se ocasiona un daño por un accidente nuclear ocurrido en una instalación nuclear en el cual intervengan únicamente sustancias nucleares que se encuentren allí almacenadas durante un transporte, el explotador de dicha instalación no será responsable cuando otro explotador u otra persona lo sea en virtud del artículo 4.

(c) Si los combustibles nucleares, productos o desechos radioactivos, que intervengan en un accidente nuclear han estado en varias instalaciones nucleares y no se encuentran en una instalación nuclear en el momento en que cause el daño, ningún explotador que no sea el explotador de la última instalación nuclear en que se hayan encontrado, antes de que se haya causado el daño, o el explotador que se haya hecho cargo de las mismas, ulteriormente, será responsable de dicho daño.

(d) Si el daño implicase la responsabilidad de varios explotadores con arreglo al presente Convenio, su responsabilidad será solidaria y acumulativa; sin embargo, cuando dicha responsabilidad proceda del daño causado por un accidente nuclear en que intervengan sustancias nucleares en curso de transporte, bien en uno y el mismo medio de transporte, bien, en el caso de almacenamiento durante el transporte, en una y la misma instalación nuclear, el importe total máximo de responsabilidad de dichos explotadores será igual al importe más elevado fijado para uno de los explotadores con arreglo al artículo 7. En ningún caso podrá exceder la responsabilidad de un explotador derivada de un accidente nuclear de la cuantía fijada, en lo que a él se refiere, en el artículo 7.

F. El artículo 6 quedará sustituido por el texto siguiente:

ARTÍCULO 6

(a) El derecho a indemnización por un daño causado por un accidente nuclear únicamente podrá ejercerse contra un explotador responsable de dicho daño con arreglo al presente Convenio; asimismo podrá ejercerse contra el asegurador o contra cualquier otra persona que haya concedido una garantía financiera al explotador con arreglo al artículo 10, si el derecho nacional prevé un derecho de acción directa contra el asegurador o contra cualquier persona que haya concedido una garantía financiera.

(b) Con la reserva de las disposiciones del presente artículo, ninguna otra persona estará obligada a indemnizar por un daño causado por un accidente nuclear; sin embargo, esta disposición no podrá afectar a la aplicación de los acuerdos internacionales en materia de transporte que se encuentren en vigor o estén abiertos a la firma, a la ratificación o a la adhesión el día de la fecha del presente Convenio.

(c) (i) Ninguna disposición del presente Convenio afectará a la responsabilidad:

1. de cualquier persona física que, por un acto o una omisión que tengan como intención causar un daño, ha causado un daño resultante de un accidente nuclear del cual el explotador, con arreglo al artículo 3 (a) (ii) (1) y (2) o al artículo 9, no sea responsable en virtud del presente Convenio;

2. de la persona debidamente autorizada para explotar un reactor que forme parte de un medio de transporte, por un daño causado por un accidente nuclear, cuando un explotador no sea responsable de dicho daño en virtud del artículo 4 (a) (iii) o (b) (iii).

(ii) El explotador no podrá incurrir en responsabilidad, fuera del presente Convenio, por un daño causado por un accidente nuclear, salvo en el caso de que no se haya hecho uso del artículo 7 (c), y en ese caso únicamente en la medida en que se hayan promulgado disposiciones especiales en lo que respecta al daño al medio de transporte, bien en la legislación nacional, bien en la legislación de la Parte Contratante en cuyo territorio esté situada la instalación nuclear.

(d) Cualquier persona que haya indemnizado por un daño causado por un accidente nuclear, en virtud de un acuerdo internacional mencionado en el párrafo (b) del presente artículo o en virtud de la legislación de un Estado no Contratante, adquirirá por subrogación, hasta el importe de la cantidad desembolsada, los derechos de que haya beneficiado la persona así indemnizada en virtud del presente Convenio.

(e) Cualquier persona que tenga su lugar principal de explotación en el territorio de una Parte Contratante, o las personas que tengan al frente de dicha explotación, que hayan indemnizado por un daño nuclear causado por un accidente nuclear ocurrido en el territorio de un Estado no Contratante o por un daño sufrido en dicho territorio, adquirirán, hasta el importe de la cantidad pagada, los derechos de que la persona así indemnizada se habría beneficiado en ausencia del artículo 2.

(f) El explotador tendrá derecho a recurrir únicamente:

(i) si el daño resultare de un acto o de una omisión con intención de causar un daño, contra la persona física autora del acto o de la omisión intencional;

(ii) si y en la medida en que se prevea expresamente el recurso en un contrato.

(g) En la medida en que el explotador tenga un derecho de recurso contra una persona en virtud del párrafo (f) del presente artículo, dicha persona no podrá tener un derecho contra el explotador en virtud de los párrafos (d) o (e) del presente artículo.

(h) Si en la indemnización del daño interviniese un régimen nacional o público de seguro médico, de seguridad social o de indemnización por accidentes del trabajo y enfermedades profesionales, los derechos de los beneficiarios de dicho régimen y los recursos eventuales que se puedan ejercer contra el explotador se regularán por la ley de la Parte Contratante o las reglamentaciones de la organización intergubernamental que haya establecido dicho régimen.

G. El artículo 7 quedará sustituido por el texto siguiente:

ARTÍCULO 7

(a) El total de las indemnizaciones que se hayan de pagar por un daño causado por un accidente nuclear no podrá exceder del importe máximo de la responsabilidad fijado con arreglo al presente artículo.

(b) El importe máximo de la responsabilidad del explotador por los daños causador por un accidente nuclear se fija en 15.000.000 de unidades de cuenta del Acuerdo Monetario Europeo, tal como se definen en la fecha del presente Convenio (denominadas de ahora en adelante "unidades de cuenta"). Sin embargo, la legislación de una Parte Contratante podrá fijar otra cuantía más o menos elevada, habida cuenta de la posibilidad para el explotador de obtener el seguro u otra garantía financiera exigida en el artículo 10, sin que el importe así fijado, sin embargo, pueda ser inferior a 5.000.000 de unidades de cuenta. Los importes previstos en el presente párrafo podrán convertirse en moneda nacional en cifras redondas.

(c) La excepción resultante del apartado (a) (ii) (2) del artículo 3 podrá anularse por la legislación de una Parte Contratante, con la condición de que en ningún caso la inclusión de los daños al medio de transporte tenga como efecto reducir la responsabilidad del explotador por los otros daños a un importe inferior a 5.000.000 de unidades de cuenta.

(d) El importe fijado en virtud del párrafo (b) del presente artículo para la responsabilidad de los explotadores de instalaciones nucleares situadas en el territorio de una Parte Contratante así como las disposiciones de la legislación de una Parte Contratante promulgadas en virtud del párrafo (c) del presente artículo, se aplicarán a la responsabilidad de dichos explotadores sea cual fuere el lugar del accidente nuclear.

(e) Una Parte Contratante podrá subordinar el tránsito de sustancias nucleares por su territorio al cumplimiento de la condición de que se aumente el importe máximo de la responsabilidad del explotador extranjero de que se trate, si estimare que dicho importe no cubre en forma adecuada los riesgos de un accidente nuclear durante el transcurso de dicho tránsito. Sin embargo, el importe máximo así aumentado no podrá exceder del importe máximo de la responsabilidad de los explotadores de instalaciones nucleares situadas en el territorio de dicha Parte Contratante.

(f) Las disposiciones del párrafo (e) del presente artículo no se aplicarán:

- (i) al transporte por mar cuando exista, en virtud del derecho internacional, un derecho de refugio en los puertos de dicha Parte Contratante, como consecuencia de un peligro inminente, o un derecho de paso inofensivo por su territorio;
- (ii) al transporte aéreo cuando exista, en virtud de un acuerdo o del derecho internacional, un derecho a volar sobre el territorio o a aterrizar en el territorio de dicha Parte Contratante.

(g) Los intereses y gastos liquidados por el Tribunal ante el cual se haya entablado una acción con el fin de obtener indemnización en virtud del presente Convenio, no se considerarán indemnizaciones en el sentido del presente Convenio y se deberán por el explotador además del importe de las indemnizaciones que pudieran deberse en virtud del presente artículo.

H. El artículo 8 quedará sustituido por el texto siguiente :

ARTÍCULO 8

(a) Las acciones para la obtención de indemnizaciones, en virtud del presente Convenio, deberán entablarse, bajo pena de prescripción, en el plazo de diez años a contar de la fecha del accidente nuclear. Sin embargo, la legislación nacional podrá fijar un plazo de prescripción superior a diez años, si la Parte en cuyo territorio esté situada la instalación nuclear de la cual sea responsable el explotador adopta medidas convenientes con el fin de cubrir la responsabilidad del explotador con respecto a cualesquiera acciones para la obtención de indemnizaciones entabladas después de la expiración del plazo de diez años y durante el período de prórroga de dicho plazo. Sin embargo, dicha prórroga del plazo de prescripción no podrá afectar en ningún caso a los derechos a indemnización en virtud del presente Convenio de las personas que hayan entablado contra el explotador una acción por haber ocurrido defunciones o daños a personas antes de la expiración de dicho plazo de diez años.

(b) En el caso de daños causados por un accidente nuclear en que intervengan combustibles nucleares, productos o desechos radioactivos que se hubiesen robado, perdido, echado por la borda o abandonado en el momento del accidente y no se hubiesen recuperado, el plazo a que se refiere el párrafo (a) de este artículo se calculará a partir de la fecha de dicho accidente nuclear, pero no podrá en ningún caso ser superior a veinte años a contar de la fecha del robo, de la pérdida, de la echazón o del abandono.

(c) La legislación nacional podrá fijar un plazo de vencimiento o de prescripción de dos años como mínimo, bien a partir del momento en que el perjudicado haya tenido conocimiento del daño y del explotador responsable, bien a partir del momento en que haya debido tener razonablemente conocimiento del mismo, sin que pueda excederse del plazo establecido en virtud de los párrafos (a) y (b) de este artículo.

(d) En los casos previstos en el artículo 13 (c) (ii), no habrá prescripción de la acción para la obtención de indemnización si, en el plazo previsto en el párrafo (a) del presente artículo,

(i) se hubiere entablado una acción, antes de que el Tribunal a que se refiere el artículo 17 hubiere tomado una resolución, ante uno de los tribunales entre los cuales puede elegir dicho Tribunal; si el Tribunal designare como tribunal competente a otro tribunal distinto de aquél ante el cual se hubiere ya

entablado la acción, podrá fijar un plazo durante el cual deberá entablarse la acción ante el tribunal competente así designado;

- (ii) se ha presentado una demanda ante una Parte Contratante interesada al objeto de designar el tribunal competente por el Tribunal a que se refiere el artículo 13 (c) (ii), con la condición de que se entable una acción después de dicha designación en el plazo que haya fijado dicho Tribunal.

(e) Salvo disposición en contrario del derecho nacional, una persona que haya sufrido un daño causado por un accidente nuclear y que haya entablado una acción para la obtención de indemnizaciones en el plazo previsto en el presente artículo podrá presentar una demanda complementaria en el caso de que se agrave el daño después de la expiración de dicho plazo, siempre y cuando no se haya dictado una sentencia definitiva.

- I. El artículo 9 queda sustituido por el texto siguiente:

ARTÍCULO 9

El explotador no será responsable de los daños causados por un accidente nuclear si dicho accidente se debe directamente a actos derivados de un conflicto armado, de hostilidades, de guerra civil, de insurrección o, salvo disposición en contrario de la legislación de la Parte Contratante en cuyo territorio se encuentre situada su instalación nuclear, a cataclismos naturales de carácter excepcional.

- J. El artículo 13 queda sustituido por el texto siguiente:

ARTÍCULO 13

(a) Salvo en los casos en que el presente artículo disponga de otra forma los tribunales de la Parte Contratante en cuyo territorio haya ocurrido el accidente nuclear serán los únicos competentes en lo que se refiere a las acciones entabladas en virtud de los artículos 3, 4, 6 (a) y 6 (e).

(b) Cuando ocurriere un accidente nuclear fuera de los territorios de las Partes Contratantes, o cuando no pudiese determinarse con certidumbre el lugar del accidente nuclear, los tribunales de la Parte Contratante en cuyo territorio esté situada la instalación nuclear cuyo explotador sea responsable serán los únicos competentes.

(c) Cuando en virtud de los párrafos (a) o (b) del presente artículo los tribunales de varias Partes Contratantes fuesen competentes, la competencia se atribuirá,

- (i) si el accidente nuclear hubiere ocurrido en parte fuera del territorio de cualquiera Parte Contratante y en parte en el territorio de una única Parte Contratante, a los tribunales de esta última.

(ii) en cualquier otro caso, a los tribunales de la Parte Contratante designada, a petición de una Parte Contratante interesada, por el Tribunal a que se refiere el artículo 17, por ser la más directamente relacionada con el asunto de que se trata.

(d) Cuando las sentencias pronunciadas en procedimiento contradictorio o en rebeldía por el tribunal competente en virtud de las disposiciones del presente artículo fuesen ejecutorias con arreglo a las leyes aplicadas de dicho tribunal, serán ejecutorias en el territorio de cualquier otra Parte Contratante desde el momento en que se cumplan las formalidades prescritas por la Parte Contratante interesada. No se admitirá a nuevo exámen el fondo del asunto. Esta disposición no se aplicará a las sentencias que sean ejecutorias únicamente a título provisional.

(e) Si se entablare una acción para la obtención de indemnizaciones contra una Parte Contratante, en virtud del presente Convenio, dicha Parte Contratante no podrá invocar su inmunidad de jurisdicción ante el tribunal competente en virtud del presente artículo, salvo en lo que se refiere a las medidas de ejecución.

K. El Anejo I quedará sustituido por el texto siguiente:

ANEJO I

Se han aceptado las reservas siguientes, bien en la fecha de la firma del Convenio, bien en la fecha de la firma del Protocolo Adicional:

1. *Artículo 6 (a) y (c) (i) :*

Reserva del Gobierno de la República Federal Alemana, del Gobierno de la República de Austria y del Gobierno del Reino de Grecia.

Reserva del derecho de hacer subsistir, mediante una disposición de la legislación nacional, la responsabilidad de una persona que no sea el explotador, con la condición de que dicha persona esté completamente cubierta, incluso en el caso de acciones no fundamentadas, bien por un seguro o por cualquier otra garantía financiera obtenida por el explotador, bien mediante fondos públicos.

2. *Artículo 6 (b) y (d) :*

Reserva del Gobierno de la República de Austria, del Gobierno del Reino de Grecia, del Gobierno del Reino de Noruega y del Gobierno del Reino de Suecia.

Reserva del derecho de considerar sus legislaciones nacionales que impliquen disposiciones equivalentes a las de los acuerdos internacionales a que se refiere el artículo 6 (b) como acuerdos internacionales a los fines del artículo 6 (b) y (d).

3. *Artículo 8 (a) :*

Reserva del Gobierno de la República Federal Alemana y del Gobierno de la República de Austria.

Reserva del derecho de establecer, en lo que se refiere a los accidentes nucleares ocurridos respectivamente en la República Federal Alemana y en la República de Austria, un plazo de vencimiento superior a diez años, si se han adoptado medidas para cubrir la responsabilidad del explotador en lo que respecta a acciones entabladas con el fin de obtener indemnizaciones, después de la expiración del plazo de diez años y durante el período de prórroga de dicho plazo.

4. *Artículo 9 :*

Reserva del Gobierno de la República Federal Alemana y del Gobierno de la República de Austria.

Reserva del derecho de disponer, en lo que se refiere a los accidentes nucleares ocurridos respectivamente en la República Federal Alemana y en la República de Austria, que el explotador sea responsable de los daños causados por un accidente nuclear si dicho accidente se debe directamente a actos derivados de un conflicto armado, de hostilidades, de guerra civil, de insurrección, o a cataclismos naturales de carácter excepcional.

5. *Artículo 19 :*

Reserva del Gobierno de la República Federal Alemana, del Gobierno de la República de Austria y del Gobierno del Reino de Grecia.

Reserva del derecho de considerar la ratificación del presente Convenio como un acto que implica la obligación, conforme al derecho internacional, de promulgar en el orden interno las normas correspondientes relativas a la responsabilidad civil en materia de energía nuclear conforme a las disposiciones del presente Convenio.

II

(a) Las disposiciones del presente Protocolo Adicional forman parte integrante del Convenio Acerca de la Responsabilidad Civil en Materia de Energía Nuclear del 29 de julio de 1960 (denominado en adelante el "Convenio").

(b) El presente Protocolo Adicional será objeto de ratificación o confirmación. Los instrumentos de ratificación del presente Protocolo Adicional se depositarán en poder del Secretario General de la Organización de Cooperación y de Desarrollo Económicos; llegado el caso, se la notificará la confirmación del presente Protocolo Adicional.

(c) Los Signatarios del presente Protocolo Adicional que hayan ya ratificado el Convenio se comprometen a ratificar o a confirmar lo antes posible el presente Protocolo Adicional. Los demás Signatarios del presente Protocolo Adicional se comprometen a ratificarlo o a confirmarlo al mismo tiempo que ratifiquen el Convenio. No podrá admitirse adhesión alguna al Convenio si no se acompaña de una adhesión al presente Protocolo Adicional.

(d) El Secretario General de la Organización comunicará a todos los Signatarios, así como a los Gobiernos que se hayan adherido al Convenio, la recepción de los instrumentos de ratificación y la notificación de las confirmaciones.

(e) Para el cálculo del número de ratificaciones a que se refiere el artículo 19 (b) del Convenio para su entrada en vigor, solamente se tendrá en cuenta a los Signatarios que hayan ratificado el Convenio y ratificado o confirmado el presente Protocolo Adicional.

**PROTOCOLLO ADDIZIONALE
ALLA CONVENZIONE SULLA RESPONSABILITÀ CIVILE
NEL CAMPO DELL'ENERGIA NUCLEARE**

I GOVERNI della Repubblica Federale di Germania, della Repubblica d'Austria, del Regno del Belgio, del Regno di Danimarca, di Spagna, della Repubblica Francese, del Regno di Grecia, della Repubblica italiana, del Granducato di Lussemburgo, del Regno di Norvegia, del Regno dei Paesi Bassi, della Repubblica Portoghese, del Regno di Svezia, della Confederazione Svizzera e della Repubblica turca, firmatari della Convenzione sulla Responsabilità Civile nel campo dell'Energia Nucleare del 29 luglio 1960, stipulata a Parigi nel quadro dell'Agenzia Europea per l'Energia Nucleare dell'Organizzazione Europea di Cooperazione Economica, divenuta poi l'Organizzazione Economica di Cooperazione e di Sviluppo.

CONSIDERANDO che i Firmatari erano rappresentati in seno ad una Conferenza Internazionale che si è tenuta a Vienna sotto gli auspici dell'Agenzia Internazionale dell'Energia Atomica dal 29/4 al 19/5/1963, nel corso della quale è stata adottata una Convenzione Internazionale relativa alla Responsabilità Civile in materia di danni nucleari;

PRESO ATTO che in virtù dell'art. XVII della stessa Convenzione, essa non pregiudica l'applicazione della Convenzione di Parigi per quanto si riferisce alle Parti aderenti a quella Convenzione;

DESIDEROSI tuttavia di evitare quanto più possibile un eventuale conflitto tra le due Convenzioni, al fine di consentire la doppia partecipazione alle due Convenzioni, a coloro che lo desiderino;

HANNO CONVENUTO quanto segue:

I

La Convenzione sulla Responsabilità Civile nel campo dell'energia nucleare del 29 luglio 1960 è modificata come segue:

A. L'ultimo paragrafo del preambolo è sostituito dal testo seguente:

CONVINTI della necessità di unificare le regole fondamentali applicabili nei differenti Paesi alla responsabilità derivante da tali danni, pur lasciando ai paesi stessi la possibilità di prendere, nell'ambito nazionale, le misure complementari che si riterranno necessarie, e di estendere eventualmente le disposizioni di cui alla presente Convenzione ai danni derivanti da incidenti imputabili a radiazioni ionizzanti, che essa non copre;

B. L'articolo 2 è sostituito dal seguente testo :

ARTICOLO 2

La presente Convenzione non si applica nè agli incidenti nucleari sopravvenuti sul territorio di Stati non aderenti, nè ai danni subiti in tali territori, a meno che la legislazione della Parte contraente nel cui territorio è situato l'impianto nucleare del quale è responsabile l'esercente, disponga diversamente, senza pregiudizio, comunque, per i diritti previsti dall'articolo 6 (e);

C. L'articolo 3 è sostituito dal seguente testo :

ARTICOLO 3

(a) L'esercente di un impianto nucleare è responsabile, in virtù della presente Convenzione :

(i) di qualsiasi danno alle persone; e

(ii) di qualsiasi danno alle cose, eccetto :

1. l'impianto nucleare stesso e le cose che si trovano sulla superficie di tale impianto e che sono o debbono essere utilizzate in relazione ad esso;
2. nei casi previsti dall'articolo 4, il mezzo di trasporto sul quale le sostanze nucleari in questione si trovano al momento dell'incidente nucleare,

se è stabilito che tale danno (chiamato d'ora in poi il " danno ") è prodotto da un incidente nucleare che chiami in causa sia combustibili nucleari, prodotti o residui radioattivi custoditi nell' impianto, sia sostanze nucleari provenienti da esso, salvo restando le disposizioni di cui all' articolo 4.

(b) Quando i danni sono prodotti congiuntamente da un incidente nucleare e da un incidente che non sia nucleare, il danno prodotto da questo ultimo, sempre che non lo si possa separare con certezza dal danno causato dall'incidente nucleare, è considerato come danno prodotto dall'incidente nucleare. Quando il danno è prodotto congiuntamente da un incidente nucleare e da una omissione di radiazioni ionizzanti, non prevista dalla presente Convenzione, nessuna disposizione della presente Convenzione limita o pregiudica altrimenti la responsabilità di chiunque, per quanto riguarda tale omissione di radiazioni ionizzanti.

(c) Una Parte Contraente puo prevedere nella sua legislazione che la responsabilità dell'esercente di un impianto nucleare installato sul suo territorio comprenda qualsiasi danno derivante o risultante da radiazioni ionizzanti emesse da una qualsiasi sorgente di radiazione situata in tale impianto, diversa dalle sorgenti di cui al paragrafo (a) del presente articolo.

D. L'articolo 4 è sostituito come segue:

ARTICOLO 4

Nel caso di trasporto di sostanze nucleari, comprese l'immagazzinaggio durante il trasporto, e senza pregiudizio per l'articolo 2:

- (a) L'esercente di un impianto nucleare è responsabile di qualsiasi danno, in base alla presente Convenzione, se è accertato che esso è causato da un incidente nucleare sopravvenuto fuori di tale impianto e riguardante sostanze nucleari trasportate provenienti da tale impianto, purchè l'incidente si verifichi:
- (i) prima che la responsabilità degli incidenti nucleari prodotti dalle sostanze nucleari sia stata assunta, con contratto scritto, dall'esercente di un altro impianto nucleare;
 - (ii) in mancanza di disposizioni precise da parte di un contratto del genere, prima che l'esercente di un altro impianto abbia preso in carico le sostanze nucleari;
 - (iii) se le sostanze nucleari sono destinate ad un reattore facente parte di un mezzo di trasporto, prima che la persona autorizzata ad esercire tale reattore abbia preso in carico le sostanze nucleari;
 - (iv) se le sostanze nucleari sono state inviate ad una persona residente sul territorio di uno Stato non contraente, prima che esse siano state scaricate dal mezzo di trasporto sul quale esse sono giunte nel territorio di tale Stato non contraente.
- (b) L'esercente di un impianto nucleare è responsabile di qualsiasi danno, in base alla presente Convenzione, se è accertato che esso è causato da un incidente nucleare verificatosi fuori di tale impianto, e che interessa sostanze nucleari nel corso di trasporti diretti all'impianto stesso, purchè l'incidente abbia luogo:
- (i) dopo che la responsabilità degli incidenti nucleari dovuti alle sostanze nucleari gli sia stata attribuita con regolare contratto scritto, dall'esercente di un altro impianto nucleare;
 - (ii) in mancanza di disposizioni contrattuali precise, dopo che egli abbia preso in carico le sostanze nucleari;
 - (iii) dopo che egli abbia preso in carico le sostanze nucleari provenienti dalla persona esercente un reattore facente parte di un mezzo di trasporto;
 - (iv) se le sostanze nucleari sono state inviate, con il consenso scritto dell'esercente, da una persona residente nel territorio di uno Stato non contraente, dopo che esse siano state caricate sul mezzo di trasporto a bordo del quale esse devono lasciare il territorio di tale Stato non contraente.

- (c) L'esercente responsabile, ai termini della presente Convenzione, deve consegnare al trasportatore un certificato rilasciato da o per conto dell'assicuratore o di chiunque abbia concesso una garanzia finanziaria, ai termini dell'articolo 10. Il certificato deve portare il nome e l'indirizzo di tale esercente, nonché l'importo, il tipo e la validità della garanzia. I dati forniti dal certificato non possono essere contestati dalla persona dalla quale o per conto della quale il certificato è stato rilasciato. Il documento deve altresì indicare le sostanze nucleari e l'itinerario coperti dalla garanzia e recare una dichiarazione dell'autorità pubblica competente che la persona di cui trattasi è un esercente nel senso inteso dalla presente Convenzione.
- (d) La legislazione di una parte contraente può prevedere che sotto determinate condizioni, un trasportatore possa essere sostituito, per quanto riguarda la responsabilità prevista dalla presente Convenzione, ad un esercente di un impianto nucleare situato sul territorio della parte stessa, per decisione dell'autorità pubblica preposta, su domanda del trasportatore e con l'accordo dell'esercente, sempre che le condizioni di cui all'articolo 10 (a) siano adempiute. In tal caso, il trasportatore è considerato, ai fini della presente Convenzione, per gli incidenti nucleari verificatisi nel corso di trasporti di sostanze nucleari, come esercente di un impianto nucleare situato sul territorio della suddetta parte contraente.

E. L'articolo 5 è sostituito dal testo che segue:

ARTICOLO 5

(a) Se i combustibili nucleari, prodotti o residui radioattivi interessati ad un incidente nucleare, sono custoditi in successione di tempo in diversi impianti nucleari e sono custoditi in un impianto nucleare al momento in cui il danno è prodotto, nessun esercente di un impianto nel quale siano stati custoditi anteriormente è responsabile del danno.

(b) Tuttavia, se un danno è prodotto da un incidente nucleare sopravvenuto in un impianto nucleare e che interessa solamente le sostanze nucleari che vi sono immagazzinate durante il trasporto, l'esercente di tale impianto non è responsabile quando un altro esercente o un'altra persona è responsabile, in virtù dell'articolo 4.

(c) Se i combustibili nucleari, i prodotti o residui radioattivi interessati ad un incidente nucleare, sono stati custoditi in diversi impianti nucleari e non sono custoditi in un impianto nucleare al momento in cui il danno si verifica, nessun altro esercente, eccetto quello dell'ultimo impianto nucleare nel quale essi sono stati custoditi prima del danno o quello che li ha presi in carico successivamente, è responsabile del danno stesso.

(d) Se il danno implica la responsabilità di diversi esercenti ai termini della presente Convenzione, la loro responsabilità è in solido e cumulativa; tuttavia, quando emerga tale responsabilità dal danno causato da un

incidente nucleare che interessi sostanze nucleari in fase di trasporto, sia in un unico e medesimo mezzo di trasporto, che, in caso di immagazzinamento durante il trasporto, in un solo e medesimo impianto nucleare, l'ammontare globale massimo della responsabilità dei detti esercenti è pari all'ammontare massimo fissato per uno degli esercenti ai sensi dell'articolo 7. In nessun caso la responsabilità di un esercente derivante da un incidente nucleare può superare la cifra stabilita, per quanto lo riguarda, dall'articolo 7.

F. L'articolo 6 è sostituito dal seguente testo:

ARTICOLO 6

(a) Il diritto al risarcimento di un danno causato da un incidente nucleare può essere fatto valere solo nei confronti di un esercente responsabile del danno stesso, ai termini della presente Convenzione; esso può essere anche fatto valere nei confronti dell'assicuratore o contro chiunque abbia concesso una garanzia finanziaria all'esercente, ai termini dell'articolo 10, sempre che il diritto nazionale preveda un diritto di azione diretta contro l'assicuratore o contro chiunque abbia accordato una garanzia finanziaria.

(b) Ferme restando le disposizioni del presente articolo, nessun altro è tenuto al risarcimento del danno causato da un incidente nucleare; tuttavia, tale disposizione non può pregiudicare l'applicazione degli accordi internazionali nel settore dei trasporti attualmente in vigore o in corso di sottoscrizione, di ratificazione o di adesione, alla data della presente Convenzione.

(c) (i) Le disposizioni emanate dalla presente Convenzione non pregiudicano la responsabilità:

1. di qualsiasi persona fisica che, per una azione o una omissione derivante dall'intenzione di arrecare un danno, ha determinato un danno risultante da un incidente nucleare, di cui l'esercente, ai termini dell'articolo 3 (a) (ii) (1) e (2) o dell'articolo 9, non è responsabile, ai sensi della presente Convenzione;
2. della persona debitamente autorizzata ad esercire un reattore facente parte di un mezzo di trasporto per un danno causato da un incidente nucleare, quando un esercente non è responsabile del danno stesso, ai sensi dell'articolo 4 (a) (iii) o (b) (iii).

(ii) L'esercente non può essere ritenuto responsabile, al di fuori della presente Convenzione, di un danno causato da un incidente nucleare, salvo quando non sia stato applicato l'articolo 7 (c), e in tal caso solamente nella misura in cui sono state prese particolari disposizioni per quanto riguarda il danno al mezzo di trasporto, sia nella legislazione nazionale, sia nella legislazione della parte contraente sul territorio della quale è installato l'impianto nucleare.

(d) Chiunque abbia risarcito un danno causato da un incidente nucleare in virtù di un accordo internazionale previsto dal paragrafo (b) del presente articolo, o in virtù della legislazione di uno Stato non

aderente alla Convenzione, acquisisce per surrogazione, fino alla concorrenza della somma versata, i diritti di cui la persona indennizzata avrebbe beneficiato in virtù della presente Convenzione.

(e) Chiunque avendo la sua sede principale di esercente sul territorio di una Parte Contraente, o i suoi dipendenti, abbiano risarcito un danno nucleare prodotto da un incidente nucleare verificatosi sul territorio di uno Stato non aderente alla Convenzione o un danno subito su tale territorio, acquisisce, fino alla concorrenza della somma versata, i diritti di cui la persona indennizzata avrebbe beneficiato in mancanza dell'articolo 2.

(f) L'esercente ha diritto di ricorso solamente:

- (i) se il danno deriva da una azione o da una omissione dovuta alla intenzione di causare un danno contro la persona fisica autrice dell'azione o dell'omissione internazionale stessa;
- (ii) se e nella misura in cui il ricorso è previsto espressamente con contratto.

(g) Fintantochè l'esercente abbia un diritto di ricorso contro una persona ai sensi del paragrafo (f) del presente articolo, tale persona non può avere un diritto contro l'esercente, ai sensi del paragrafo (d) o (e) del presente articolo.

(h) Se il risarcimento del danno interessa un sistema nazionale o pubblico di assicurazione sanitaria, di previdenza sociale o di risarcimento degli incidenti di lavoro e malattie professionali, i diritti dei beneficiari di tale sistema e gli eventuali ricorsi che possono essere inoltrati contro l'esercente sono regolati dalla legge della Parte Contraente o dalle disposizioni dell'organizzazione intergouvernativa che ha stabilito tale sistema.

G. L'articolo 7 è sostituito dal seguente testo:

ARTICOLO 7

(a) L'ammontare totale dei risarcimenti pagabili per un danno causato da un incidente nucleare non può superare l'ammontare massimo della responsabilità, fissato in base al presente articolo.

(b) L'ammontare massimo della responsabilità dell'esercente per i danni prodotti da un incidente nucleare è stabilito in 15.000.000 di unità di conto dell'Accordo Monetario Europeo, così come sono definite alla data della presente Convenzione (d'ora in poi chiamate "unità di conto"). Tuttavia, un'altra cifra, più o meno elevata, può essere stabilita dalla legislazione di una Parte Contraente, tenuto conto della possibilità per l'esercente di ottenere l'assicurazione o un'altra garanzia finanziaria richiesta dall'articolo 10, senza tuttavia che l'ammontare così fissato possa essere inferiore a 5.000.000 di unità di conto.

Le cifre previste in tale paragrafo possono essere convertite in valuta nazionale in cifre arrotondate.

(c) L'eccezione che risulta dal capoverso (a) (ii) (2) dell'articolo 3 può essere eliminata dalla legislazione di una Parte Contraente, purchè in nessun caso l'inclusione dei danni al mezzo di trasporto abbia per effetto di ridurre la responsabilità dell'esercente per gli altri danni ad una cifra inferiore a 5.000.000 di unità di conto.

(d) L'ammontare stabilito in virtù del paragrafo (b) del presente articolo per la responsabilità degli esercenti di impianti nucleari installati sul territorio di una Parte Contraente nonchè le disposizioni della legislazione di una Parte Contraente prese ai termini del paragrafo (c) del presente articolo, si applicano alla responsabilità dei suddetti esercenti, qualunque sia il luogo dove si verifica l'incidente nucleare.

(e) Una Parte Contraente può subordinare il transito di sostanze nucleari attraverso il proprio territorio, alla condizione che l'ammontare massimo della responsabilità dell'esercente straniero in questione sia aumentata, se la Parte stessa stima che il detto ammontare non copra adeguatamente i rischi di un incidente nucleare durante il transito stesso. Tuttavia l'ammontare massimo così aumentato non può superare l'ammontare massimo della responsabilità degli esercenti di impianti nucleari situati sul territorio di tale Parte Contraente.

(f) Le disposizioni di cui al paragrafo (e) del presente articolo non sono applicate:

- (i) al trasporto via mare quando vi sia, in base al diritto internazionale, un diritto di riparo nei porti della detta Parte Contraente, in conseguenza di un pericolo imminente, oppure un diritto di passaggio inoffensivo attraverso il suo territorio;
- (ii) al trasporto via aerea quando vi sia, in base ad un accordo o al diritto internazionale, un diritto di sorvolo del territorio o di atterraggio sul territorio della detta Parte Contraente.

(g) Gli interessi e le spese liquidate dal tribunale interessato ad una azione di risarcimento in base alla presente Convenzione, non sono considerati come indennità nel senso della presente Convenzione e sono dovuti dall'esercente in più dell'ammontare dei risarcimenti che possono essere pretesi in virtù del presente articolo.

H. L'articolo 8 è sostituito dal seguente testo:

ARTICOLO 8

(a) Le azioni di risarcimento, in virtù della presente Convenzione, devono essere intentate sotto pena di decadenza, nel termine di dieci anni a decorrere dall'incidente nucleare. Tuttavia, la legislazione nazionale può fissare un termine di decadenza superiore ai dieci anni, se la Parte Contraente sul cui territorio è installato l'impianto nucleare del quale l'esercente è responsabile, prevede misure per coprire la responsabilità dell'esercente nei confronti di azioni di risarcimento avanzate dopo la scadenza del termine di dieci anni e durante il periodo di proroga di tale termine. Tuttavia, tale proroga del termine di decadenza non può portare alcun pregiudizio ai diritti al risarcimento, in virtù della presente

Convenzione, delle persone che hanno intentato contro l'esercente un'azione per la morte o per danno alle persone prima della scadenza del suddetto termine di dieci anni.

(b) Nel caso di danno prodotto da un incidente nucleare che interessa combustibili nucleari, prodotti o residui radioattivi che erano, al momento dell'incidente, rubati, smarriti, gettati in mare o abbandonati e non erano stati recuperati, il termine previsto dal paragrafo (a) di questo articolo è calcolato a partire dal momento dell'incidente nucleare, ma non può in ogni caso superare i venti anni a decorrere dalla data del furto, della perdita, dello scarico in mare o dell'abbandono.

(c) La legislazione nazionale può stabilire un termine di decadenza o di prescrizione di due anni almeno, sia a partire dal momento in cui la parte lesa ha preso conoscenza del danno e dell'esercente responsabile, sia a partire dal momento in cui egli ha dovuto presumibilmente prenderne conoscenza, senza che il termine stabilito in base ai paragrafi (a) o (b) di questo articolo possa essere superato.

(d) Nei casi previsti dall'articolo 13(c)(ii) non c'è decadenza dall'azione di risarcimento, se, nel termine previsto dal paragrafo (a) del presente articolo,

(i) è stata intentata un'azione, prima che il Tribunale di cui all'articolo 17 abbia preso una qualsiasi decisione dinanzi ad uno dei tribunali tra i quali il Tribunale in parola può scegliere; se il Tribunale designa come tribunale competente un altro che non sia quello dinanzi al quale l'azione è già stata intentata, esso può fissare un termine nel quale l'azione deve essere intentata dinanzi al tribunale competente designato;

(ii) una domanda è stata inoltrata presso una Parte Contraente interessata, in vista della designazione del tribunale competente da parte del Tribunale, ai sensi dell'articolo 13(c)(ii), purché dopo tale designazione, sia intentata un'azione nel termine che sarebbe fissato dal suddetto Tribunale.

(e) Salvo disposizioni contrarie del diritto nazionale, una persona che abbia subito un danno a seguito di un incidente nucleare e abbia intentato un'azione di risarcimento nel termine previsto dal presente articolo, può presentare una domanda complementare in caso di aggravarsi del danno dopo la scadenza di tale termine, fintantoché non sia intervenuta una decisione definitiva.

I. L'articolo 9 è sostituito dal seguente:

ARTICOLO 9

L'esercente non è responsabile dei danni prodotti da un incidente nucleare se tale incidente è dovuto direttamente ad azioni di conflitto armato, di ostilità, di guerra civile, di moti insurrezionali o, salvo disposizione contraria della legislazione della Parte Contraente sul territorio della quale è situato il suo impianto nucleare, a cataclismi naturali di carattere eccezionale.

J. L'articolo 13 è sostituito dal seguente testo:

ARTICOLO 13

(a) Salvo i casi in cui il presente articolo non disponga diversamente, i tribunali della Parte Contraente sul cui territorio l'incidente nucleare si è verificato, sono gli unici competenti per decidere sulle azioni instaurate in virtù degli articoli 3, 4, 6 (a) e 6 (e).

(b) Quando un incidente nucleare ha luogo fuori dei territori delle Parti Contraenti, o quando il luogo dell'incidente non può essere determinato con esattezza, i tribunali della Parte Contraente sul cui territorio è installato l'impianto nucleare del quale l'esercente è responsabile, sono gli unici competenti.

(c) Quando, in virtù dei paragrafi (a) o (b) del presente articolo i Tribunali di diverse Parti Contraenti sono competenti contemporaneamente, la competenza è attribuita:

- (i) se l'incidente nucleare si è verificato in parte fuori del territorio di qualunque Parte Contraente ed in parte sul territorio di una sola delle Parti Contraenti, ai Tribunali di questa ultima;
- (ii) in tutti gli altri casi, ai tribunali della Parte Contraente designata, su domanda di una Parte Contraente interessata, dal Tribunale di cui all'articolo 17, nella qualità di maggiormente interessata alla questione.

(d) Quando le decisioni pronunciate in contraddittorio anche se dal Tribunale competente in virtù delle disposizioni del presente articolo sono esecutive secondo le leggi applicate da quel tribunale, esse divengono altresì esecutive sul territorio di tutte le altre Parti Contraenti a partire dall'adempimento delle formalità prescritte dalla Parte Contraente interessata. Non è ammesso alcun riesame del merito della questione. Tale disposizione non si applica ai giudizi provvisoriamente esecutivi.

(e) Se una azione di risarcimento è intentata contro una Parte Contraente in virtù della presente Convenzione, detta Parte non può invocare la sua immunità di giurisdizione dinanzi al tribunale competente in virtù del presente articolo, salvo che per quanto attiene alle misure di esecuzione.

K. L'allegato I è costituito dal seguente testo:

ALLEGATO I

Alla firma della presente Convenzione nonché alla firma del Protocollo Addizionale, sono state accettate le seguenti riserve:

1. *Articolo 6 (a) e (c) (i):*

Riserva del Governo della Repubblica Federale di Germania, del Governo della Repubblica d'Austria e del Governo del Regno di Grecia.

Riserva del diritto di lasciare sussistere, per disposizione della legislazione nazionale, la responsabilità di una persona che non sia l'esercente, purchè tale persona sia interamente coperta, anche in caso

di azione male intentata, sia da una polizza di assicurazione o da altra garanzia finanziaria ottenuta dall'esercente, sia per mezzo di fondi pubblici.

2. *Articolo 6 (b) e (d):*

Riserva del Governo della Repubblica d'Austria, del Governo del Regno di Grecia, del Governo del Regno di Norvegia e del Governo del Regno di Svezia.

Riserva del diritto di considerare le proprie leggi nazionali contenenti disposizioni equivalenti a quelle degli accordi internazionali previsti dell'articolo 6 (b) come accordi internazionali ai fini dell'articolo 6 (b) e (d).

3. *Articolo 8 (a):*

Riserva del Governo della Repubblica Federale di Germania e del Governo della Repubblica d'Austria.

Riserva del diritto di stabilire, per quanto riguarda gli incidenti nucleari avvenuti rispettivamente nella Repubblica Federale di Germania e nella Repubblica d'Austria, un termine di decadenza superiore a dieci anni, ove siano state previste misure atte a coprire la responsabilità dell'esercente nei riguardi di azioni di risarcimento avanzate dopo la scadenza del termine di dieci anni e durante il periodo di prolungamento di tale termine.

4. *Articolo 9:*

Riserva del Governo della Repubblica Federale di Germania e del Governo della Repubblica d'Austria.

Riserva del diritto di prevedere, per quanto riguarda gli incidenti nucleari avvenuti rispettivamente nella Repubblica Federale tedesca e nella Repubblica d'Austria, che l'esercente sia responsabile dei danni prodotti da un incidente nucleare, se tale incidente dipende direttamente da atti di conflitto armato, di ostilità, di guerra civile, di moti insurrezionali o a cataclismi naturali di carattere eccezionale.

5. *Articolo 19:*

Riserva del Governo della Repubblica Federale di Germania del Governo della Regno di Grecia.

Riserva del diritto di considerare la ratifica della presente Convenzione come comportante l'obbligo, in conformità al diritto internazionale, di prendere nell'ambito nazionale disposizioni relative alla responsabilità civile nel campo dell'energia nucleare, conformi alle disposizioni della presente Convenzione.

II

(a) Le disposizioni del presente Protocollo Addizionale fanno parte integrante della Convenzione sulla Responsabilità Civile nel campo dell'Energia Nucleare del 29 luglio 1960 (d'ora in poi chiamata la "Convenzione").

(b) Il presente Protocollo Addizionale sarà ratificato o confermato. Gli strumenti di ratifica del presente Protocollo Addizionale saranno depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione Economica di Cooperazione e di Sviluppo e, eventualmente, gli sarà notificata la conferma del presente Protocollo Addizionale.

(c) I firmatari del presente Protocollo Addizionale che hanno già ratificato la Convenzione, si impegnano a ratificare o a confermare appena possibile il presente Protocollo Addizionale. Gli altri firmatari del presente Protocollo Addizionale, si impegnano a ratificarlo o a confermarlo contemporaneamente alla Convenzione. Non sarà accettata alcuna adesione alla Convenzione se non accompagnata dalla ratifica o dalla conferma del presente Protocollo Addizionale.

(d) Il Segretario Generale dell'Organizzazione darà comunicazione a tutti i Firmatari, nonché ai Governi che hanno aderito alla Convenzione, della ricezione degli strumenti di ratifica e della notifica delle conferme.

(e) Per il calcolo del numero di ratifiche previste dall'articolo 19 (b) della Convenzione per la sua entrata in vigore, si terrà conto solamente dei firmatari che avranno ratificato la Convenzione e ratificato o confermato il presente Protocollo Addizionale.

AANVULLEND PROTOCOL
BIJ HET VERDRAG INZAKE WETTELIJKE AANSPRAKELIJKHEID
OP HET GEBIED VAN DE KERNENERGIE

DE REGERINGEN van de Bondsrepubliek Duitsland, de Republiek Oostenrijk, het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, Spanje, de Franse Republiek, het Koninkrijk Griekenland, de Italiaanse Republiek, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk Noorwegen, het Koninkrijk der Nederlanden, de Portugese Republiek, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, het Koninkrijk Zweden, de Zwitserse Bondsstaat en de Republiek Turkije, die het Verdrag hebben ondertekend inzake wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie van 29 juli 1960, dat werd gesloten te Parijs binnen het kader van het Europese Agentschap voor Kernenergie van de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking, thans genaamd de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling;

OVERWEGENDE dat op een internationale conferentie die in Wenen onder auspiciën van de Internationale Atoomorganisatie van 29 april t/m 19 mei 1963 is bijeengekomen, en waar de ondertekenende Regeringen waren vertegenwoordigd, een Internationaal Verdrag inzake wettelijke aansprakelijkheid voor kernschade werd aanvaard;

VASTSTELLEND dat krachtens artikel XVII van dat Verdrag de toepassing van het Verdrag van Parijs tussen de Regeringen die het Verdrag van Parijs hebben ondertekend hierdoor niet zal worden beïnvloed;

VERLANGENDE evenwel zekerheid te geven dat er voor zover mogelijk geen tegenstrijdigheid tussen de twee Verdragen zal bestaan, zodat zij indien zij dit wensen bij beide Verdragen partij kunnen worden;

ZIJN OVEREENGEKOMEN als volgt:

I

Het Verdrag inzake wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie van 29 juli 1960 wordt als volgt gewijzigd:

A. De laatste alinea van de preambule wordt door de volgende tekst vervangen:

OVERTUIGD van de noodzaak om te komen tot gelijklopende grondregelen welke in de verschillende landen van toepassing zullen zijn op de aansprakelijkheid voor die schade, waarbij het die landen zal blijven vrijstaan nationaal de aanvullende maatregelen te treffen, welke

zij nodig achten, waaronder begrepen de toepassing van de bepalingen van dit Verdrag op schade veroorzaakt door niet onder dit Verdrag vallende ongevallen ten gevolge van ioniserende straling.

B. Artikel 2 wordt vervangen door de volgende tekst:

ARTIKEL 2

Dit Verdrag is, tenzij de wetgeving van de Verdragsluitende Partij op wier grondgebied de kerninstallatie van de aansprakelijke exploitant is gelegen anders bepaalt, niet van toepassing op kernongevallen welke zich voordoen op het grondgebied van een niet-Verdragsluitende Staat, noch op schade op zodanig grondgebied geleden, behoudens wat betreft de in artikel 6 (e) bedoelde rechten.

C. Artikel 3 wordt vervangen door de volgende tekst:

ARTIKEL 3

(a) De exploitant van een kerninstallatie is, overeenkomstig dit Verdrag, aansprakelijk voor:

- (i) elke schade toegebracht aan personen;
- (ii) elke schade toegebracht aan goederen of vermogen, met uitzondering van:
 1. de kerninstallatie zelf en alle goederen op het terrein van die installatie die worden gebruikt of bestemd zijn om te worden gebruikt in verband met die installatie;
 2. in de gevallen bedoeld in artikel 4, het vervoermiddel waarin de betrokken nucleaire stoffen zich op het tijdstip van het kernongeval bevonden,

indien bewezen wordt dat bovenbedoelde schade (hierna te noemen "schade") is veroorzaakt door een kernongeval waarbij hetzij in de installatie aanwezige splijtstoffen of radioactieve producten of afvalstoffen, hetzij van die installatie afkomstige nucleaire stoffen betrokken waren, behoudens het bepaalde in artikel 4.

(b) In gevallen waarin de schade wordt veroorzaakt door een kernongeval en door een ongeval niet zijnde een kernongeval tezamen, wordt het gedeelte van de schade dat door zulk een ander ongeval wordt veroorzaakt voor zover dit redelijkerwijze niet te scheiden valt van de door het kernongeval veroorzaakte schade, beschouwd als door het kernongeval veroorzaakte schade. In gevallen waarin de schade wordt veroorzaakt door een kernongeval en door een niet onder dit Verdrag vallend vrijkomen van ioniserende straling tezamen, wordt de aansprakelijkheid van enigerlei persoon in verband met dit vrijkomen van ioniserende straling door niets in dit Verdrag beperkt of anderszins aangetast.

(c) Elke Verdragsluitende Partij kan in haar wetgeving bepalen dat de aansprakelijkheid van de exploitant van een kerninstallatie die op haar grondgebied is gelegen aansprakelijkheid insluit voor schade die ontstaat uit of het gevolg is van ioniserende straling afkomstig van andere stralingsbronnen binnen die installatie, dan die bedoeld in lid (a) van dit artikel.

D. Artikel 4 wordt door de volgende tekst vervangen :

ARTIKEL 4

Ten aanzien van vervoer van nucleaire stoffen, met inbegrip van de daarmee verband houdende opslag, geldt onverminderd het bepaalde in artikel 2 het volgende :

- (a) De exploitant van een kerninstallatie is overeenkomstig dit Verdrag aansprakelijk voor de schade indien bewezen wordt dat deze is veroorzaakt door een kernongeval buiten die installatie waarbij nucleaire stoffen zijn betrokken, welke vandaar werden vervoerd, doch alleen indien het ongeval zich voordoet :
- (i) voordat de aansprakelijkheid met betrekking tot kernongevallen waarbij die nucleaire stoffen zijn betrokken door de exploitant van een andere kerninstallatie is aanvaard ingevolge de uitdrukkelijke bepalingen van een schriftelijke overeenkomst;
 - (ii) bij gebreke van zulke uitdrukkelijke bepalingen, voordat de exploitant van een andere kerninstallatie de nucleaire stoffen heeft overgenomen; of
 - (iii) in gevallen waarin de nucleaire stoffen bestemd zijn om te worden gebruikt in een reactor die deel uitmaakt van een vervoermiddel, voordat de persoon die bevoegd is die reactor te exploiteren de nucleaire stoffen heeft overgenomen; maar
 - (iv) in gevallen waarin de nucleaire stoffen zijn gezonden naar een persoon op het grondgebied van een niet-Verdragsluitende Staat, voordat zij zijn uitgeladen uit het vervoermiddel waarmede zij op het grondgebied van die niet-Verdragsluitende Staat zijn aangekomen.
- (b) De exploitant van een kerninstallatie is overeenkomstig dit Verdrag aansprakelijk voor de schade indien bewezen wordt dat deze is veroorzaakt door een kernongeval buiten die installatie, waarbij nucleaire stoffen zijn betrokken welke daarheen werden vervoerd, doch alleen indien het ongeval zich voordoet :
- (i) nadat de aansprakelijkheid met betrekking tot kernongevallen waarbij die nucleaire stoffen zijn betrokken ingevolge de uitdrukkelijke bepalingen van een schriftelijke overeenkomst aan hem is overgedragen door de exploitant van een andere kerninstallatie;
 - (ii) bij gebreke van zulke uitdrukkelijke bepalingen, nadat hij de nucleaire stoffen heeft overgenomen; of

- (iii) nadat hij de nucleaire stoffen heeft overgenomen van een persoon die een reactor exploiteert, die deel uitmaakt van een vervoermiddel; maar
 - (iv) in gevallen waarin de nucleaire stoffen met schriftelijke toestemming van de exploitant zijn verzonden door een persoon op het grondgebied van een niet-Verdragsluitende Staat, nadat zij zijn geladen in het vervoermiddel waarmee zij buiten het grondgebied van die Staat zullen worden gebracht.
- (c) De overeenkomstig dit Verdrag aansprakelijke exploitant dient de vervoerder te voorzien van een certificaat, afgegeven door of namens de verzekeraar of andere persoon, die de volgens artikel 10 vereiste financiële zekerheid heeft gesteld. Het certificaat dient de naam en het adres van die exploitant te vermelden, alsmede het bedrag, de aard en de duur van de zekerheid. Deze gegevens kunnen niet worden betwist door de persoon door of namens wie het certificaat is afgegeven. Het certificaat vermeldt tevens de nucleaire stoffen en de reis ten aanzien waarvan de zekerheid geldt, en bevat eveneens een verklaring van het bevoegde openbare gezag dat de daarin genoemde persoon exploitant is in de zin van dit Verdrag.
- (d) Een Verdragsluitende Partij kan in haar wetgeving bepalen, dat onder de daarin gestelde voorwaarden en indien is voldaan aan de vereisten van artikel 10 (a), een vervoerder op zijn verzoek en met toestemming van de exploitant van een op het grondgebied van die Partij gelegen kerninstallatie bij besluit van het bevoegde openbare gezag, in plaats van die exploitant aansprakelijk zal zijn overeenkomstig dit Verdrag. In dat geval zal de vervoerder voor de toepassing van dit Verdrag ten aanzien van kernongevallen welke zich tijdens het vervoer van nucleaire stoffen voordoen in elk opzicht worden beschouwd als exploitant van een kerninstallatie op het grondgebied van de Verdragsluitende Partij wier wetgeving aldus bepaalt.

E. Artikel 5 wordt vervangen door de volgende tekst:

ARTIKEL 5

(a) Indien de splijtstoffen of radioactieve producten of afvalstoffen welke bij een kernongeval zijn betrokken zich in meer dan een kerninstallatie hebben bevonden en zich op het tijdstip waarop de schade wordt veroorzaakt in een kerninstallatie bevinden, is geen der exploitanten van de kerninstallaties waarin zij zich voordien hebben bevonden aansprakelijk voor de schade.

(b) In gevallen echter, waarin de schade wordt veroorzaakt door een kernongeval dat plaatsvindt in een kerninstallatie en waarbij slechts nucleaire stoffen betrokken zijn welke daarin tijdens het vervoer zijn opgeslagen, is de exploitant van die kerninstallatie niet aansprakelijk indien een andere exploitant of een persoon ingevolge artikel 4 aansprakelijk is.

(c) Indien de splijtstoffen of radioactieve produkten of afvalstoffen welke bij een kernongeval zijn betrokken zich in meer dan een kerninstallatie hebben bevonden en zich op het tijdstip waarop de schade wordt veroorzaakt niet in een kerninstallatie bevinden, is voor de schade geen andere exploitant aansprakelijk dan de exploitant van de laatste kerninstallatie waarin deze zich bevonden voordat de schade werd veroorzaakt dan wel de exploitant die deze daarna heeft overgenomen.

(d) Indien schade aanleiding geeft tot aansprakelijkheid van meer dan een exploitant overeenkomstig dit Verdrag, zijn die exploitanten hoofdelijk en ieder voor het geheel aansprakelijk, met dien verstande dat indien een zodanige aansprakelijkheid ontstaat ten gevolge van schade veroorzaakt door een kernongeval waarbij nucleaire stoffen tijdens het vervoer in een en hetzelfde vervoermiddel of, in het geval van opslag verband houdende met het vervoer, in een en dezelfde kerninstallatie betrokken zijn, als hoogste totale bedrag van de aansprakelijkheid van die exploitanten zal gelden het hoogste bedrag dat voor een van hen overeenkomstig artikel 7 is vastgesteld; in geen geval zal een exploitant in verband met een kernongeval meer behoeven te betalen dan het overeenkomstig artikel 7 voor hem vastgestelde bedrag.

F. Artikel 6 wordt vervangen door de volgende tekst:

ARTIKEL 6

(a) Het recht op vergoeding van schade ontstaan door een kernongeval kan slechts worden uitgeoefend tegen een exploitant die overeenkomstig dit Verdrag aansprakelijk is voor de schade of, indien het volgens het nationale recht mogelijk is de verzekeraar of andere persoon, die de volgens artikel 10 vereiste financiële zekerheid heeft gesteld, rechtstreeks aan te spreken, jgens de verzekeraar of die andere persoon.

(b) Tenzij in dit artikel anders is bepaald, is niemand anders aansprakelijk voor schade veroorzaakt door een kernongeval; deze bepaling laat echter onverlet de toepassing van internationale overeenkomsten op het gebied van het vervoer, die op de datum van dit Verdrag van kracht zijn of open staan ter ondertekening, bekrachtiging of toetreding.

(c) (i) Dit Verdrag laat onverlet de aansprakelijkheid van:

1. natuurlijke personen, voor schade veroorzaakt door een kernongeval waarvoor de exploitant krachtens artikel 3 (a) (ii) (1) en (2) of artikel 9, niet aansprakelijk is overeenkomstig dit Verdrag en welke het gevolg is van een handelen of nalaten van die natuurlijke personen met het opzet schade te veroorzaken;
2. de persoon die bevoegd is een reactor te exploiteren, welke deel uitmaakt van een vervoermiddel, voor schade veroorzaakt door een kernongeval wanneer ingevolge artikel 4 (a) (iii) of (b) (iii) geen exploitant voor die schade aansprakelijk is.

(ii) De exploitant is niet buiten dit Verdrag om aansprakelijk voor schade veroorzaakt door een kernongeval, behalve in gevallen waarin geen gebruik is gemaakt van het in artikel 7(c) voorziene recht, en dan nog slechts in zoverre de nationale wetgeving of de wetgeving van de Verdragsluitende Partij op wier grondgebied de kerninstallatie van de aansprakelijke exploitant is gelegen, heeft voorzien in speciale bepalingen betreffende schade aan het vervoermiddel.

(d) Iedere persoon die met betrekking tot door een kernongeval veroorzaakte schade schadevergoeding heeft betaald krachtens een in lid (b) van dit artikel bedoelde internationale overeenkomst of krachtens de wetgeving van een niet-Verdragsluitende Staat, verkrijgt bij subrogatie de rechten ingevolge dit Verdrag van de persoon die schade heeft geleden en aan wie hij die schadevergoeding heeft betaald, tot het bedrag dat hij heeft betaald.

(e) Iedere persoon die zijn hoofdbedrijf op het grondgebied van een Verdragsluitende Partij heeft of die in dienst van een zodanig persoon is en die schadevergoeding heeft betaald met betrekking tot schade veroorzaakt door een kernongeval dat op het grondgebied van een niet-Verdragsluitende Staat plaatshad, of met betrekking tot op zulk een grondgebied geleden schade, verkrijgt de rechten welke de persoon aan wie hij schadevergoeding heeft betaald jegens de exploitant gehad zou hebben zonder de bepaling van artikel 2, tot het bedrag dat hij heeft betaald.

(f) De exploitant heeft slechts recht van verhaal:

(i) indien de door een kernongeval veroorzaakte schade het gevolg is van een handelen of nalaten met het opzet schade te veroorzaken, op de natuurlijke persoon die met dat opzet heeft gehandeld of nagelaten heeft te handelen;

(ii) indien en voor zover dit uitdrukkelijk bij overeenkomst is bepaald.

(g) Voor zover de exploitant overeenkomstig lid (f) van dit artikel recht van verhaal heeft op een ander mist deze tegen de exploitant het verhaalsrecht bedoeld in lid (d) of lid (e) van dit artikel.

(h) Indien bepalingen van regelingen betreffende nationale of andere openbare ziektekostenverzekering, sociale zekerheid, arbeidsongevallen- of beroepsziekteverzekering, mede voorzien in vergoeding van schade veroorzaakt door een kernongeval, worden de aanspraken van rechthebbenden uit hoofde van die regelingen, alsmede het verhaalsrecht op grond van die regelingen, vastgesteld bij de wet van de Verdragsluitende Partij of in de voorschriften van de intergouvernementele organisatie die bedoelde regelingen heeft ingesteld.

G. Artikel 7 wordt vervangen door de volgende tekst:

ARTIKEL 7

(a) Het totaal der vergoedingen te betalen voor door een kernongeval veroorzaakte schade zal het overeenkomstig dit artikel vastgestelde maximumbedrag der aansprakelijkheid niet overschrijden.

(b) Het maximumbedrag waarvoor de exploitant aansprakelijk is in verband met door een kernongeval veroorzaakte schade bedraagt 15.000.000 rekeneenheden van de Europese Monetaire Overeenkomst als vastgesteld op de datum van dit Verdrag (hiera te noemen "rekeneenheden"), met dien verstande, dat een Verdragsluitende Partij, met inachtneming van de mogelijkheden welke de exploitant heeft om de ingevolge artikel 10 vereiste verzekering af te sluiten of andere financiële zekerheid te verkrijgen, bij de wet een hoger of lager bedrag kan vaststellen, doch in geen geval een bedrag lager dan 5.000.000 rekeneenheden. De bovengenoemde bedragen mogen worden omgerekend in de nationale munteenheid in ronde bedragen.

(c) Iedere Verdragsluitende Partij kan bij de wet bepalen, dat de uitzondering van artikel 3 (a) (ii) (2) niet van toepassing is, op voorwaarde dat door het aansprakelijk stellen van de exploitant mede voor de schade aan het vervoermiddel diens aansprakelijkheid voor de andere schade in geen geval wordt teruggebracht tot een lager bedrag dan 5.000.000 rekeneenheden.

(d) Het overeenkomstig lid (b) van dit artikel vastgestelde bedrag waarvoor exploitanten van kerninstallaties op het grondgebied van een Verdragsluitende Partij aansprakelijk zijn, alsmede de wettelijke bepalingen van een Verdragsluitende Partij als bedoeld in lid (c) van dit artikel, zijn van toepassing op de aansprakelijkheid van genoemde exploitanten, ongeacht waar het kernongeval zich voordoet.

(e) Iedere Verdragsluitende Partij kan de doorvoer van, nucleaire stoffen over haar grondgebied afhankelijk stellen van de voorwaarde dat het maximumbedrag waarvoor de betrokken buitenlandse exploitant aansprakelijk is, wordt verhoogd indien zij van mening is dat dit bedrag de risico's van een kernongeval tijdens de doorvoer niet voldoende dekt, met dien verstande dat het aldus verhoogde maximumbedrag niet meer zal bedragen dan het maximumbedrag waarvoor de exploitanten van op haar grondgebied gelegen kerninstallaties aansprakelijk zijn.

(f) De bepalingen van lid (e) van dit artikel zijn niet van toepassing op:

- (i) zeevervoer in de gevallen waarin het internationale recht voorziet in het recht de havens van een zodanige Verdragsluitende Partij bij dreigend gevaar binnen te varen, of in het recht van onschuldige doorvaart door haar grondgebied, of
- (ii) luchtvervoer in de gevallen waarin, krachtens een overeenkomst of krachtens het internationale recht, het recht bestaat over het grondgebied van een zodanige Verdragsluitende Partij te vliegen of er te landen.

(g) Alle kosten en interesten welke door de rechter naar aanleiding van een rechtsvordering tot schadevergoeding krachtens dit Verdrag worden toegewezen, worden niet beschouwd als schadevergoeding in de zin van dit Verdrag en zijn door de exploitant verschuldigd boven het bedrag waarvoor hij overeenkomstig dit artikel aansprakelijk is.

H. Artikel 8 wordt door de volgende tekst vervangen :

ARTIKEL 8

(a) Het recht op schadevergoeding krachtens dit Verdrag vervalt indien niet binnen tien jaar na de datum van kernongeval een rechtsvordering is ingesteld. De nationale wetgeving kan evenwel een langere termijn dan tien jaar vaststellen indien de Verdragsluitende Partij op wier grondgebied de kerninstallatie van de aansprakelijke exploitant is gelegen, maatregelen heeft genomen om de aansprakelijkheid van die exploitant te dekken met betrekking tot alle rechtsvorderingen voor schadevergoeding welke zijn ingesteld tijdens de verlengingstermijn na het verstrijken van de termijn van tien jaar; een dergelijke verenging van de vervaltermijn zal echter in elk geval onverlet laten het recht op schadevergoeding krachtens dit Verdrag van een ieder die een rechtsvordering tegen de exploitant voor het verstrijken van de termijn van tien jaar heeft ingesteld terzake van schade aan personen.

(b) In het geval van schade veroorzaakt door een kernongeval waarbij splijtstoffen of radioactieve produkten of afvalstoffen betrokken zijn die ten tijde van het ongeval zijn gestolen, verloren, geworpen of verlaten en niet opnieuw in bezit zijn genomen, wordt de overeenkomstig lid (a) van dit artikel vastgestelde termijn gerekend van de datum, waarop dit kernongeval plaatsvond; deze termijn mag echter in geen geval langer zijn dan twintig jaar te rekenen van de datum van de diefstal, het verlies, de werping of het verlaten.

(c) Bij nationale wet kan een termijn van tenminste twee jaar worden vastgesteld als verval- of verjaringstermijn, ingaande op de dag, waarop de persoon die schade heeft geleden kennis draagt of redelijkerwijze geacht kan worden kennis te dragen van de schade en van de aansprakelijke exploitant, met dien verstande dat de overeenkomstig de leden (a) en (b) van dit artikel vastgestelde termijn niet zal worden overschreden.

(d) In de gevallen waarin de bepalingen van artikel 13 (c) (ii) van toepassing zijn, vervalt het recht op schadevergoeding echter niet indien binnen de in lid (a) van dit artikel gestelde termijn :

(i) voor de aanwijzing door het Tribunaal, bedoeld in artikel 17, een rechtsvordering is ingesteld bij een van de rechters, uit wie het Tribunaal een keuze kan doen; indien het Tribunaal beslist dat de bevoegde rechter een andere is dan die waarbij een zodanige rechtsvordering reeds is ingesteld kan het Tribunaal een termijn vaststellen waarbinnen een zodanige rechtsvordering bij de aldus aangewezen bevoegde rechter moet worden ingesteld, of

(ii) tot een betrokken Verdragsluitende Partij een verzoek is gericht de aanwijzing van een bevoegde rechter door het Tribunaal overeenkomstig artikel 13 (c) (ii) uit te lokken en na zodanige aanwijzing een rechtsvordering wordt ingesteld binnen de door het Tribunaal vast te stellen termijn.

(e) Tenzij het nationale recht voorziet in het tegendeel, kan een ieder die schade heeft geleden tengevolge van een kernongeval en die binnen de bij dit artikel vastgestelde termijn een rechtsvordering tot schadevergoeding heeft ingesteld, zijn eis in verband met toeneming van de schade na het verstrijken van die termijn wijzigen, mits de bevoegde rechter nog geen einduitspraak heeft gedaan.

I. Artikel 9 wordt door de volgende tekst vervangen :

ARTIKEL 9

De exploitant is niet aansprakelijk voor schade veroorzaakt door een kernongeval dat rechtstreeks te wijten is aan een gewapend conflict, vijandelijkheden, burgeroorlog, opstand of, tenzij de wetgeving van een Verdragsluitende Partij op wier grondgebied diens kerninstallatie is gelegen het tegendeel bepaalt, een ernstige natuurramp van uitzonderlijke aard.

J. Artikel 13 wordt vervangen door de volgende tekst :

ARTIKEL 13

(a) Tenzij in dit artikel anders is bepaald kunnen rechtsvorderingen ingevolge de artikelen 3, 4, 6 (a) en 6 (e) uitsluitend worden ingesteld bij de bevoegde rechters van de Verdragsluitende Partij op wier grondgebied het kernongeval heeft plaatsgevonden.

(b) In gevallen waarin een kernongeval plaatsvindt buiten het grondgebied van de Verdragsluitende Partijen of in gevallen waarin de plaats van het kernongeval niet met zekerheid kan worden vastgesteld zijn uitsluitend bevoegd de rechters van de Verdragsluitende Partij op wier grondgebied de kerninstallatie van de aansprakelijke exploitant is gelegen.

(c) Indien overeenkomstig lid (a) of (b) van dit artikel rechters van meer dan een Verdragsluitende Partij bevoegd zouden zijn, zijn bevoegd :

(i) in geval het kernongeval zich voordoet deels buiten het grondgebied van een Verdragsluitende Partij, en deels op het grondgebied van een enkele Verdragsluitende Partij, de rechters van die Verdragsluitende Partij, en

(ii) in elk ander geval de rechters van de Verdragsluitende Partij die op verzoek van een betrokken Verdragsluitende Partij door het in artikel 17 bedoelde Tribunaal is aangewezen als de Partij die het nauwst bij de zaak is betrokken.

(d) Indien op tegenspraak gewezen vonnissen of verstekvonnissen van de overeenkomstig dit artikel bevoegde rechter uitvoerbaar zijn geworden krachtens het door die rechter toegepaste recht, worden zij uitvoerbaar op het grondgebied van elke andere Verdragsluitende Partij zodra de door

de betrokken Verdragsluitende Partij vereiste formaliteiten zijn vervuld. De feiten van de zaak mogen niet opnieuw aan een onderzoek worden onderworpen. Voorgaande bepalingen zijn niet van toepassing op vonnissen die nog slechts uitvoerbaar zijn bij voorraad.

(e) Indien tegen een Verdragsluitende Partij een rechtsvordering krachtens het Verdrag is ingesteld, is het die Verdragsluitende Partij niet toegestaan voor de overeenkomstig dit artikel bevoegde rechter een beroep te doen op onschendbaarheid ten aanzien van rechtsvervolgving, behoudens met betrekking tot maatregelen ter tenuitvoerlegging.

K. Bijlage I wordt door de volgende tekst vervangen :

BIJLAGE I

De volgende voorbehouden zijn aanvaard op het tijdstip van de ondertekening van dit Verdrag of op het tijdstip van de ondertekening van het Aanvullend Protocol :

1. *Artikel 6 (a) en (c) (i) :*

Voorbehoud van de Regering van de Bondsrepubliek Duitsland, de Regering van de Republiek Oostenrijk en de Regering van het Koninkrijk Griekenland.

Voorbehoud van het recht bij nationale wet te bepalen dat andere personen dan de exploitant aansprakelijk kunnen blijven voor door een kernongeval veroorzaakte schade, op voorwaarde dat deze personen voor hun aansprakelijkheid volledig zijn gedekt, zelfs in geval van ongerechtvaardigde rechtsvorderingen, door middel van door de exploitant verkregen verzekering of andere financiële zekerheid of van openbare middelen.

2. *Artikel 6 (b) en (d) :*

Voorbehoud van de Regering van de Republiek Oostenrijk, de Regering van het Koninkrijk Griekenland, de Regering van het Koninkrijk Noorwegen en de Regering van het Koninkrijk Zweden.

Voorbehoud van het recht hun nationale wetgeving, waarin bepalingen voorkomen van gelijke strekking als die vervat in de in artikel 6 (b) bedoelde internationale overeenkomsten, te beschouwen als internationale overeenkomsten in de zin van artikel 6 (b) en (d).

3. *Artikel 8 (a) :*

Voorbehoud van de Regering van de Bondsrepubliek Duitsland en van de Regering van de Republiek Oostenrijk.

Voorbehoud van het recht met betrekking tot kernongevallen die zich voordoen in onderscheidenlijk de Bondsrepubliek Duitsland en de Republiek Oostenrijk een langere termijn dan tien jaar vast te stellen, indien maatregelen zijn genomen om de aansprakelijkheid te dekken van de exploitant ten aanzien van alle rechtsvorderingen voor schadevergoeding die na het verstrijken van de termijn van tien jaar zijn ingesteld tijdens de verlengingstermijn.

4. Artikel 9 :

Voorbehoud van de Regering van de Bondsrepubliek Duitsland en de Regering van de Republiek Oostenrijk.

Voorbehoud van het recht met betrekking tot kernongevallen die zich voordoen in onderscheidenlijk de Bondsrepubliek Duitsland en de Republiek Oostenrijk te bepalen dat de exploitant aansprakelijk is voor schade veroorzaakt door een kernongeval dat rechtstreeks te wijten is aan een gewapend conflict, vijandelijkheden, burgeroorlog, opstand of een ernstige natuurramp van uitzonderlijke aard.

5. Artikel 19 :

Voorbehoud van de Bondsrepubliek Duitsland, de Regering van de Republiek Oostenrijk en de Regering van het Koninkrijk Griekenland.

Voorbehoud van het recht het bekrachtigen van dit Verdrag te beschouwen als het scheppen van een verplichting krachtens het internationale recht om bij nationale wet bepalingen vast te stellen inzake wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie in overeenstemming met de bepalingen van dit Verdrag.

II

(a) De bepalingen van dit Aanvullende Protocol maken een integrerend deel uit van het Verdrag inzake wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie van 29 juli 1960 (hierna te noemen het "Verdrag").

(b) Dit Aanvullende Protocol wordt bekrachtigd of bevestigd. De akten van bekrachtiging van dit Aanvullende Protocol worden nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling. In het geval van bevestiging van dit Aanvullende Protocol wordt de Secretaris-Generaal hiervan in kennis gesteld.

(c) De Regeringen die dit Aanvullende Protocol hebben ondertekend en die het Verdrag reeds hebben bekrachtigd verplichten zich dit Aanvullende Protocol zo spoedig mogelijk te bekrachtigen of te bevestigen. De andere Regeringen die dit Aanvullende Protocol hebben ondertekend verplichten zich het te bekrachtigen of te bevestigen op het tijdstip waarop zij het Verdrag bekrachtigen. Toetreding tot het Verdrag zal slechts worden aanvaard indien dit samengaat met toetreding tot dit Aanvullende Protocol.

(d) De Secretaris-Generaal van de Organisatie stelt alle ondertekenende en toetredende Regeringen in kennis van de ontvangst van elke akte van bekrachtiging en de ontvangst van elke bevestiging.

(e) Voor de berekening van het aantal bekrachtigingen dat overeenkomstig artikel 19 (b) voor de inwerkingtreding van het Verdrag vereist is, wordt alleen met de ondertekenende Regeringen rekening gehouden, die het Verdrag hebben bekrachtigd en dit Aanvullende Protocol hebben bekrachtigd of bevestigd.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires soussignés dûment habilités, ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole.

FAIT à Paris le 28 janvier 1964, en français, en anglais, en allemand, en espagnol, en italien et en néerlandais, en un seul exemplaire qui restera déposé auprès du Secrétaire Général de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques qui en communiquera une copie certifiée conforme à tous les Signataires.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned Plenipotentiaries, duly empowered, have signed this Protocol.

DONE in Paris the 28th day of January 1964 in the English, French, German, Spanish, Italian and Dutch languages in a single copy which shall remain deposited with the Secretary-General of the Organisation for Economic Co-operation and Development by whom certified copies will be communicated to all Signatories.

ZU URKUND DESSEN haben die unterzeichneten, hierzu gehörig befugten Bevollmächtigten dieses Protokoll mit ihren Unterschriften versehen.

GESCHEHEN ZU Paris am 28. Januar 1964 in deutscher, englischer, französischer, spanischer, italienischer und niederländischer Sprache, in einer Urschrift, die beim Generalsekretär der Organisation für Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung hinterlegt wird; dieser übermittelt jedem Unterzeichnerstaat eine beglaubigte Abschrift.

EN FE DE LO CUAL los Plenipotenciarios infrascritos, debidamente habilitados, estampan sus firmas al pie del presente Protocolo.

HECHO en París el 28 de Enero de 1964, en francés, en inglés, en alemán, en español, en italiano y en neerlandés, en un ejemplar único que quedará depositado en poder del Secretario General de la Organización de Cooperación y Desarrollo Económicos el cual entregará una copia certificada conforme del mismo a todos los Signatarios.

IN FEDE DI CHE, i Plenipotenziari sottoindicati, debitamente abilitati, hanno apposto le loro firme in calce al presente Protocollo.

FATTO a Parigi il 28 gennaio 1964, in francese, in inglese, in tedesco, in spagnolo, in italiano e in olandese, in un solo esemplare che rimarrà depositato presso il Segretario Generale dell'Organizzazione Economica di Cooperazione e di Sviluppo che ne rilascerà copia conforme autenticata a tutti i Firmatari.

TEN BLIJKE WAARVAN, de daartoe behoorlijk gemachtigde gevolmachtigden dit Protocol hebben ondertekend.

GEDAAN te Parijs, de 28ste januari 1964, in de Engelse, Franse, Duitse, Spaanse, Italiaanse en Nederlandse taal, in een enkel exemplaar dat zal blijven berusten bij de Secretaris-Generaal van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling, die gewaarmerkte afschriften daarvan zal doen toekomen aan alle ondertekenende Regeringen.

Pour la République Fédérale d'Allemagne :
For the Federal Republic of Germany :
Für die Bundesrepublik Deutschland :
Por la República Federal Alemana :
Per la Repubblica Federale di Germania :
Voor de Bondsrepubliek Duitsland :

NORBERT BERGER

Pour l'Autriche :
For Austria :
Für Österreich :
Por Austria :
Per l'Austria :
Voor Oostenrijk :

DR. CARL H. BOBLETER

Pour la Belgique :
For Belgium :
Für Belgien :
Por Bélgica :
Per il Belgio :
Voor België :

R. OCKRENT

Pour le Danemark :
For Denmark :
Für Dänemark :
Por Dinamarca :
Per la Danimarca :
Voor Denemarken :

SVEN AAGE NIELSEN

Pour l'Espagne :
For Spain :
Für Spanien :
Por España :
Per la Spagna :
Voor Spanje :

JOSÉ NUÑEZ

Pour la France :
For France :
Für Frankreich :
Por Francia :
Per la Francia :
Voor Frankrijk :

FRANÇOIS VALÉRY

Pour la Grèce :
For Greece :
Für Griechenland :
Por Grecia :
Per la Grecia :
Voor Griekenland :

THÉODORE CHRISTIDIS

Pour l'Italie :
For Italy :
Für Italien :
Por Italia :
Per l'Italia :
Voor Italie :

CASTO CARUSO

Pour le Luxembourg :
For Luxembourg :
Für Luxemburg :
Por Luxemburgo :
Per il Lussemburgo :
Voor Luxemburg :

PAUL REUTER

Pour la Norvège :
For Norway :
Für Norwegen :
Por Noruega :
Per la Norvegia :
Voor Noorwegen :

GEORG KRISTIANSEN

Pour les Pays-Bas :
For the Netherlands :
Für die Niederlande :
Por los Paises Bajos :
Per i Paesi Bassi :
Voor Nederland :

STRENGERS

Pour le Portugal :
For Portugal :
Für Portugal :
Por Portugal :
Per il Portogallo :
Voor Portugal :

JOSÉ CALVET DE MAGALHÃES

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :
Für das Vereinigte Königreich von Grossbritannien und Nordirland :
Por el Reino Unido de Gran Bretaña y de Irlanda del Norte :
Per il Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord :
Voor het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannie en Noord-Ierland :

HANKEY

Pour la Suède :
For Sweden :
Für Schweden :
Por Suecia :
Per la Svezia :
Voor Zweden :

C. H. VON PLATEN

Pour la Suisse :
For Switzerland :
Für die Schweiz :
Por Suiza :
Per la Svizzera :
Voor Switzerland :

AGOSTINO SOLDATI

Pour la Turquie :
For Turkey :
Für die Türkei :
Por Turquia :
Per la Turchia :
Voor Turkije :

M. KIZILKAYA
C. KAYRA

RATIFICATIONS

<i>Country</i>	<i>Date of Deposit</i>
Belgium	3 August 1966
France	9 March 1966
Spain	30 April 1965
Sweden	1 April 1968
Turkey	5 April 1968
United Kingdom	23 February 1966

EXTENSION

<i>Country</i>	<i>Date of Deposit</i>
French Overseas Territories	2 August 1967

Printed in England by Her Majesty's Stationery Office